

Supplément : Arts et Spectacles

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14288 - 5 F

JEUDI 3 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'enfer somalien

« Si je dois aller en enfer, nous irons tous ensemble. » Cette menace du président Siyad Barré est, aujourd'hui, devenue réalité. Troupes gouvernementales et forces rebelles se disputent, à l'arme lourde, le contrôle de Mogadiscio. Et, déjà, divers témoignages font état de centaines de morts et de blessés. L'acharnement à survivre ou à vaincre des uns et des autres finira par ruiner complètement un pays dévasté par douze ans de guerre civile.

Sous domination britannique et italienne, la Somalie fut, pourtant, le seul pays africain à bénéficier d'une remarquable préparation à l'indépendance, acquise en 1960. Réunifiée rapidement et sans heurts, cette nation comptait ainsi, en 1968, plus de 10 millions d'habitants, presque vingt fois plus peuplée qu'au début. L'arrivée au pouvoir, en octobre 1969, du général Barré fit croire, un moment, que la nomenclature militaire saurait transformer de manière radicale cette « démocratie pastorale » en Etat moderne. Il n'en fut rien.

La malheureuse guerre de l'Ogaden contre l'Éthiopie, qui fut suivie, presque sans transition, d'une interminable guerre civile dans le nord du pays, jeta la Somalie à la dérive. L'Union soviétique, puis les États-Unis s'étaient intéressés à cause de sa position géostratégique dans une zone de turbulences dont elle n'est jamais sortie. Le président Barré dut renoncer à ses rêves de grandeur et, pour durer, exercer une dictature tribale qui n'avait rien de débinaire.

« Être sans ennemis, c'est ne rien faire », disait volontiers le chef de l'Etat dont l'autorité, depuis plusieurs mois déjà, ne s'exerce plus guère hors des limites de Mogadiscio. Ses souhaits auront été exaucés, car, au fil des ans, les mouvements d'opposition se sont multipliés, hélas tous créés sur une base ethnique. Le jeu de ce pouvoir et de ces contre-pouvoirs laisse ainsi craindre que la Somalie ne soit en passe de devenir un « deuxième Libéria ».

On voit mal les courageux efforts de l'Italie et de l'Égypte aboutir à réconcilier ceux qui sont au pouvoir avec ceux qui tentent de les en chasser. La dynamique est, aujourd'hui, celle des armes. Pour longtemps ? Les différents mouvements d'opposition ont, certes, mis sur pied un comité de coordination pour hâter la chute du régime en place. Mais nul ne sait comment les uns et les autres entendent l'après-Barré. Nul ne connaît non plus le nom des prétendants à une succession difficile.

Après la libération, le Congrès de la Somalie unifiée qui tient actuellement le haut du pavé à Mogadiscio, a l'intention de convoquer, autour d'une table ronde, tous les mouvements d'opposition pour étudier en commun la réforme du système politique. Mais les « Nordistes », rassemblés au sein du Mouvement national somalien (MNS), risquent d'en profiter pour faire valoir un droit à la différence qu'ils ont toujours revendiqué à l'égard du gouvernement. L'enfer pourrait durer des jours, sinon des mois.

Lire page 5
l'article de JEAN HELENE

M0147 - 0103 0 - 5.00 F



Alors que l'Irak renforce sa défense

- M. Baker prépare une tournée dans le Golfe
- Un proche de M. Mitterrand se rend à Bagdad

M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, devait quitter Paris, mercredi 2 janvier, pour se rendre à Bagdad et s'y entretenir avec les dirigeants irakiens. D'autre part, alors que M. Saddam Hussein demeure toujours aussi

intransigeant et menaçant, le « Washington Post » a indiqué mardi que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, qui s'apprête à effectuer une tournée en Europe et au Moyen-Orient, pourrait finalement, à cette occasion, établir le « dialogue » tant attendu avec l'Irak.

Ancien porte-parole de l'Elysée et proche de M. Mitterrand, M. Vauzelle a précisé qu'il n'était « porteur d'aucun message ni chargé d'aucune mission », mais qu'un parlementaire français ne pouvait rester inactif « quelques jours avant l'expiration de l'ultimatum décidé par le Conseil de sécurité des Nations unies ».

Après avoir affirmé qu'une « diplomatie parlementaire peut, sans gêner ou engager l'Etat,

jouer un rôle exploratoire fort utile », il a aussi rappelé que la France s'était engagée à ne pas « gêner » la diplomatie américaine tant qu'il était question de contacts directs entre Bagdad et Washington, avant le 3 janvier.

Au cours de sa dernière conférence de presse, le 19 décembre, M. François Mitterrand avait déclaré : « On ne va pas entretenir des dialogues qui risquent de devenir concurrents », mais il

avait ajouté : « La France attendra de voir, le jour venu, si elle doit prendre une initiative, en accord avec ses alliés ».

Vendredi, les ministres des affaires étrangères des douze pays de la Communauté européenne doivent se réunir à Luxembourg pour examiner l'éventualité d'une initiative diplomatique dans la crise du Golfe.

Lire pages 3 et 16

1990, année de l'Allemagne et du Golfe

Il y a toujours un loup-garou

par André Fontaine

Il ne manquait pas de bons esprits, au début de 1990, pour voir en Gorbatchev, malgré ses abords rassurants, un léniniste aussi déterminé que le fut son maître à croquer, le moment venu, le naïf Occident. Son ralliement à la réunification de l'Allemagne au sein de l'OTAN coupe court à cette interprétation. Il a tant d'autres chats à fouetter ! Il a beau s'être fait reconnaître sur le papier d'avantage de pouvoirs que n'en eut jamais officiellement Staline, l'URSS n'est plus, selon la forte

expression de Time magazine, qu'une « superpuissance réduite à la mendicité ».

Mais il y a toujours un loup-garou. Assagi celui d'hier, un autre diable allait sortir de sa boîte dans la nuit du 1^{er} au 2 août, arrachant à leur quiétude chefs d'Etat et vacanciers, pétroliers et places financières. A peine terminée la guerre froide, surgissait de l'éternelle poudrière du Proche-Orient le spectre d'une autre guerre, vouée celle-là à n'être, Dieu sait, ni froide ni joyeuse.

Saddam Hussein avait vraisemblablement sous-estimé, en s'emparant du Koweït, l'ampleur de la crise qu'il allait déclencher.

Il y aurait comme à l'accoutumée des protestations, véhémentes bien sûr, mais destinées à demeurer platoniques. Combien de fois Israël, son ennemi juré, ne s'était-il pas fait justice lui-même ? George Bush ne venait-il pas de faire enlever manu militari le président du Panama ? Lui-même, Saddam, n'avait-il pas envahi l'Irak, dix ans plus tôt, et utilisé des armes chimiques, y compris contre les Kurdes d'Irak ? Qui, des États-Unis à l'URSS, en passant par la France et par les Emirats du Golfe, trop aises d'être ainsi protégés du fondamentalisme tant redouté, avait pour autant hésité

à lui fournir armes ou crédits ? Comment le riche émir du Koweït pouvait-il refuser d'annuler sa créance envers celui qui l'avait sauvé des ayatollahs et pratiquer une politique de bas tarifs pétroliers de nature à ruiner les producteurs pauvres ?

Lire la suite page 6

Chronologie

« Le Monde » publie dans son prochain numéro (daté du 4 janvier) quatre pages spéciales reprenant la chronologie des principaux événements de 1990.

Les États-Unis en récession

Reconnaissant que les États-Unis sont entrés dans une période de récession, l'administration américaine s'efforce de dédramatiser la situation.

Le président George Bush a déclaré, mercredi 2 janvier, dans un entretien télévisé, que la récession sera « d'une ampleur modérée et que l'ensemble du pays en sortira dans pas trop longtemps », et une étude de la Maison Blanche prévoit une reprise de la croissance dès l'été.

De nombreux experts craignent cependant que l'économie américaine ne soit déjà engagée dans une spirale déflationniste, déclenchée par la chute des prix de l'immobilier.

Lire nos informations page 12

La Corse sans repères

Après l'assassinat inexpliqué du maire de Soveria
M. Mitterrand a convoqué jeudi un conseil restreint sur la situation dans l'île

BASTIA

de notre envoyé spécial

La personnalité du maire de Soveria, Paul Mariani, et la manière dont il a été tué ont engagé les policiers à penser que ce crime aurait peu à voir avec les précédents, commis principalement dans la région d'Ajaccio. Mais l'assassinat de ce personnage public corse - le troisième en trois mois - a incité les responsables insulaires à proclamer une nouvelle fois leur sentiment d'insécurité et à mettre en cause l'autorité de l'Etat, tout en gardant des réflexes de silence quant aux possibles mobiles de ces crimes en série.

L'impression dominante reste l'apparente incapacité locale à analyser cette montée de la violence. L'île est en proie à son habitude tentation de croiser les rumeurs, d'imaginer, sans doute hâtivement, les pires stratégies qu'auraient échafaudées les uns et les autres dans la perspective de l'entrée en vigueur du plan Joxe ; de jauger les éventuelles manipulations et contre-manipulations autour de « cibles symboliques » ; d'évaluer les nouveaux enjeux de partage du pouvoir créés par le futur statut et l'impact de cette nouvelle répartition sur le déve-

loppement économique, en particulier dans le domaine immobilier et touristique.

Pourtant, le meurtre de Paul Mariani ne ressemble en rien aux assassinats « à la sicilienne » qui ont secoué le sud du golfe d'Ajaccio ces derniers mois, provoquant la mort du maire UDF de Grosseto-Prugna, Charles Grossenti, et du président de la Chambre régionale d'agriculture, Lucien Tirroli.

Le soir du lundi 31 décembre, le maire de Soveria n'a pas été victime d'un tueur à la moto mitraillant ses cibles en quelques secondes sur une place publique. Arrivé neuf jours plus tôt au village pour les fêtes, Paul Mariani

s'apprêtait à passer le réveillon avec sa famille et ses deux enfants. Lorsque, vers 18 h 30, il descendit des gravillons marteler les fenêtres de sa salle de séjour, son fils de douze ans sortit une première fois dans la cour. L'électricité du village était coupée, les jets de cailloux repartirent de plus belle, jusqu'à l'irruption de Paul Mariani sur le seuil de la maison, son pistolet à la ceinture.

L'agresseur a ouvert le feu, touchant le maire de Soveria par quatre impacts de balle : deux en pleine poitrine, un à l'oreille et un autre au poignet.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite page 7

Quatre-vingt mille jeunes chrétiens réunis à Prague

Répondant à l'appel de la communauté œcuménique des frères de Taizé, quatre-vingt mille jeunes catholiques, protestants et orthodoxes européens se sont rassemblés du 28 décembre au 2 janvier à Prague. La rencontre, véritable « Internationale de la foi », a dépassé un nombre de succès des précédentes manifestations qui eurent lieu à l'est en 1989, en Hongrie puis en Pologne.

Lire page 8 le reportage de JEAN-MICHEL DUMAY

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 F ; Asie, 7 F ; Europe, 2,50 F ; Amérique, 2,50 F ; Australie, 2,50 F ; Belgique, 2,50 F ; Canada, 2,50 F ; Danemark, 2,50 F ; Espagne, 2,50 F ; États-Unis, 2,50 F ; France, 2,50 F ; Grèce, 2,50 F ; Italie, 2,50 F ; Japon, 2,50 F ; Liban, 2,50 F ; Luxembourg, 2,50 F ; Malaisie, 2,50 F ; Maroc, 2,50 F ; Mexique, 2,50 F ; Norvège, 2,50 F ; Pays-Bas, 2,50 F ; Portugal, 2,50 F ; Royaume-Uni, 2,50 F ; Suède, 2,50 F ; Suisse, 2,50 F ; Taiwan, 2,50 F ; Thaïlande, 2,50 F ; Turquie, 2,50 F ; Union soviétique, 2,50 F ; Venezuela, 2,50 F ; Yémen, 2,50 F.

DÉBATS

Algérie

Des « fellaghas » aux « intégristes »

par François Burgat

« L'un des deux visages de ce pays dur et même tragique [l'Algérie], marqué par le vent du malheur, est obstinément tourné vers le bonheur, vers le soleil, vers la modernité, et cela, en dépit de tout, s'appelle la France », écrivait Alain Carignon, Gisèle Halimi et Dominique Janet dans *Le Monde* du 22 octobre dernier.

Au Nord, le message sorti, le 12 juin 1990, des urnes du premier scrutin libre de l'Algérie indépendante n'a manifestement pas été reçu. Quelques mois avant des législatives qui vont vraisemblablement expliciter l'importance de la composante islamiste, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, le malentendu, plus que jamais, est à l'ordre du jour.

La soudaineté avec laquelle, invasion du Koweït oblige, il nous a été demandé de renier notre vieux « ami laïque » irakien devrait nous inciter à plus de prudence dans la qualification de nos « ennemis islamistes ». Il semble pourtant qu'il n'en soit rien. Alors que, six mois après le scrutin d'Alger, en Jordanie un frère musulman accède, avec l'aide de voix « laïques », à la présidence d'un Parlement arabe, le discours de l'intelligentsia occidentale en général, française en particulier, n'est pas parvenu à sortir du registre du dénigrement inconditionnel des nouveaux venus de la politique méditerranéenne.

La victoire du FIS algérien n'est-elle donc qu'une victoire « par défaut », simple résultante de la somme des frustrations d'une population condamnée, pour avoir voulu sortir du Charybde FLN, à tomber dans le Scylla islamiste ? Le « bonheur », le « soleil » et la « modernité » sont-ils exclusivement français et, partant, si complètement étrangers à cette dynamique politique dont scrutins ou/et vagues de répression attestent chaque jour le

développement multiforme en terre arabe ? La poussée islamiste n'est-elle véritablement porteuse que de « malheur », de « régression » et d'« enfermement » ? Est-il si invraisemblable qu'elle puisse procéder, pour partie au moins, d'une autre logique et receler quelque part une sorte de « coefficient positif » qu'il serait urgent dès lors de commencer à prendre en compte ?

Sans doute la mobilisation islamiste, à Alger ou ailleurs, est-elle bien due en partie à l'usure des régimes en place. Sans doute contient-elle, comme n'importe quelle autre dynamique politique, un compartiment « extrémiste » dont il ne saurait être question de nier l'existence. Mais, en la prolongeant sur le terrain culturel et idéologique, la recette islamiste ne fait plus globalement que poursuivre en réalité l'exploitation d'une vieille dynamique nationaliste dont il nous a bien fallu – fût-ce tardivement – reconnaître de longue date la légitimité.

En permettant aux dominés d'hier de ne plus recourir, pour s'exprimer face à l'Occident, au vocabulaire que celui-ci leur a plus ou moins imposé, le discours islamiste ne fait en quelque sorte que conférer à cette dynamique nationaliste l'autonomie idéologique qui lui faisait défaut lorsqu'elle s'exprimait dans un langage perçu comme lié à l'Occident. En redonnant à un voisin trop proche tous les attributs symboliques de l'altérité, il permet ainsi à l'homme politique oriental d'opérer une nécessaire réconciliation avec sa culture vécue et « intuitive », d'une part, dont les références, un temps reléguées au territoire de la culture privée, peuvent à nouveau servir à exprimer la politique ; avec son ancêtre, réel ou mythique, d'autre part, avec qui la filiation symbolique peut être rétablie, restaurant ainsi dans l'imaginaire collectif la

continuité historique que la parenthèse coloniale avait interrompue.

Que cet épisode soit au Nord tout aussi désagréable à vivre que le déchirement des premières expressions nationalistes ne fait pas de doute. Que les débordements « pathologiques » de ce processus de reconquête identitaire doivent être repus et considérés comme tels non plus. Mais ni le principe moteur de cette poussée identitaire ni l'ensemble des forces politiques qu'elle mobilise ne sauraient être dans les mêmes termes. Qu'importe : le discours unanimement adressé à la nouvelle version de nos « mauvais Arabes » ressemble à s'y méprendre à celui qui fut réservé à la génération de ceux – sans plus de nuances – on ne voulait longtemps appeler que les fellaghas.

Regarder l'histoire en face

Dans un environnement non démocratique, c'est-à-dire peu propice à la communication, les messages venus des profondeurs des sociétés musulmanes n'ont longtemps passé la rampe des médias qu'à la condition d'être traduits en faits divers « pathologiques ». Les fissures dans l'assise des régimes « amis » de l'Occident ne lui sont parvenues que par l'écho déformé de la répression dont elles faisaient l'objet.

Ceux qui avaient, en leur temps, fait preuve de compréhension à l'égard des mouvements nationalistes parissent, pour leur part, convaincus que, ayant un temps évolué « du bon côté de l'histoire », ils en connaissent aujourd'hui, une fois pour toutes, en la personne des élites au pouvoir, les seuls acteurs légitimes.

Sur l'islam, le tiers-monde et les Arabes, la droite a trouvé dans l'épouvantail islamiste la caution de

vieilles certitudes. Figée dans un attachement littéral (intégriste ?) aux symboles de la laïcité, la gauche, supposée plus disponible pour accueillir la naissance d'un « autre », paraît tout entière prisonnière, quant à elle, de sa difficulté à admettre qu'un jour quelqu'un puisse oser écrire un morceau d'histoire dans un vocabulaire autre que celui qu'elle a forgé.

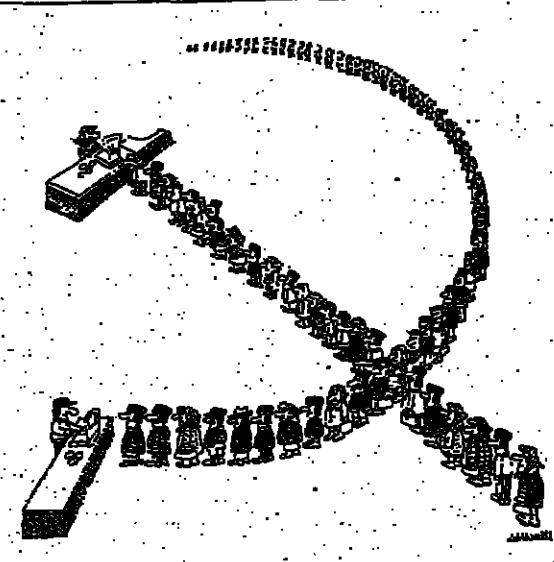
Comme c'est précisément de la rupture lexicale et syntaxique avec la terminologie politique occidentale que se nourrit la recette islamiste (ce qui ne permet aucunement de préjuger aujourd'hui globalement de l'attitude à venir de ceux qui l'exploitent à l'égard des valeurs dites du même nom), le champ des malentendus est particulièrement vaste.

Au cours des mois qui nous séparent des législatives algériennes, l'opinion française va donc être sollicitée de supputer les chances d'un hypothétique dernier rempart (femmes ? armée ? Kabyles ? ben-bellistes ?) de la démocratie et rêver de nouveaux « plans de Constantine » (investissements économiques massifs opérés en 1958 dans l'Algérie française pour tenter de résoudre la poussée nationaliste), capables de conforter ce pouvoir FLN qu'elle a, avant d'être obligée d'en admettre la légitimité, si aveuglément combattu.

En se décidant à prendre acte avec sérénité, de la naissance d'une génération politique ni plus ni moins hostile à la France et ni plus ni moins incapable d'adopter à terme des conduites démocratiques que ne le furent en leur temps ces fellaghas qu'elle soutient aujourd'hui, elle pourrait tout au moins, une fois ne serait pas coutume, commencer à regarder l'histoire algérienne... en face.

► François Burgat est chercheur au CNRS-CEDEJ (Le Caire).

TRAIT LIBRE



Socialisme de marché (la Repubblica du 28 décembre 1990).

BIBLIOGRAPHIE

La prescription du Dr Sorman

SORTIR DU SOCIALISME
de Guy Sorman
Fayard, 415 p., 120 F.

Guy Sorman raconte, comme tout un chacun, les méfaits et les échecs du communisme au pouvoir, mais surtout – c'est la partie la plus excitante de son dernier ouvrage – il montre les difficultés auxquelles se heurtent les pays de l'Est qui veulent « sortir du socialisme ».

L'enquête menée en Chine, en Russie et dans les pays d'Europe centrale où l'ancien système s'est effondré – Pologne, Allemagne, Tchécoslovaquie, Hongrie – amène le lecteur à porter un diagnostic intelligent, cohérent. Le changement de régime n'a pas apporté l'amélioration espérée. Pourquoi ? Parce que les nouveaux dirigeants ne sont pas allés assez loin dans la révolution ou, si vous préférez, dans la réaction.

M. Sorman est de la descendance intellectuelle de Hayek. Il faut retenir les analyses de ce théoricien, un des plus brillants du siècle, même si on n'en tire pas les mêmes conclusions que lui. Il professe que sans libéralisme économique, il ne peut y avoir de libéralisme politique. Au cours de ses voyages en Europe de l'Est, M. Sorman a trouvé des interlocuteurs de toutes couleurs, mais c'est avec ceux qui se disent « libéraux conservateurs », ceux dont la plume, comme la sienne, salive au seul nom de Hayek, qu'il se sent en harmonie.

Pour les tenants de cette école, perestroïka, glasnost, réformisme ne guérissent rien du tout et feront même plus de mal que de bien. A quoi bon par exemple donner plus d'autonomie aux entreprises si elles restent des entreprises publiques ? Il ne s'agit pas de prolonger leur existence, mais de les faire traverser aussi vite que possible. Assurer la liberté politique ? Oui, mais en commençant par la privatisation, condition première de

la démocratisation. Comment trouver les personnes, les groupes qui auront les moyens d'acheter les entreprises ? En réinventant le bon vieux crédit hypothécaire. C'est le commerce et le crédit qui ont donné naissance à l'industrie. Banquiers et commerçants sont à l'origine du capitalisme occidental. Faites de même, dit M. Sorman à ses amis de l'Est. Nous simplifions forcément l'ordonnance, en conseillant au lecteur de se reporter au texte, qui ne déçoit jamais, même quand il irrite.

Hors du capitalisme point de salut

Notre auteur en tout cas ne se perd pas dans les circonvolutions embrouillées. On sait toujours à quoi s'en tenir avec lui : hors du capitalisme, point de salut. On pourrait lui reprocher de mettre dans le même panier tous ceux qui se disent, peu ou prou, socialistes. Il semble même se méfier des adeptes du christianisme social. En revanche il célèbre les avantages et les succès incontestables du capitalisme, sans s'attarder sur ses défauts. Il montre très brillamment que les systèmes communistes sont fondés sur le pillage de la main-d'œuvre, de l'énergie, des matières premières, et qu'ils engendrent la pollution, alors que le mode capitaliste entraîne l'économie de ressources. C'est peut-être oublier le gaspillage des sociétés abusivement dites de consommation. Et puis les zones développées du XX^e siècle seraient-elles agaçantes si le terrain capitaliste n'avait été et n'était constamment irrigué par des rigoles ou des rivières plus ou moins sociales-démocrates ? Il y a quand même quelques pages sombres dans l'histoire du capitalisme.

On redemande du Sorman quand il décrit. Il emporte moins sûrement la conviction lorsqu'il prêche.

BERNARD FÉRON

Liban

La francophonie menacée

par Louis Hage

Le Liban est le berceau de plusieurs civilisations qui s'y sont succédées en se complétant depuis quatre millénaires. Il en est résulté, chez les Libanais, une étonnante disposition à dialoguer avec d'autres cultures et à les assimiler dans une synthèse féconde. L'identité libanaise se distingue par une dynamique d'échange, de partage, d'ouverture à l'autre et d'enrichissement mutuel et créateur. Et c'est ainsi que, l'amitié franco-libanaise y contribuant, s'explique l'enracinement, qui remonte à des centaines d'années, de la francophonie au Liban.

La francophonie, au niveau scolaire et en particulier au niveau universitaire, cependant, est en perte de vitesse depuis une quinzaine d'années. En 1975, il y avait au Liban six universités, dont trois francophones et trois non francophones. En 1990, le Liban compte neuf universités dont trois francophones, une partiellement francophone et cinq non franco-

phones. Les universités non francophones sont plus vigoureusement soutenues par des gouvernements, des mécènes et des organisations non gouvernementales.

Les universités francophones, notamment les privées, ne reçoivent, en guise d'aide financière, que des sommes modiques, pour ne pas dire symboliques. En temps normal, elles ont pu fonctionner par leurs propres moyens, sans avoir besoin d'appui financier de quelque organisme que ce soit. Mais, vu la détérioration des structures économiques au Liban, consécutive à la guerre qui y sévit depuis quinze ans, les universités francophones qui essaient de survivre n'y parviennent plus sans le secours des pays francophones.

Si aucune intervention de sauvetage n'a lieu, on assistera à une baisse de plus en plus accusée du nombre des étudiants francophones, ce qui entraînera inévitablement une baisse analogue au niveau scolaire. Le nom-

bre des écoles libanaises francophones – des jardins d'enfants aux classes terminales, elles étaient francophones à 80 % environ – diminue déjà à vue d'œil. Cette conversion ne peut à l'évidence qu'être fatale à la francophonie. Elle la sappe par la base.

Les meilleurs universitaires au Liban sont en majorité bilingues ou trilingues, c'est-à-dire capables d'enseigner aussi bien en français qu'en anglais ou en arabe. Ce qui détermine évidemment leur choix, ce sont les salaires qui leur sont proposés. Or ce ne sont pas les universités francophones qui disposent de moyens financiers suffisants pour attirer les bons professeurs et chercheurs. Ce qui, par voie de conséquence, se traduit, à terme, par une moins bonne qualité de l'enseignement en français. D'autre part, les universités francophones n'ayant pas les moyens de se procurer le matériel qui constitue le support de l'enseignement et de la recherche (bibliothèques, informati-

que, laboratoires, etc.), elles devraient se contenter, par la force des choses, d'un enseignement d'une qualité passable.

Il est nécessaire de maintenir un haut niveau universitaire francophone ayant une large audience au Liban pour des raisons culturelles et économiques nombreuses dont profiteraient aussi tous les autres pays francophones.

Un certain nombre d'organismes, dont l'AUPELF (Association des [250] universités partiellement ou entièrement de langue française), l'UREF (Universités des réseaux d'expression française) et le FICU (Fonds international de coopération universitaire), sont conçus pour intervenir efficacement dans des situations de crise. Leur intervention est aujourd'hui indispensable pour empêcher le désastre qui menace les universités francophones au Liban.

► Le Père Louis Hage est recteur de l'université Saint-Esprit de Kesik (Liban).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 51 437
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Imprimé
à Paris
L. M. Gaudin
94852 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

Le Monde

PUBLICITE

André Fontaine, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

Michelle Cordonnier,

directeur du développement

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc : MONDIPUB 206 136 F

Téléc : 45-55-90-70 • Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 49-60-30-10

Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-99

FRANCE

3 mois 400 F

6 mois 750 F

1 an 1 400 F

SUISSE-ITALIE

3 mois 572 F

6 mois 1 123 F

1 an 2 065 F

ALÉRIE

3 mois 790 F

6 mois 1 560 F

1 an 2 960 F

ÉTRANGER : par voie

serieuse tarif sur demande.

Pour vous abonner,

renvoyer ce bulletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus.

SERVICE À DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse défectueux ou

provisoirement : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en

indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

001 MAR 01

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les

numéros propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris 19

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Gristet, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 40-65-25-99 ; Téléc 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 49-60-30-10 ; Téléc 261 311 F MONSIEUR

سكوا لالو

LA CRISE DU GOLFE

Selon le « Washington Post »

M. Baker pourrait se rendre à Bagdad avant le 15 janvier

Dans son édition du mardi 1^{er} janvier, le *Washington Post* a indiqué que la tournée que doit effectuer M. James Baker en Europe et dans le Golfe avant le 15 janvier (*le Monde* du 2 janvier) pourrait conduire le secrétaire d'Etat américain à Bagdad pour engager avec les dirigeants irakiens le « dialogue » direct dont l'Irak et les Etats-Unis sont convenus sans, toutefois, pouvoir s'entendre sur un calendrier.

Le président George Bush a exprimé l'espoir que, s'il doit y avoir une guerre, elle puisse s'achever rapidement. « J'espère que cela pourrait être terminé en quelques jours, mais ce qui pourra vraiment arriver est difficile à prévoir. Aussi, je préfère ne pas faire de prédictions dans un sens ou dans l'autre », a-t-il dit dans un entretien devant être diffusé mercredi soir sur la chaîne publique PBS et qui a été réalisé le 16 décembre dernier à la Maison Blanche. M. Bush a également déclaré être « absolument ferme » sur la nécessité d'un retrait des forces irakiennes du Koweït, réaffirmant son refus d'une solution partielle ou conditionnelle. « Un demi-retrait ou bien une excuse comme « Je le ferai demain », cela ne suffit pas », a-t-il souligné.

Une initiative de M. Kadhafi

Mardi, une réunion à la Maison Blanche a regroupé M. Bush et ses principaux collaborateurs militaires et diplomatiques, dont les entretiens ont porté sur la crise du Golfe. Outre le président, étaient notamment présents le secrétaire à la défense, Dick Cheney, le général Colin Powell, chef de l'état-major interarmes, le conseiller à la sécurité nationale, Brent Scowcroft, le secrétaire général de la Maison Blanche, John Sununu et le secrétaire d'Etat, James Baker. A l'issue de cette réunion, un responsable a indiqué que le but en était de savoir « où nous en sommes et où nous allons ».

Début de la semaine, le numéro un libyen a annoncé un sommet Kadhafi-Moubarak-Assad sur la crise du Golfe

dans « les jours prochains ». Selon l'agence égyptienne MENA, qui rapporte la nouvelle, il n'a pas précisé où devait se tenir ce sommet, mais elle croit savoir qu'il aura lieu à Tripoli. Le colonel Kadhafi a indiqué qu'une réunion des chefs des diplomates d'Egypte, de Libye et de Syrie aurait lieu dès mercredi au Caire pour préparer ce

sommet, destiné à « éviter une détérioration de la situation ». Il a estimé, à ce propos, qu'« un conflit pouvait dégénérer en guerre mondiale et qu'il fallait l'interdire » un tel développement. Le colonel a fait ces déclarations après avoir reçu le ministre égyptien de l'information, M. Safwat El Chérif. (AFP, Reuters.)

Les entretiens téléphoniques de M. Bush pour la nouvelle année



Le président américain George Bush a souhaité mardi 1^{er} janvier une bonne année à son homologue soviétique Mikhaïl Gorbatchev et à eu avec lui une « discussion très positive et pleine d'espoir » sur l'avenir des Etats-Unis et de l'URSS, a indiqué la Maison Blanche. L'agence Tass a rapporté pour sa part que les deux chefs d'Etat avaient confirmé leurs positions « déjà connues » à propos du Golfe et que M. Gorbatchev avait insisté sur la nécessité d'épuiser tous les moyens politiques susceptibles

de convaincre le président Saddam Hussein d'évacuer le Koweït avant le recours à la force.

M. Bush a aussi eu des entretiens téléphoniques lundi et mardi avec une série de chefs d'Etat, a indiqué le porte-parole de la présidence. Il a notamment parlé avec le président Mitterrand, le roi Fahd d'Arabie saoudite, le président égyptien Hosni Moubarak, le président mexicain Carlos Salinas de Gortari, le premier ministre canadien Brian Mulroney et celui du Japon, Toshiki Kaifu. (AFP.)

Une déclaration du chef de l'Etat irakien

Soixante divisions sont massées face à l'Arabie saoudite

Le président Saddam Hussein a déclaré que son armée avait « terminé le déploiement sur le front des 250 000 soldats supplémentaires » annoncés le 19 novembre dernier. Cela porterait les effectifs irakiens, au Koweït et sur la frontière avec l'Arabie saoudite, à « 60 divisions », soit au total quelque 700 000 à 750 000 hommes, 480 000 étant déjà en place, selon des estimations occidentales (une division de l'armée irakienne compte entre 10 000 et 15 000 hommes).

M. Saddam Hussein, qui s'adressait lundi soir 31 décembre à des soldats irakiens sur le front, a en outre vigoureusement dénoncé le roi Fahd d'Arabie saoudite, l'avertissant que « s'il commet l'erreur » d'autoriser une attaque contre l'Irak, « il s'en mordra les doigts à jamais ». Soulignant l'importance de ces 60 divisions « massées sur la frontière avec

l'Arabie saoudite », il a ajouté qu'en revanche « les forces américaines n'ont pu mobiliser que moins de 14 divisions ».

Selon la télévision irakienne, M. Saddam Hussein, qui a passé la nuit du Nouvel An avec ses soldats « sur le front », où il a pris le repas de minuit avec ses soldats, a dénoncé « l'arrogance des dirigeants américains ». Le chef de l'Etat irakien a pris à partie le souverain saoudien, qui, a-t-il, dit, couvre aujourd'hui « les frais du déploiement des forces américaines (...), alors qu'il hésitait à apporter une assistance de quelques dizaines de millions de dollars à la révolution palestinienne ». « Que soit maudit le mépris qui recourt à la protection des femmes américaines », a-t-il affirmé, ajoutant : « le peuple saoudien n'acceptera pas d'être protégé par des femmes américaines qui ont souillé la Terre sainte ». (AFP.)

L'opération « Bouclier du désert » a déjà fait 93 morts

Un lieutenant américain retrouvé mort lundi en Arabie saoudite s'est vraisemblablement suicidé avec son arme, a annoncé l'armée, mardi 1^{er} janvier, dans un communiqué. L'homme, Shannon Kelly, avait le grade de premier lieutenant et était basé à Fort Campbell, dans le Kentucky. Une enquête est en cours.

Deux suicides

Si cette hypothèse est confirmée, ce serait le deuxième cas de suicide au sein du corps expéditionnaire américain envoyé dans le Golfe après l'invasion du Koweït par l'Irak. Au total, 93 militaires américains des trois armes ont déjà trouvé la mort au cours de l'opération, baptisée « Bouclier du désert ». (Reuters.)

La censure d'une interview de Saddam Hussein provoque de vifs débats en Italie

La décision de la direction de la radio-télévision italienne de ne pas diffuser une interview de Saddam Hussein a provoqué ces derniers jours de vifs débats au sein de la classe politique et médiatique italienne.

Au moment du Nouvel An, la presse italienne a consacré des pages entières à la polémique soulevée par la décision du directeur général de la RAI, M. Gianni Pagnanelli, de ne pas diffuser l'interview du dirigeant irakien réalisée par le directeur de la rédaction de la première chaîne, M. Bruno Vespa, sous prétexte qu'elle risquait de nuire aux efforts pour un règlement pacifique dans la crise du Golfe. M. Vespa a réagi en informant lui-même les téléspectateurs de cette mesure et en leur faisant part de son profond désaccord avec le directeur général sur ce point. Dans l'interview réalisée il y a deux semaines, M. Saddam Hussein laisse entendre que sa position n'est pas négociable et qu'il aura recours aux armes chimiques en cas de conflit.

Une menace de grève des journalistes, pour protester contre l'autocensure télévisée, n'a finalement pas été mise à exécution. La plupart des journalistes partagent le point de vue de M. Vespa, mais le quotidien la *Repubblica*, dans un éditorial intitulé « Pas de mégaphones pour les tyrans », a pris position en faveur de la décision du directeur général de la RAI, accusé par d'autres rédactions de se comporter en « porte-parole du gouvernement auprès des journalistes du service public ».

L'Irak annonce des manœuvres militaires sur sa frontière avec l'Irak

L'armée de terre et le corps des « gardiens de la révolution » islamique (pasdaran) vont effectuer, à partir du 11 janvier et pendant un mois, d'importantes manœuvres militaires dans les provinces occidentales de l'Irak pour faire face à toute menace éventuelle », a annoncé, mardi 1^{er} janvier, Radio-Téhéran.

Baptisées « *Fudjr* » (aurore), ces manœuvres auront lieu sur 15 000 kilomètres carrés dans les provinces de Bakhtaran, d'Ilam et de Khouzistan, frontalières avec l'Irak. Elles coïncideront avec le terme de l'ultimatum de l'ONU donnant jusqu'au 15 janvier à l'Irak pour évacuer le Koweït. (AFP.)

Soldats français « ambassadeurs »

YANBU

de notre envoyé spécial

Les militaires français ne doivent pas se contenter de savoir piloter un avion ou un char, tirer au canon ou au fusil ; les combattants du désert doivent aussi savoir manier l'arme diplomatique. C'est ce qu'on leur apprend à leur descente de bateau, dans le port de Yanbu, sur les bords de la mer Rouge.

Certes, des conseils de bonne conduite ont déjà été dispensés aux soldats avant leur départ de France et pendant la traversée. Mais, après le débarquement, c'est un sous-officier, parfait connaisseur des pays arabes, qui inculque aux nouveaux arrivants les règles élémentaires du savoir-vivre en Arabie saoudite.

« Vous n'arrivez pas en pays conquis, bien au contraire, vous n'êtes que de passage dans un pays étranger. Vous repartirez chez vous, et eux resteront ici, car ils sont chez eux. » C'est la première leçon, le sous-officier parle debout, devant les hommes en treillis, assis en cercle à même le sol, au bout du quai du port de Yanbu. « Soyez corrects, soyez polis, c'est tout »

ce que l'on vous demande, et tout ira bien », conseille l'éducateur, avant d'aborder le délicat chapitre de la religion. « Pour la première fois de votre vie, vous n'allez plus entendre la sonne des cloches, mais l'appel à la prière par des muezzins... Même si vous ne comprenez pas, ne dites rien, soyez respectueux », explique le sous-officier, précisant que « tout ricaneur ou gâste déplacé à l'encontre d'hommes ou de femmes en prière » peut être considéré comme une « provocation ».

Bouteilles à la mer...

Il ne s'attarde pas sur les questions d'alimentation ou de boisson. Au terme d'une ultime vérification des paquetages avant le débarquement, les bouteilles d'alcool ont été jetées à la mer. « Ne perdez surtout pas de vue que vous êtes des ambassadeurs de la France ici. Et que la France sera jugée à partir de votre comportement. Sur la faute d'un seul d'entre vous, c'est la France qui ramassera », insiste l'instructeur.

GERARD MEJEAN

PROCHE-ORIENT

A l'occasion de la « Journée du Fath »

Des incidents entre Palestiniens et Israéliens font quatre morts en Cisjordanie et à Gaza

En dépit d'un dispositif militaire lourdement renforcé, l'année 1991 a commencé avec une série d'incidents dans les territoires occupés : quatre Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne en Cisjordanie et à Gaza, mardi 1^{er} janvier, lors d'affrontements à l'occasion de la « Journée du Fath ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La bande de Gaza était sous couvre-feu et déclarée « zone militaire fermée » : la plupart des localités et des camps de Cisjordanie subissaient le même régime, et Jérusalem était isolée par des barrières et interdite d'accès à tout Palestinien non résident dans la ville sainte. Certains groupes de militants n'en sont pas moins descendus dans la rue pour marquer l'anniversaire de la première opération armée menée en 1965 par le mouvement Fath. La carte des incidents a recouvert celle des habituels points chauds des territoires : deux hommes tués dans le nord de la Cisjordanie, lors d'affrontements avec l'armée à coups de pierres, et deux autres à Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza.

Mission de l'ONU

La veille, une Palestinienne de Bethléem avait été tuée en manipulant une bombe dans les toilettes publiques du grand marché de Jérusalem, Mahaneh Yehuda ; le jour précédent, le même type d'incident avait coûté la vie à un jeune homme de la région de Naplouse.

C'est dans ce climat de tension renouvelée que le président de l'Assemblée générale des Nations unies,

M. Guido De Marco, devait entamer mercredi une visite à Jérusalem et dans les territoires. Il s'agit de la première mission de l'ONU depuis les incidents de l'Esplanade des mosquées, début octobre, et la série de résolutions du Conseil de sécurité dénonçant la répression dans les territoires occupés. Le gouvernement israélien voit d'un très mauvais œil le dernier de ces textes, notamment, qui charge le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, d'un rapport sur la situation dans les territoires. Pour ce faire, M. de Cuellar pourrait solliciter l'appui à la fois des consuls occidentaux à Jérusalem et de l'UNRWA, l'organisme spécialisé de l'ONU pour les réfugiés palestiniens. Le gouvernement israélien a déjà fait savoir qu'il ferait objection à toute

modification du mandat des consuls et de l'UNRWA.

Cependant, une partie de l'opposition de gauche israélienne, effarée devant la situation dans la bande de Gaza – misère économique et sociale et climat de rébellion –, a appelé cette semaine à un retrait rapide et unilatéral de ce territoire. Plusieurs députés travaillistes, dont le chef du groupe parlementaire, M. Haim Ramon, les petits partis Ratz et Shini, représentant la gauche et le centre, estiment que l'occupation continue de ce territoire surpeuplé (700 000 Palestiniens) « ne cesse de porter tort à Israël ». Ils proposent un retrait inconditionnel et suggèrent de confier la bande de Gaza à l'administration de l'ONU.

ALAIN FRACHON

L'émigration des chrétiens de Terre sainte Précisions de la mairie de Jérusalem

A la suite de l'article intitulé : « La mort lente des chrétiens de Jérusalem » (*le Monde* du 25 décembre), la municipalité de Jérusalem nous fait observer, sans contester l'émigration massive au sein de la communauté chrétienne de Terre sainte, que le phénomène doit être placé dans un « contexte plus large ».

« Depuis le début du siècle et dans l'ensemble du Proche-Orient, relève le porte-parole de la mairie, M. Bonnie Boxer, les Arabes chrétiens émigrent » essentiellement vers l'Amérique. M. Boxer fait remarquer que le chiffre mentionné dans l'article – de 34 000 chrétiens à Jérusalem en 1948, au moment de la naissance de l'Etat d'Israël, incluant encore la communauté britannique et qu'une estimation de 25 000 personnes serait

plus exacte si l'on entend s'en tenir aux seuls Palestiniens. De 1948 à 1967, affirme-t-elle, la communauté chrétienne de Jérusalem, résidant essentiellement dans la partie orientale de la ville, « a vécu sous de sévères restrictions jordanien ». Et, au lendemain de la guerre des six jours, lors de la réunification de la ville sous souveraineté israélienne, cette communauté, toujours selon M. Boxer, ne comptait guère plus de 11 000 âmes. De cette date aux années 80, l'émigration viendra effectivement annuler – ou à peu près – les effets de la croissance naturelle d'une communauté dont le taux de natalité est de toute façon inférieur à celui des musulmans ou des juifs orthodoxes.

BICENTENAIRE : VOUS AVEZ DIT MOZART ?

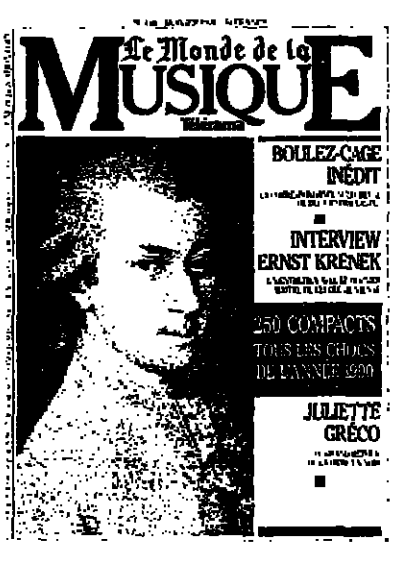
IMMANQUABLE. L'année Mozart promet d'être chaude : disques, livres, concerts, colloques, voyages, gammes de cosmétiques, boîtes de chocolats... Le divin Amadeus réchappera-t-il de son bicentenaire ?

EXPLOSIF. Saviez-vous que Pierre Boulez et John Cage avaient été de joyeux compères ? Enfin publiée, la correspondance sulfureuse des deux musiciens réserve bien des surprises.

INDISPENSABLE. En 1990, « Le Monde de la Musique » n'a pas décerné moins de 250 « Chocs du mois » à la crème de la production discographique. Les pierres de touche d'une discothèque idéale.

IRRÉSISTIBLE. Juliette Gréco fait sa rentrée à l'Olympia. Familière et mystérieuse à la fois, la Dame en noir de la chanson nous dévoile son univers.

Et aussi : Ernst Krenek, le dernier maître de l'Ecole de Vienne ; Paul Meyer, le clarinettiste qui monte ; les nouveautés hi-fi de l'année nouvelle ; les livres et les compacts du mois ; les petites annonces, etc.



Le Monde de la Musique 30 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le président Havel demande à ses compatriotes de «garder l'espoir»

PRAGUE
correspondance

Le président Václav Havel a appelé ses compatriotes, mardi 1^{er} janvier dans son allocution télévisée du Nouvel An, à s'entraider et à «garder l'espoir» en 1991, l'année du grand examen, afin de «surmonter les épreuves» et de «prouver que le retour de la démocratie a un sens».

Dans un discours réaliste et didactique, M. Havel a dressé un bilan concret des «mauvaises et bonnes surprises» de l'année écoulée, «une année d'évaluation et de préparations», avant de définir sept objectifs à atteindre en 1991 : rédiger trois nouvelles Constitutions (tchèque, slovaque et fédérale), réaliser la «petite privatisation» (celle des services et commerces), commencer la «grande privatisation» (celle des grandes entreprises nationales), introduire la liberté des prix et la convertibilité interne de la monnaie, mettre au point une politique sociale et une politique industrielle et énergétique respectant l'environnement, réformer l'agriculture et préparer les prochaines élections générales du printemps 1992. Alors

que les Tchécoslovaques attendaient avec anxiété le 1^{er} janvier, date de l'entrée en vigueur de la libéralisation des prix qui va provoquer une valse des étiquettes sans précédent, le président Havel ne s'est fait ni rassurant ni réconfortant. «Il y aura des victimes» et «il faut s'attendre à de l'inflation. C'est le tribut que nous devons payer à notre réforme», a-t-il dit.

Le chef de l'Etat a par ailleurs appelé les Tchèques et les Slovaques à «respecter leur Etat commun» et «à agir pour son épanouissement». Il a également souhaité aux Slovaques de réussir dans la «construction de leur république économique indépendante» où règnera «l'amour et la joie» et à la République tchèque de devenir «sage et tolérante».

En politique étrangère, le président Havel s'est prononcé pour la dissolution rapide des structures militaires du pacte de Varsovie, pour un rapprochement avec l'OTAN, sans toutefois en faire partie pour l'instant, et pour l'adhésion de la Tchécoslovaquie au Conseil de l'Europe.

MARTIN PLICHTA

ALBANIE : alors que l'exode se poursuit

«Ce n'est pas le moment de partir mais de rester»

déclare le ministre grec des affaires étrangères

«Les réformes arrivent. Les Albanais pourront bientôt retrouver la propriété privée, pratiquer librement leur religion. Ce n'est pas le moment de partir, mais de rester», a déclaré mardi 1^{er} janvier le ministre grec des affaires étrangères, M. Antonis Samaras. Le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, se rendra en visite à Tirana les 13 et 14 janvier pour tenter d'envoyer l'arrivée massive de réfugiés albanais et exhorter la communauté d'origine grecque à attendre les réformes promises par le président Ramiz Alia.

Plus de 5 000 réfugiés albanais, pour la plupart de souche grecque, ont traversé clandestinement la frontière au cours du mois de décembre et ont demandé l'asile politique à Athènes. Selon la police grecque, pour le seul week-end passé, 3 500 personnes ont profité de nuitées claires pour gagner la frontière, malgré le froid, en marchant souvent pendant dix heures dans la neige.

Le gouvernement d'Athènes et l'Eglise orthodoxe ont demandé aux Albanais de souche grecque, dont le nombre est estimé à 400 000 par Athènes, de rester

dans leur pays et d'attendre les réformes promises par le gouvernement albanais. Mais les réfugiés expliquent qu'ils n'ont aucune confiance dans les promesses du gouvernement et estiment que les élections pluralistes du 10 février ne seront qu'une mascarade permettant au Parti communiste (PTA) de garder le pouvoir. Le président Ramiz Alia a pour sa part déclaré le 1^{er} janvier que l'année 1991 serait capitale pour la démocratisation de l'Albanie et a appelé ses compatriotes à vivre les changements dans l'ordre et le calme. (Reuters)

■ BULGARIE : suspension de la vente d'essence pendant deux semaines. La vente d'essence a été interrompue en Bulgarie pour deux semaines à compter du mercredi 2 janvier, en raison des pannes chroniques qui touchent le pays, rapporte l'agence bulgare BTA. La compagnie pétrolière nationale a annoncé que le carburant ne serait fourni qu'aux ambulances, autobus et camions assurant les livraisons.

ITALIE

1990 : une bonne année pour la Mafia...

Les mafias d'Italie ont fait deux mille victimes en 1990. Les régions les plus touchées sont les provinces dévastées du Mezzogiorno.

ROME

de notre correspondant

Deux mille morts en douze mois. A en juger par le volume de sang versé, les mafias d'Italie ont connu, en 1990, une forte activité. Mille trente-sept décès par surdose d'héroïne - record d'Europe - ont été attribués aux parrains de Sicile et d'ailleurs - et un bon millier d'exécutions. Année de violence pour le pays, véritable saignée sur le grand corps décharné et malade du Mezzogiorno.

Si l'on en croit les statistiques publiées le 28 décembre par l'agence Ansa, aucune des cinq grandes régions du Midi, là où le chômage touche entre 20 % et 30 % des populations, n'est plus épargnée par le phénomène de ce qu'on appelle pudiquement à Rome le banditisme organisé. Avec moins de 20 millions d'habitants, c'est-à-dire environ un tiers de la population transalpine, la Sicile, la Campanie, la Calabre, la Pouille et la Sardaigne ont eu à déplorer les deux tiers des crimes de sang perpétrés dans le pays.

En tête du carnage, la Sicile toujours, mais de peu, puisque avec trois cent cinquante-neuf assassinats contre quatre cent douze l'an dernier, elle est même la seule région du cru où le nombre de morts violentes a baissé. Cosa Nostra, il est vrai, livrée sa guerre inter-gangs il y a quelques années et les «familles» qui ont

vaincu sont pour l'instant solidement en place.

Ce n'est pas le cas dans toute l'île aux trois-pointes. Une certaine pax mafiosa règne ainsi à Palermo (trente-huit morts «seulement» contre quatre-vingt-quatre en 1989), mais à Catania, Agrigente ou à Gela dans l'extrême sud, les «moissons rouges» chères à Dashiell Hammett sont plus fournies que jamais. Trafic de drogue, extorsion, racket et mainmise sur les adjudications publiques constituent toujours l'essentiel du business de Cosa Nostra.

A ces activités fort rentables, l'alter ego napolitain de l'oncra societaria sicilienne, la Camorra, ajoute la contrebande, les jeux interdits, la prostitution et la contrepartie clandestine à grande échelle. Peut-être moins centralisée et hiérarchisée que Cosa Nostra, la Camorra est aujourd'hui constituée d'une myriade de bandes et de clans sans liens entre eux et qui sont à la recherche de l'hégémonie sur tel ou tel secteur d'activité ou tel ou tel quartier de la grande ville. Résultat, plus de trois cents meurtres ont été enregistrés en 1990.

Des clans rivaux d'immigrés africains

Dans Naples, qui concentre à elle seule le tiers des six millions d'habitants de la Campanie, on a assassiné deux cent vingt-deux personnes (contre deux cent quatre-vingt une l'an dernier) dont une demi-douzaine d'enfants de deux à douze ans. Deux nouveautés dont on se serait bien passé dans la région, l'irruption sur la scène du bandi-

tisme local de clans rivaux d'immigrés africains (spécialités : drogue et prostitution) et l'enrôlement dans les «familles» de jeunes tueurs de moins de seize ans, baptisés dans la presse transalpine les «baby-killers».

De nouvelles organisations

Rien de tel encore à Bari, capitale de la Pouille, mais la région qui était jusqu'à ces derniers temps apparemment vierge de tout gangstérisme organisé a subi cette année cent trente homicides. L'archevêque, appelé à la mobilisation générale, l'Etat a envoyé quatre cents policiers en renfort et la Haute-Cour militaire contre la Mafia devrait inaugurer sa nouvelle succursale à Bari, au printemps prochain. Batailles de clans là encore, la justice a pu révéler deux organisations mafieuses joliment intitulées, l'une, «la Rose», l'autre, «la Couronne sacrée», dont soixante-dix membres pour la première et cent trente pour la seconde, ont été arrêtés ces derniers mois. Il est question d'instaurer à Taranto, dans la région, une cour d'appel et un tribunal pour les délinquants mineurs.

Tout cela existe depuis longtemps à la pointe de la botte italienne, en Calabre, mais les clans mafieux connus sous l'appellation générique de M'Drangheta, n'en continuent pas moins de se tuer sans merci, jusqu'à faire plus de trois cents victimes cette année, contre deux cent trente-deux en 1989. Pauvre parmi les pauvres du sud, la Calabre (deux millions quatre cent mille habi-

tants) détient toujours le ruban bleu en matière de rackets contre ransom : cinq personnes dont un enfant de dix ans, âgé de dix ans et trois adultes enlevés il y a plus d'un an, sont actuellement prisonniers quelque part dans l'insupportable maquis de l'Aspromonte.

Dans le même temps, les policiers ont noté une forte recrudescence du racket et des extorsions de fonds contre les entreprises et les commerces urbains. A la suite de menaces répétées allant parfois jusqu'à des coups de feu contre leurs enfants, plusieurs industriels ont fermé boutique et plié bagage. La Calabre s'enfoncera un peu plus dans le chômage...

Idem pour la Sardaigne, dont les bandits sont eux aussi spécialistes des enlèvements contre ransom - deux en ce moment au tableau de chasse, dont un commerçant kidnappé la nuit de Noël. Avec un million sept cent mille habitants, l'île a enregistré une soixantaine de meurtres de type mafieux en 1990 et de nombreux attentats contre des bâtiments administratifs ont été commis.

Comme à Naples, à Reggio-Calabre ou dans certains pays siciliens, les gangs sardes semblent vouloir désormais contrôler autant de matières que possible. Plusieurs candidats aux municipales de mai dernier ont été assassinés avant le scrutin et à Arzana, un bourg désormais célèbre de l'intérieur, on a dû s'y reprendre à cinq fois et envoyer des forces armées pour qu'une liste de candidats acceptables puisse être constituée et élue.

PATRICK CLAUDE

DANEMARK

Le réveillon des vandales à Copenhague

Mille neuf cents foyers d'incendie, une centaine de poubelles et de conteneurs en feu, un immeuble évacué, sept cents sorties d'ambulances, boîtes aux lettres et cabines téléphoniques mises en pièces, carreaux cassés, portes fracturées, voitures ravagées, magasins pillés, vitrines brisées... Le nuit de la Saint-Sylvestre a été particulièrement violente à Copenhague où plusieurs centaines de jeunes ont mis à sac le quartier jouxtant la gare centrale. De plus, en dépit de l'interdiction de la vente de pétards et de fusées en vigueur depuis plusieurs années, on a relevé une série d'accidents causés par des artificiers amateurs ou maladroits. Onze adolescents restent sans doute infirmes pour la vie. Les autorités s'interrogent sur cette montée de violence exceptionnelle. Selon certains experts, la température, inhabituellement douce à cette époque de l'année serait responsable de ces dévouements sauvages. D'autres incriminent la pleine lune... (Corresp.)

ASIE

BHOUTAN

La pression d'une forte minorité népalaise menace la stabilité du régime

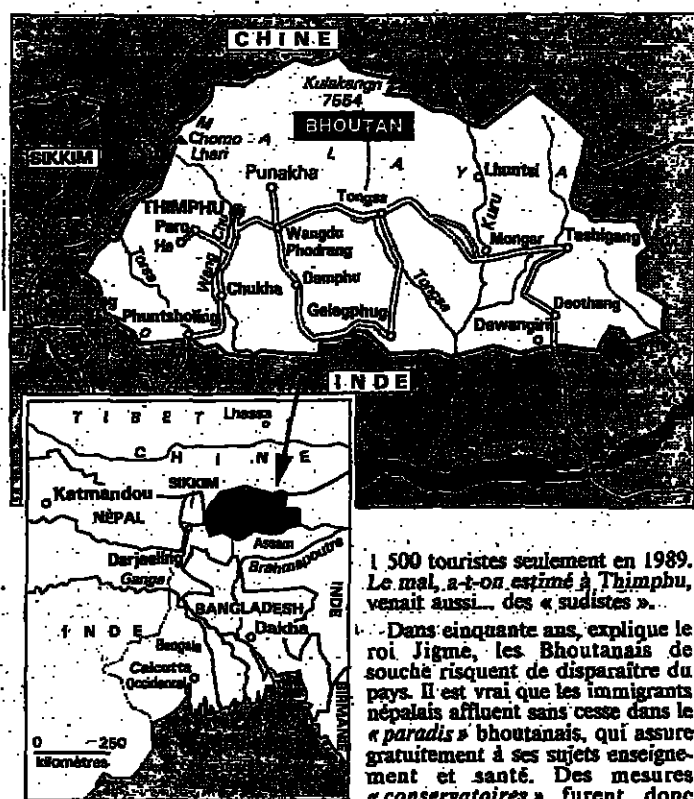
Coincé entre Chine et Inde sur les contreforts de l'Himalaya, le petit royaume du Bhoutan n'a guère fait parler de lui depuis le couronnement de son roi en 1974. Une explosion de mécontentement de la minorité népalaise, montre que l'instabilité menace à son tour ce pays qui sort du Moyen Age.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du sud

Que se passe-t-il au royaume du dragon ? Si l'on en croit certaines nouvelles alarmantes, surtout publiées au Népal - un pays qui entretient des relations très «épidermiques» avec Thimphu - le petit Bhoutan est atteint, à son tour, par le souffle des aspirations démocratiques qui a récemment

Les racines du mal bhoutanais sont simples en apparence : le sud du pays est occupé par des communautés d'origine népalaise et de religion hindoue, qui sont minoritaires (environ 35 % d'une population estimée entre 800 000 et 1,3 million d'habitants). Le Nord et le Centre sont contrôlés par la majorité ethnique des Drukpas, d'origine tibétaine et de religion bouddhiste. Les «soudistes» estiment être traités en «citoyens de seconde zone» par un gouvernement «despotique» initié par un «répression barbare». Seul le multipartisme, ajoutent-ils, peut sauvegarder les droits de toutes les communautés de ce pays grand comme la Suisse. Mais la crise est aussi, et peut-être surtout, culturelle. Le Bhoutan s'est ouvert au tourisme et au monde moderne en 1974. Les touristes sont venus, en masse, menaçant l'identité bhoutanaise. Ce fut la fermeture :



secoué la monarchie absolue du roi népalais Birendra. Le Népal est tout proche du royaume du Bhoutan, séparé par un seul doigt de territoire indien, extrémité de l'Etat du Bengale et du Sikkim. Sa Majesté Jigme Singhye Wangchuk, monarque héréditaire que l'on dit «éclairé», a donc bien des raisons d'être inquiet.

Selon les affirmations du tout nouveau parti d'opposition (créé en juin dernier), le Parti du peuple bhoutanais (BPP), les derniers développements auraient été sanglants, la police et l'armée du roi, jeune homme de trente-quatre ans, aimable et polygame, ayant eu la révolte de dissidents. Les faits, rapportés par des journalistes de Katmandou, seraient les suivants : entre le 19 et le 22 septembre, dans le district frontalier de Samchi, au sud-ouest du pays, près de la ville indienne de Lalpauri, l'armée aurait ouvert le feu sur une foule de «dissidents» et de réfugiés, qui avaient entrepris une marche «démocratique» en territoire bhoutanais.

Le bilan, avait déclaré à l'époque le secrétaire général du BPP, aurait dépassé 200 morts et 1 500 arrestations. L'ambassade du Bhoutan à New-Delhi qualifie de «totale fausseté» ces informations. New-Delhi, prudemment, déclare ne pas posséder d'informations indépendantes. Une chose au moins semble certaine : le 23 septembre, des soldats du petit royaume himalayen, qui circulaient en convoi, ont tiré sur des manifestants qui avaient établi un barrage routier, tuant deux personnes.

Des mesures «conservatrices»

Le roi Jigme se serait bien passé de cette effervescence. Mais celle-ci, de revendication régionaliste et ethnique est devenue, la presse s'en mêlant, une lutte en faveur de la démocratie. Aux marches de l'Himalaya, l'histoire apprend aux petits royaumes qu'il ne fait pas bon irriter les grands voisins chinois et indiens. Le Tibet l'a appris à ses dépens, en 1959, en étant anéanti par Pékin ; le Sikkim a connu la même mésaventure, en 1975, devenant le vingt-deuxième Etat de l'Inde.

1 500 touristes seulement en 1989. Le mal, a-t-on estimé à Thimphu, venait aussi... des «soudistes».

Dans cinquante ans, explique le roi Jigme, les Bhoutanais de souche risquent de disparaître du pays. Il est vrai que les immigrants népalais affluent sans cesse dans le «paradis» bhoutanais, qui assure gratuitement à ses sujets enseignement et santé. Des mesures «conservatrices» furent donc prises : expulsion des «illégaux», arrêt de l'enseignement du népalais, remplacé par celui du doudoukha (langage parlé par les Drukpas du Nord), politique stricte de planification familiale dans le Sud, enfin mise en application du Driglam Namzha, le code de conduite bhoutanais, qui impose notamment le port du costume national, le kha pour les hommes et le kira pour les femmes.

Solidarité ethnique

Cette «bhoutanisation» a été effectuée sans faiblesse, à tel point que quelque 10 000 «soudistes» (3 000 selon Thimphu), ont fui en Inde, où ils sont regroupés dans des camps. Là, ils ont formé des partis politiques : outre le BPP, le Forum populaire pour les droits de l'homme et l'Union des étudiants du Bhoutan. Aidés par les partis séparatistes de la région, ceux du Gorkhaland (patrie mythique des Gorkhas des collines de Darjeeling) et de l'Assam, soutenus discrètement par des formations politiques indiennes, ils sont bien sûr encouragés par les Népalais du Népal, solidarité ethnique obligée. Bref, ils renforcent leurs rangs et leurs convictions et, à l'occasion, s'arment.

A New-Delhi, on aimerait bien que les «démocrates» du Bhoutan se contentent de lutter pour leurs droits à partir du seul territoire bhoutanais. A Thimphu, le roi se déclare partisan de la «démocratie» et est prêt à faire évoluer son régime. Mais, bien sûr, il ne veut pas céder aux «dissidents» et aux «terroristes» du BPP. Le dialogue semble donc mal engagé. Le temps n'est pas forcément le meilleur allié du roi Jigme.

LAURENT ZECCHINI

■ CHINE : une boucassade dans un cinéma a fait au moins dix-huit morts. Au moins dix-huit personnes ont trouvé la mort et trente-quatre autres ont été blessées lors d'une boucassade dans un cinéma proche de la ville de Shenzhen, dans le sud de la Chine, pendant la nuit du 31 décembre. Plus de mille personnes s'étaient massées dans la salle, prévue pour en contenir 600. (Reuters)

Gilles NEUBAUER
et son équipe
vous souhaitent une bonne année 1991
en PEUGEOT

PEUGEOT
NEUBAUER

- 7, bd. Souville St-Cyr 75017 PARIS ☎47.56.82.44
- 10, rue Curcoussy 75017 PARIS ☎42.78.57.80
- 173, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.39.55.91
- 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
- 8, rue de 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
- 28, bd des Batignolles 75018 PARIS ☎42.93.59.52
- 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

DIPLOMATIE

Il y a toujours un loup-garou

Suite de la première page

La candidate ambassadrice des États-Unis à Bagdad avait laissé entendre à Saddam, le 24 juillet, que le prix de 25 dollars le baril qu'il avait lui-même avancé n'avait rien d'excessif et que son gouvernement n'entendait pas se mêler de vieux contentieux territoriaux entre l'Irak et l'Émirat. Comment croire dans ces conditions que les Américains, amollis au demeurant par la société de consommation, allaient risquer leurs précieuses vies pour les beaux yeux d'un ploutocrate d'un autre âge ?

Habitués à voir tout et tous s'incliner devant eux, surtout lorsqu'ils ont fait la preuve, comme Saddam, qu'ils ne reculent devant aucun crime pour imposer leur volonté, les dictateurs méfient facilement les démocraties. Bush ne mit guère de temps à mesurer le danger qu'il y aurait à laisser Bagdad contrôler le cinquième des réserves mondiales de pétrole. Il s'y ajoutait que l'Irak avait tout fait, au cours des mois précédents, pour se procurer les armes les plus modernes, qu'il ne se cachait pas de vouloir régler son compte à Israël, et que l'Arabie saoudite elle-même paraissait menacée à très court terme.

Il fallait donc à tout prix donner un coup d'arrêt, et contraindre l'Irak, au minimum, à évacuer l'Émirat. La grande nouveauté, impensable sans la fin de la guerre froide, est que non seulement Maggie Thatcher, toujours prompte à en découdre, et, avec notamment moins d'empressement, François Mitterrand préconisaient aussitôt la fermeté, mais que l'URSS, et la Chine elle-même, en quête depuis le massacre de Tiananmen du minimum de respectabilité nécessaire à l'obtention de crédits, se joignirent à l'action commune entreprise dans le cadre du Conseil de sécurité. Celui-ci, après avoir proclamé un embargo général, allait adopter en fin d'année une résolution autorisant l'utilisation, à partir du 15 janvier, de la formidable armada déployée dans le Golfe par les États-Unis et leurs alliés.

Une révision déchirante

Saddam avait bien cru trouver une parade en transformant en otages les milliers de ressortissants étrangers qui se trouvaient en Irak et au Koweït au moment de l'invasion, et en plaçant certains d'entre eux sur des sites stratégiques : tant de cynisme ne pouvait que se retourner contre lui, et il finit par le relâcher, d'abord au compte-gouttes, puis collectivement.

Le maître de l'Irak a, certes, plus d'un tour dans son sac, mais on voyait mal, aux dernières heures de 1990, ce qu'il pourrait bien imaginer, sauf à oublier son engagement sans cesse réitéré de ne jamais lâcher l'Émirat, pour éviter de voir la foudre s'abattre sur sa tête. Toutes les tentatives de médiation ont, en effet, échoué et le dialogue tardivement proposé, à la surprise générale, par George Bush n'a même pas pu s'engager. Pour le reste, Saddam a déjà cédé tout ce qu'il pouvait en restituant à l'Irak, lequel, loin de lui en savoir gré, s'est plutôt rapproché de l'Occident, tout ce qu'il lui avait pris pendant la guerre de 1980-1988. Et en laissant son ennemi mortel, le président syrien Hafez el Assad, maintenant ouvertement allié des Américains, consolider son hégémonie sur le Liban en mettant la main, sans que personne, dans l'Occident chrétien, s'en émeuve vraiment, sur le réduit du téméraire général Aoun.

Il n'aura pas été plus heureux dans ses tentatives pour noyer le conflit du Golfe dans une négociation générale sur le Proche-Orient, englobant pour commencer le dossier palestinien. Ce n'est pas que le déferlement de violence qui ensanglantait presque chaque jour l'État hébreu et les territoires occupés n'arrivât d'eau au moulin des adversaires de l'intraitable Shamir. Mais qui, à part Arafat, a envie de laisser Saddam coudre les lauriers de libérateur du peuple palestinien ? Les États-Unis, en tout cas, ont montré que, malgré leur agacement grandissant envers la politique d'Israël, ils entendaient continuer de le ménager : à preuve la suspension, au début de l'été, du dialogue qu'ils avaient engagé dix-huit mois plus tôt avec l'OLP, et leurs efforts pour retarder l'adoption par le Conseil de sécurité d'une « consensus » sur la nécessité de la conférence internationale sur le Proche-Orient dont Jérusalem ne veut toujours pas entendre parler.

On ne quittera pas la région

sans mentionner la réunification, moins remarquée certes que celle de l'Allemagne mais non moins pourtant remarquable, des deux Yémens. Celui du Sud avait longtemps été le seul État arabe à se réclamer du marxisme-léninisme. La réconciliation du Kremlin a été avant-poste à l'entrée de la mer Rouge n'est qu'un signe de plus de ses efforts pour réduire autant que possible les nombreux investissements stratégiques imprudemment effectués aux antipodes par Leonid Brejnev. L'indépendance de la Namibie, l'établissement de contacts entre l'URSS et l'Afrique du Sud, les négociations de paix au Mozambique et en Angola, celles qui se sont engagées entre le nouveau président sud-africain De Klerk et le leader noir Nelson Mandela, enfin libéré après vingt-sept ans de détention, ne sont pas dus seulement à la prise de conscience par la communauté blanche de l'échec de l'apartheid et aux pressions de l'opinion internationale : il est clair que la politique soviétique outre-mer a subi une révision déchirante.

Partout, avec plus ou moins de succès, car les conflits qui continuent d'ensanglanter, du Liberia au sous-continent indien, trop de pays du tiers-monde se nourrissent d'abord comme on le voit actuellement en Afrique du Sud d'antagonismes nationaux, sociaux, tribaux, religieux, le choc des hégémonies planétaires a cédé la place à la recherche du compromis : due à la surprise générale à la présidence du Nicaragua, Violeta Chamorro, jeune adversaire du régime sandiniste de Daniel Ortega, a accepté le maintien du frère de celui-ci à la tête de l'armée.

Le Kremlin, qui prend ses distances avec Cuba, presse le régime communiste éthiopien de faire la paix avec les séparatistes d'Erythrée et du Tigré. Un compromis est intervenu entre toutes les parties prenantes, y compris les tristement célèbres « hommes rouges », qui devraient permettre de ramener la paix au Cambodge. Gorbatchev a établi des relations diplomatiques avec la Corée du Sud, dont il a rencontré le président Kim Il-sung, qui avait réagi, sur le moment, avec vivacité, s'est laissé convaincre d'envoyer son premier ministre à Séoul : comment la soudaine réunification de l'Allemagne n'encouragerait-elle pas les Coréens à rêver eux aussi d'unité ? Et pas seulement les Coréens, les Chinois : les investissements de Taïwan sur le continent ont pris une telle ampleur qu'un facétieux sinologue britannique a pu écrire que le régime de Taïpei était en train d'acheter la Chine populaire. La réouverture dans ce contexte de la Bourse de Shanghai, fermée depuis la victoire de Mao en 1949, a valeur de symbole.

L'Allemagne réunifiée

La réunification de l'Allemagne, c'est évidemment, avec la crise du Golfe, le principal événement de l'année, celui que l'Histoire retiendra d'abord si le Proche-Orient devait par miracle échapper à l'embrasement. Elle signifie, en effet, la fin, dument reconnue par les belligérants, d'une guerre que sa « froideur » prétendue n'a pas empêché de faire des millions de victimes et de maintenir au-dessus du monde, pendant quarante ans, l'épée de Damoclès de l'apocalypse nucléaire.

Même après l'ouverture, le 10 novembre 1989, du mur de Berlin, bien rares étaient ceux qui s'attendaient à la réunification. Il faut dire aussi qu'il n'y avait pas tant de gens, en dehors de l'Allemagne, pour la souhaiter. Loin cependant de freiner, comme on avait voulu le croire, l'exode des habitants de la RDA, l'ouverture du mur l'avait accéléré, achevant ainsi de désorganiser, en les privant de trop de bras et de cerveaux, l'économie et les services publics.

Le seul moyen d'arrêter l'hémorragie, désormais, c'était de persuader les Allemands de l'Est qu'ils pourraient trouver chez eux les libertés et les biens de consommation qu'ils allaient chercher à l'Ouest : autrement dit d'intégrer purement et simplement leur République dans la RFA. La très nette victoire des partisans de la réunification aux élections du 18 mars en RDA avait entériné cette évidence. Restait pour Gorbatchev à accepter que l'Allemagne unie demeure dans l'OTAN. La reconnaissance « définitive » de la frontière

Oder-Neisse, la réduction à 370 000 hommes des effectifs de la Bundeswehr et surtout l'octroi d'une série de très gros crédits allaient tout de même lui faciliter l'absorption de cette coulée.

Avant de s'abreuer aux sources de l'abondance, les citoyens de la RDA, devenus ceux de la RFA, doivent certes s'habituer à la rude loi du marché : les prix montent et avec eux les chiffres du chômage, la législation sociale est moins protectrice, l'avortement moins facile. Le leader social-démocrate Oskar Lafontaine se trompe pourtant du tout au tout lorsqu'il croit que les difficultés pratiques nées de la réunification la rendent impopulaire : il sera battu à plate couture lors des élections qui, en décembre, conduisent aux urnes, pour la première fois depuis près de soixante ans, l'ensemble des Allemands.

Transition difficile à l'Est

Il faut dire que ceux de l'Est avaient tout lieu de remercier le ciel qui les avait fait naître, précisément, allemands, avec une riche manne pour les prendre dans ses bras. Les habitants des autres pays du pacte de Varsovie n'ont pas cette chance, même s'ils ont pu eux aussi librement désigner, par leur Parlement, et donc leur gouvernement, qui leur président. Il n'y a plus guère que la Roumanie pour avoir toujours à sa tête des communistes : encore prétendent-ils ne plus l'être. Leurs camarades bulgares, confirmés au pouvoir, au printemps, par le suffrage universel, en ont été chassés à l'automne par des manifestants excités des pénuries dont souffrent un pays longtemps considéré comme le grenier de la région.

La Hongrie et la Tchécoslovaquie ont pour elles de pouvoir

abouti à la grippe complètement. Trop modérées aux yeux de ceux, nombreux, qui ne révalent que de liberté, ses réformes ont paru trop audacieuses à une bureaucratie qui n'a cessé de lui mettre des bâtons dans les roues.

Quitte à se faire attribuer sans cesse de nouveaux pouvoirs, à donner des gages au clan conservateur et à s'appuyer de plus en plus sur le KGB, il lui fallait faire face en fin d'année à une situation doublement dramatique : et parce que les boutiques partent sont vides, et parce que les tendances séparatistes se manifestent désormais avec une telle force qu'il n'a pas hésité à parler des risques de « balkanisation », voire de « libanisation », que courrait selon lui l'empire.

Déjà les affrontements ethniques ont fait des centaines de morts au cours de l'année. C'est un signe des temps qu'il ait été question de substituer le qualificatif de « souveraineté » à celui de « socialisme » dans le nom officiel de l'URSS. C'en est un autre que le Congrès des députés s'y soit opposé, négligeant ainsi apparemment le fait que, sur les quinze Républiques de l'Union, six ont désormais des gouvernements non communistes.

Les Républiques baltes ont toutes les trois proclamé leur indépendance, qu'il s'agisse pour le Kazakhstan d'essayer de altérer menaces et promesses, de les maintenir dans son giron. La Russie a mis à sa tête en la personne du populiste - et populaire - Eltsine un opposant si déterminé au gouvernement central qu'il a massivement réduit sa contribution au budget de l'URSS, au risque de conduire celle-ci à la banqueroute. Quant à la sécession de la riche Ukraine, dont il est de plus en plus question, elle souleverait le glas de l'hégémonie russo-communiste.

C'est dans ce climat morose qu'est tombée, à quelques jours de la fin de l'année, la nouvelle de la démission d'Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, qui désirait par ce geste mettre chacun en garde contre la menace d'un retour à la dictature. Son collègue allemand Genscher y a aussitôt vu la confirmation de la

Osten, de la poussée vers l'Est, il n'y a qu'un pas, assez vite franchi par ceux qui redoutent de la voir bientôt dominer le continent.

La coïncidence entre la soudaine éviction par les chefs de son parti, à l'automne, de Margaret Thatcher et les triomphes en série de Helmut Kohl fait de ce dernier l'homme le plus fort du continent. Le voilà en tout cas débarrassé de celle en qui il détestait une adversaire déterminée non seulement de l'Allemagne, mais de l'Europe. Le premier sommet tenu par les Douze, au lendemain de la désignation de son successeur, en la personne de ce John Major qui avait su la rallier, *in fine*, à l'entrée de la livre dans le SME, a de fait enregistré un certain assouplissement, au moins dans le ton, de la position britannique.

L'Europe sans Maggie

L'Europe, désormais, chacun est pour, et la jonction, opérée en 1990, des deux équipes de perçement du tunnel sous la Manche crée l'image d'une certaine irrévocabilité. Mais le disparition du mur de Berlin et du rideau de fer a rendu au mot d'Europe son sens géographique, rendant nécessaire la définition de ce que le secrétaire d'Etat américain James Baker a appelé de nouvelles « architectures ». La CEE a décidé pour sa part d'accroître le rythme des deux unions, économique et monétaire d'une part, politique de l'autre. Mais si Kohl et Mitterrand sont désormais d'accord pour que la Communauté s'occupe aussi des problèmes de sécurité, jusqu'à présent chassés de l'UEO, il s'en faut que chacun en soit d'accord. Quant à la « vocation fédérale » que lui assigne Giscard, elle est plus du goût de Mitterrand et de Delors que du RPR.

Saisis de diverses candidatures, les Douze paraissent peu disposés à ouvrir pour le moment leur porte aux pays de l'Est, qui ont encore beaucoup de chemin à parcourir vers la démocratie et l'efficacité économique. En même

Au Brésil, le jeune président Collor s'est attaqué avec énergie à des privilèges et à une inflation inouïs. Au Pérou, un « nisei », autrement dit un descendant d'immigrants japonais, a coiffé au poteau le célèbre écrivain Mario Vargas Llosa, donné gagnant dans la course à la présidence. A Haïti, un tout jeune prêtre progressiste, le Père Aristide, s'est fait élire aux lieux et places des protégés des « tontons macoutes ». Et Hishène Habré a dû faire ses bagages.

Mais il y a aussi les pays où les choses ne changent guère. L'Algérie, où le gouvernement du FLN a au moins provisoirement survécu au raz de marée des fondamentalistes aux municipales de juin, quitte à tirer de sa manche, pour tenter de leur couper l'herbe sous le pied, la vieille carte de l'ambassade. Le Maroc, dont le roi, irrité par la publication en France d'un livre contre lui, a fortement sévi contre les émeutiers de Fès. Le Gabon et la Côte d'Ivoire, où les présidents Bongo et Houphouët-Boigny ont réussi à canaliser la protestation populaire qui avait un moment paru menacer leur pouvoir. La Birmanie, où la junte régnante a purement et simplement ignoré les résultats, désastreux pour elle, de la consultation électorale qu'elle avait imprudemment suscitée. Et la France...

La France immobile

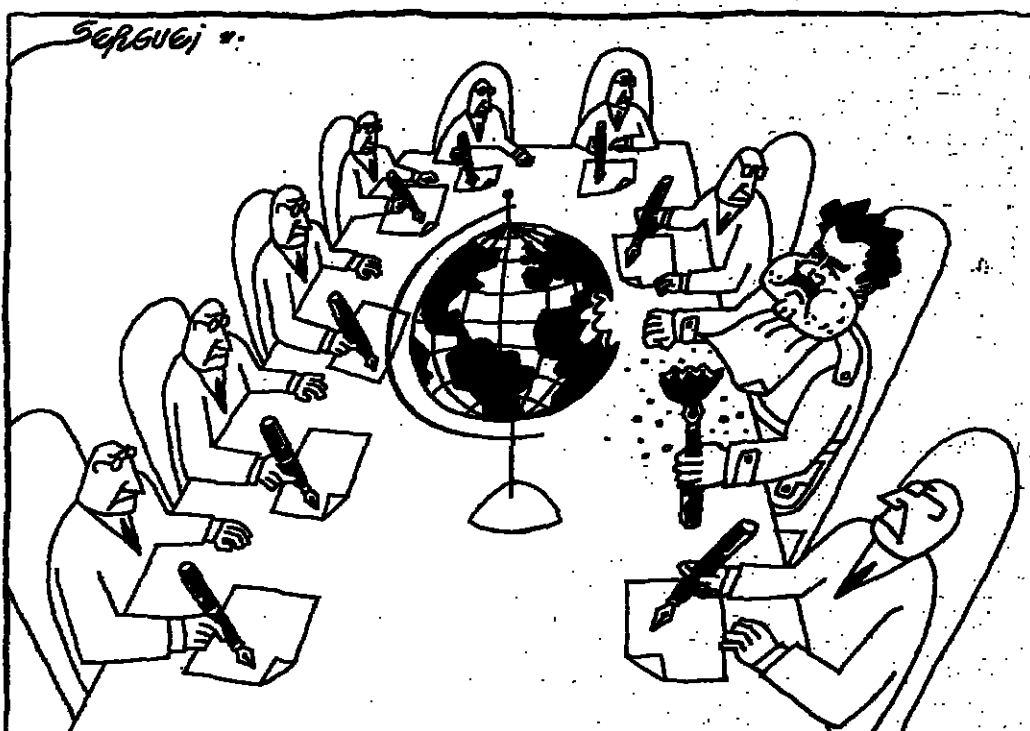
La France qui, dans un univers balayé par les tempêtes, aura surtout confirmé, en 1990, sa vieille réputation de changement. Malgré l'allergie grandissante qu'on prête au président de la République à l'égard de son premier ministre, celui-ci était toujours en place à la Saint-Sylvestre, ayant survécu, grâce à d'habiles débrouillages, à une motion de censure votée à la fois par le centre, la droite et les communistes contre son projet, rationnel mais bien compliqué, de contribution sociale généralisée.

Malgré l'effondrement un peu partout dans le monde des régimes communistes, malgré la fronde des « reconstruiseurs », Georges Marchais a été réélu sans histoire à la tête de son parti. Le PS est toujours aussi divisé entre ses divers courants, comme l'a montré notamment son lamentable congrès de Rennes, mais Pierre Mauroy en est toujours le patron. L'électorat de l'opposition sou-baite plus que jamais l'union entre les diverses « familles » qui la constituent, mais rien ne paraît pouvoir persuader Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing de cesser de se disputer la présidence de la République, ni Raymond Barre et les centristes d'attendre leur heure, ni Michel Noir et François Léotard de prêcher la relève des générations. Enfin, les vertus inattendues qu'il a découvertes en Saddam Hussein n'ont en rien nié à Jean-Marie Le Pen, qui continue de faire son miel de toutes les « affaires », de plus en plus nombreuses, hélas ! des défilés d'initiales aux fausses factures, où se décomposent à qui mieux mieux une bonne partie de la classe politique.

La récession qui s'amorce, la grève du personnel hospitalier, les menaces corrigées de l'hygiène en colère, le retour des « casseurs », l'insécurité grandissante des banlieues, qui ne cessent d'actualiser l'éternel problème de l'immigration, la profanation de Carpentras, dont les auteurs, en fin d'année, n'avaient toujours pas été identifiés, la persistance du terrorisme corse, la peur de la guerre dans le Golfe, tout cela contribuait en fin d'année à créer en France un lourd sentiment de désenchantement. Celui-ci a vrai dire ne lui est pas propre : il serait plutôt pire ailleurs en Occident. Notamment en Grande-Bretagne, où il n'a pas peu contribué à l'élimination de la Dame de fer. Et aux États-Unis, où l'indécision de George Bush, tellement manifeste durant le débat budgétaire, accroît les doutes quant à la possibilité pour son pays de jouer le rôle de garant de l'ordre mondial tout en effaçant de l'hégémonie soviétique et l'absence politique de l'Europe semblent malheureusement lui laisser pour le moment la seule responsabilité.

Malgré le regain d'autorité qu'ont indiscutablement connu, au cours de l'année 1990, les Nations unies, le village planétaire, que le formidable développement des échanges de toute sorte bâtit chaque jour sous nos yeux, est toujours aussi loin de disposer du minimum de valeurs, de lois et de pouvoirs communs sans lesquels la paix à toutes les échelles de la vie n'est que trêve.

ANDRÉ FONTAINE



mieux accueillir les investisseurs étrangers, mais la Pologne se débat toujours au milieu des pires difficultés. Le premier ministre Mazowiecki n'a réussi à juguler une inflation énorme qu'au prix d'une politique de rigueur extrême. Elle l'a brouillé avec Lech Walesa, qui l'a battu de plusieurs longueurs dans la lutte pour la présidence. Pour s'être dégoûtés depuis belle lurette de l'emprise de l'URSS, la Yougoslavie et l'Albanie n'en font pas moins face à des problèmes analogues. Le premier, à en croire son président, est au seuil de la « guerre civile » et la plus riche de ses Républiques, la Slovénie, en est à proclamer son indépendance. La seconde met les bombes doubles pour faire oublier qu'elle était encore, au début de l'année, le dernier bastion du stalinisme en Europe.

L'URSS en panne

Tous les malheurs réunis des nations de l'Est paraissent cependant faibles au regard de ceux que connaît leur ancienne métropole. En prétendant relancer une machine qui tournait de plus en plus à vide, Gorbatchev aura

nécessité d'un accroissement de l'aide occidentale à un Gorbatchev selon lui de plus en plus menacé. Le gouvernement fédéral avait d'ailleurs pris les devants en n'hésitant pas à faire distribuer dans les villes soviétiques, à l'occasion des fêtes, les vivres jadis accumulés pour faire face à l'éventualité d'un nouveau blocus de Berlin.

Un rôle pilote pour l'Allemagne

L'Allemagne est en tout cas décidée à faire le maximum pour maintenir à son poste un homme dont elle n'est pas près d'oublier quel rôle il a joué non seulement dans une réunification avant lui impensable mais aussi dans les accords de réduction massive des armements, tant classiques que nucléaires et chimiques, intervenus au cours de ces derniers mois.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France partagent cette détermination. Ce n'est pas assez pour leur permettre de jouer en l'occurrence le rôle pilote que valent à l'Allemagne son insolente prospérité financière et sa connaissance du terrain. De là à s'attendre à un retour de sa part à la vieille politique du Drang nach

temps, chacun est bien conscient que la disparition de l'hégémonie soviétique implique un risque de balkanisation et impose donc la recherche d'une structure - de type confédéral, pense le président de la République - qui aiderait par la même occasion à contenir un possible excès du dynamisme allemand. Le Conseil de l'Europe, qui a déjà admis dans son sein la Hongrie, se juge apparemment assez qualifié pour le faire, mais le sommet de la CSCE qui s'est tenu à Paris à l'automne a exprimé son désir d'institutionnaliser d'urgence l'après-Helsinki. On n'a pas fini d'en discuter.

Des départs symboliques

Il y a eu bien d'autres changements dans le monde en 1990, le plus souvent symbolisés par des départs. Les généraux et les traditionalistes pakistanais ont eu raison du radieux sourire de Benazir Bhutto, comme les accusations de corruption, les affrontements entre communistes et l'esprit de caste de la plébéinité, peut-être excessive, de Rajiv Gandhi. Le Bangladesh a expédié en prison le général Ershad, qui le gouvernait d'une main de fer depuis huit ans.

la contestation int
sément le d

Mitterrand

Sans repères

POLITIQUE

Une enquête SOFRES-le Monde sur le Parti communiste

La contestation interne et l'évolution des pays de l'Est sèment le doute parmi les cadres du PCF

Le Monde achève, avec le Parti communiste dont le 27^e congrès s'est tenu du 18 au 22 décembre à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), la série d'enquêtes qu'il a commandées à la SOFRES sur les cadres des partis politiques. Au PCF, c'est le doute qui domine, en raison de la contestation interne et de la situation dans les pays de l'Est.

Le premier enseignement de l'étude du Monde et de la SOFRES sur le Parti communiste (1) a été fourni avant même qu'elle n'ait commencé : la direction communiste est la seule qui ait refusé que soit demandée aux dirigeants du congrès leur appréciation sur les dirigeants et les personnalités de leur parti. Le mythe de l'« unité » du PCF est ainsi entretenu artificiellement au détriment d'une transparence admise par toutes les autres formations politiques. M. Georges Marchais et les siens semblent avoir redouté que les réponses à cette question ne viennent désorganiser le dispositif mis en place pour donner l'image d'un parti à la fois acquis à sa direction et ne rejetant pas ses contestataires.

Mille quatre cents députés sur quelque mille sept cents ont rempli le questionnaire que nous leur avons soumis, mille dix-neuf d'entre eux l'ayant fait de manière techniquement exploitable par la SOFRES. Celle-ci a donc disposé d'une base d'enquête solide dont les indications relatives aux caractéristiques socio-politiques des députés donnent le profil de l'« actif » politique du PCF tel que le dessine la politique de la direction en 1990.

On constate ainsi que près du quart (23 %) des députés ont adhéré au parti avant 1967 et plus de la moitié d'entre eux (53 %) avant 1974, autrement dit que les militants mobilisés par les orientations, actuelles du PCF, lui sont en forte proportion attachés de longue, voire de très longue date. Par contraste, les recrues nouvelles ayant adhéré depuis 1986 ne représentent que 13 % des députés, chiffre qui doit être apprécié en tenant compte du fait que la part des adhérents récents est toujours augmentée dans les mécanismes de désignation afin de donner l'image d'un parti qui se renouvelle. Le niveau réel de ce

renouvellement ressort encore plus nettement du fait que 66 % des députés déclarent avoir commencé à se « situer dans la mouvance communiste » avant 1974 et 3 % seulement depuis 1986. On ne s'étonnera pas dans ces conditions que la plupart des députés, dont 94 % n'ont jamais appartenu à un autre parti, exercent des responsabilités au sein du PCF (82 %) et que 60 % d'entre eux aient été candidats à des élections, la moitié de ceux-ci détenant habituellement un mandat électif. Si l'on ajoute que 30 % des congressistes consacrent plus de quatre-vingts heures par mois aux activités du parti — ce qui permet de les identifier comme des permanents officiels ou de fait — on comprend que le repli sur le « moyen dur », qui affecte aussi d'autres partis, soit particulièrement accentué au PCF.

Homme (71 %), âgé de plus de trente-cinq ans (70 %), salarié du secteur public (60 %), doté d'une formation technique ou commerciale (40 %) ou supérieure (25 %), sans religion (78 %), appartenant à un foyer qui dépasse de plus de 10 000 F par mois (52 %), habitant dans la région parisienne ou dans le Sud (57 %), une commune de moins de 50 000 habitants (73 %) — c'est-à-dire la banlieue de grandes villes — syndiqué à la CGT (73 %) : tel est le modèle du militant sur lequel s'appuie aujourd'hui la direction du PCF. On apprendra avec intérêt qu'il lit certes l'*Humanité*, (97 %) mais aussi son quotidien régional (60 %) et même... le *Monde* (22 %). On découvrira avec plus d'intérêt encore qu'il a pu voter pour M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1988 comme l'y invitait son parti mais qu'il a pu marginalement préférer M. Jacques Chirac ou de façon plus significative voter blanc ou s'abstenir (tableau 3).

La mauvaise note de M. Rocard

Les réponses politiques des congressistes sont en effet éloquentes. Ils renvoient de la « ligne » de la direction une image sans nuance : l'action du gouvernement de M. Michel Rocard n'est aucunement de gauche (94 %), ce qui lui vaut la plus mauvaise note dans les mécanismes de désignation afin de donner l'image d'un parti qui se renouvelle. Le niveau réel de ce

et 2,9 seulement pour celui de M. Pierre Mauroy) et un jugement négatif à près de 100 % dans tous les domaines. Aussi, les députés se félicitent-ils à 98 % du vote de la motion de censure de la droite par les députés communistes, le 19 novembre dernier. La question de savoir si ceux-ci doivent recommencer à cependant troublé les congressistes faute d'indications précises dans le discours officiel (tableau 2). Quant à M. Rocard, lui-même, il ne s'agit que 17 % à souhaiter que le PCF appelle à voter pour lui au second tour d'une élection présidentielle qui l'opposerait à M. Valéry Giscard d'Estaing.

Les dirigeants socialistes ne sont pas mieux traités, aucun d'entre eux n'atteignant 1 sur 10 dans l'estime des députés communistes (M. Mauroy obtient 0,9) tandis que le PS en tant que tel atteint 2,2 (on notera au passage que sur cent congressistes, il s'en trouve un en moyenne pour décerner la note 10 au Front national tandis qu'aucun n'accorde plus de 8 au Parti socialiste). Le PS est considéré comme se situant entre le centre et la droite tandis que le PC — et la grande majorité des députés avec lui — est localisé à gauche et à l'extrême gauche. Il faut envisager l'hypothèse d'un candidat socialiste serait opposé au Front national pour que 81 % de députés se déclarent disposés à voter pour lui au second tour d'une élection.

Si le PS est une valeur en baisse, proche de zéro — 6 % des députés contre 56 % souhaitent même qu'il n'y ait plus d'accord électoral avec lui, et 20 % contre 60 % ne veulent plus entendre parler d'union de la gauche — les écologistes bénéficient en revanche d'une faveur appuyée. Douze pour cent de participants au 27^e congrès déclarent appartenir à une association de protection de la nature ; le mouvement écologiste a reçu des députés une note moyenne qui le situe aussitôt après le PCF et parmi les organisations non contestées par les congressistes, derrière SOS Racisme (tableau 1). M. Antoine Waechter est le mieux noté des dirigeants politiques non communistes avec 1,6 sur 10. Entre un candidat socialiste et un écologiste, au second tour d'une élection, 33 % des députés choisissent le premier, 24 % le second ; 58 % d'entre eux voteraient écologiste contre la droite.

Cet intérêt pour les écologistes n'est aucunement révélateur d'un flottement des députés dans leurs convictions. Attachés à l'identité traditionnelle de leur parti (tableau 2), partisans de nouvelles nationalisations (89 %), hostiles à l'union européenne sous toutes ses formes (71 %), inquiets de la réunification de l'Allemagne (95 %) mais partisans de l'abandon sans préalable de la force nucléaire par la France (65 %), les députés se sentent en plein accord avec leur parti jusqu'à dans les deux reproches qu'il s'adresse à lui-même : avoir trop tardé à reconnaître les « erreurs de Staline » (67 %) et avoir fait l'union avec les socialistes (65 %). Son fonctionnement les satisfait (96 %) parce qu'il assure l'influence des militants sur ses décisions (96 %) et un mode de désignation convenable des dirigeants (95 %). Il a commencé à remédier à son recul (90 %). Mais le pronostic est plus partagé : 57 % seulement des députés lui prédisent plus de 15 % des suffrages dans dix ans.

On lui centralisme démocratique

Le doute apparaît lorsqu'il s'agit de se déterminer par rapport aux critiques des contestataires et aux réponses que leur apporte la direction. A la fin des fins, le parti doit-il non évoluer (tableau 2) ? Doit-il conserver le centralisme démocratique « tel qu'il est » (oui : 60 %) ou le modifier (34 %) ? M. Charles Fiterman et les fondamentalistes doivent être « compris » ou condamnés (tableau 2) ? D'ailleurs sont-ils toujours des communistes comme les autres (oui : 68 %) ?

L'incertitude devient cruelle à propos des pays de l'Est. Etaient-ils bien socialistes (tableau 4) ? Faut-il se réjouir de ce qui s'y est passé depuis un an (tableau 4) ? L'Union soviétique est-elle toujours socialiste et le restera-t-elle (oui : 57 %) ? Mikhaïl Gorbatchev a-t-il raison (tableau 4) ? Sa position dans la crise du Golfe est-elle correcte (non : 82 %) ? Faut-il se féliciter de ce qui se passe en Algérie (non : 45 %) ? Et en Chine (non : 72 %) ?

Tout congrès communiste est une mise en scène de la politique de la direction dans la sélection des députés comme dans l'ordonnement des séances, mais il n'est de spectacle si bien réglé qu'il ne laisse une part à

l'improvisation. Le sondage du Monde et de la SOFRES montre que le vote « très gorbatchévien » qui a consacré au terme du 27^e congrès la suprématie de M. Marchais sur son parti a été acquis au prix du consentement de députés triés sur le volet et

de périlleux bricolages dans la dialectique officielle.

PATRICK JARREAU

(1) Enquête auto-administrée réalisée le 19 décembre 1990 auprès de 1 019 cadres du Parti communiste participant au 27^e congrès.

1. — Sympathie pour les partis et organisations (Note moyenne de 0 à 10)

LES PARTIS POLITIQUES	
- La Ligue communiste révolutionnaire.....	1,9
- Lutte ouvrière.....	1,6
- Le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT).....	1,1
- Le Parti communiste.....	9,7
- Les Communistes rénovateurs.....	1,3
- Le Parti socialiste.....	2,2
- Le Mouvement des radicaux de gauche (MRG).....	0,2
- France unie.....	4,0
- Le Centre des démocrates sociaux (CDS).....	0,3
- L'UDF.....	0,3
- Le Parti républicain.....	0,2
- Le RPR.....	0,3
- Le Front national.....	0,1
LES ORGANISATIONS	
- La CGT.....	9,4
- La CFDT.....	1,5
- Force ouvrière (FO).....	2,0
- La FEN.....	3,0
- MODEF.....	7,6
- La FNSEA.....	4,7
- SOS Racisme.....	0,1
- Le CNFF.....	0,1

2. — Nature et rôle du PCF

Ces différentes expressions vous paraissent-elles aujourd'hui dépassées ou toujours d'actualité ?

	Elle est dépassée	Elle est toujours d'actualité	Sans réponse
« Parti révolutionnaire ».....	100 %	0	96
« La lutte des classes ».....	100 %	1	94
« Le parti de la classe ouvrière ».....	100 %	6	84
« L'union de la gauche ».....	100 %	21	64
« Le capitalisme monopoliste d'Etat ».....	100 %	28	52
« L'internationalisme prolétarien ».....	100 %	58	18
« Le camp socialiste ».....	100 %	62	12

Selon vous, le Parti communiste français doit se transformer radicalement, s'adapter ou rester tel qu'il est ?

- Le PCF doit se transformer radicalement.....	3
- Le PCF doit s'adapter.....	34
- Le PCF doit rester tel qu'il est.....	41
- Sans réponse.....	22

Dans l'avenir, pensez-vous que les députés communistes devraient voter les motions de censure contre le gouvernement Rocard ou le vote de la dernière motion de censure doit rester l'exception ?

- Les députés communistes devraient voter les motions de censure contre le gouvernement Rocard.....	41
- Le vote de la dernière motion de censure doit rester l'exception.....	17
- Sans réponse.....	42

3. — Le vote au second tour de l'élection présidentielle de 1988

	Cadres du PCF décembre 1990	Électeurs du PCF aux européennes de 1989
- François Mitterrand.....	59	89
- Jacques Chirac.....	2	0
- Blanc ou nul.....	24	11
- Abstention.....	6	
- Non précisé.....	9	

4. — Les pays de l'Est

Estimez-vous que les régimes en place dans les pays de l'Est jusqu'à l'année dernière pouvaient être qualifiés de « socialistes » ?

- Oui.....	41
- Non.....	37
- Sans réponse.....	22

Quelle est votre attitude à l'égard de l'action menée en Union soviétique par Mikhaïl Gorbatchev ?

- Vous en êtes satisfaits.....	31
- Vous en êtes mécontents.....	32
- Vous êtes réservé à son égard.....	27
- Vous en êtes défavorable.....	1
- Vous en êtes hostile.....	0
- Sans réponse.....	9

Pour les pays concernés, estimez-vous que l'évolution à l'Est depuis un an est une bonne chose ou une mauvaise chose ?

- Une bonne chose.....	29
- Une mauvaise chose.....	40
- Sans réponse.....	31

Attaqué par M. Médecin

Le maire de Nice reprend l'initiative

NICE

de notre correspondant régional

Violentement attaqué par M. Jacques Médecin (le Monde du 15 décembre), ce butte aux critiques d'une fraction du RPR local malmené par son opposition et placé sous la pression de la chambre régionale des comptes, M. Honoré Bailet, sénateur (app. RPR) et maire de Nice est passé à la contre-offensive. Dans un communiqué publié en son nom personnel et en celui de « l'équipe municipale », sur une page entière du quotidien *Nice-Matin*, mardi 1^{er} janvier, il répond, point par point, à ses divers adversaires, en justifiant ses premières décisions et en annonçant ses projets. M. Bailet promet de « maîtriser les dépenses », répond à ceux qui réclament de nouvelles élections en insistant sur la « qualité » et le « courage » de « l'équipe bien soudée » qu'il a autour de lui, tout en s'engageant à « une véritable concertation avec la population nicoise ».

Cette contre-attaque du maire a réjoui M. Ruddy Salles, conseiller municipal et député (PR) des Alpes-Maritimes. « Il y avait, reconnaît-il, un vague à l'âme dans la ville ». En revanche, M. Bernard Asso, conseiller municipal démissionnaire et conseiller général (RPR), compare le long communiqué de M. Bailet à une « belle histoire de Noël » puisque, selon lui, le maire de Nice « n'a pas de majorité solide, pas de base électorale, pas de crédibilité ni de légitimité pour réaliser ce qu'il annonce ».

Lors d'une récente réunion du Rassemblement pour Nice (RPN), le mouvement d'opposition local qu'il a créé avec ses amis, M. Christian Estrosi, conseiller démissionnaire et député RPR des Alpes-Maritimes, avait accusé M. Bailet de soumission au pouvoir socialiste en lui reprochant d'abandonner de nombreux projets conçus par M. Médecin.

GUY PORTE

Après l'assassinat de Paul Mariani, maire (PS) de Soveria

M. Mitterrand réunit un conseil restreint sur la situation en Corse

L'Élysée a annoncé, mardi 1^{er} janvier, que le président de la République « a décidé de réunir jeudi (...) à l'issue du conseil des ministres, un conseil restreint consacré à la Corse ».

Cette décision intervient après l'assassinat, le 29 décembre, de Paul Mariani, maire de Soveria (Haute-Corse), troisième élu corse assassiné en trois mois.

Par ailleurs, l'enquête a été confiée à l'antenne bastiaise du SRPJ d'Ajaccio. L'autopsie du corps de la victime était prévue pour le mercredi 2 janvier. Les obsèques devaient être célébrées jeudi 3 janvier à Soveria. Les policiers excluent pour l'instant

Sans repères

Suite de la première page

Contraintement à ce qu'avaient laissé entendre les enquêteurs lors des premières constatations, Paul Mariani n'aurait pas eu le temps de riposter. Sa femme a cru voir un homme en casquette ; il se serait enfui en courant dans l'obscurité, sans qu'aucun bruit de voiture ou de moto ait été perçu dans les minutes suivantes.

Panne de courant

Le déroulement des faits et l'arme utilisée — les policiers semblent convaincus maintenant qu'il s'agit d'un fusil 7,5 mm — orientent les enquêteurs sur la piste villageoise. Ceux-ci affirment avoir établi que la coupure de courant était due à une panne qui durait depuis huit jours. Les premières auditions de la famille et l'enquête de voisinage présentent Soveria comme déchirée par des querelles et des rancunes indivi-

duelles dépassant les clivages politiques, dérisoires dans ce village d'une soixantaine d'habitants.

A la différence des deux personnalités récemment assassinées, Paul Mariani n'était pas considéré comme un notable corse. Vivant à Paris, ce collaborateur de M. François Doubin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat — lequel a souligné mardi que Paul Mariani, un « homme d'ouverture », n'avait « aucune relation douteuse » — était un élu discret, presque inconnu sur la scène politique locale. Silencieux dans le débat sur le statut Joxe, cet homme de cinquante-cinq ans, adhérent du Parti socialiste, faisait partie de ces Corses devenus continuateurs mais restés fidèles à leurs racines, au point d'éprouver un jour l'envie d'être le maire du village natal.

Soveria ressemble à ces minuscules bourgades de montagne qui, à chaque élection municipale, se déchirent dans des inimitiés féroces.

des mesures d'urgence. La violence se donne libre cours, et il n'y a pas d'enquête menée avec une diligence suffisante. Il faut que l'Etat revienne à son devoir premier qui est la sécurité des personnes et des biens. M. Zuccarelli a jugé « encourageant » le fait que le président de la République réunisse un conseil restreint, tandis que M. Pons a déclaré à ce propos : « C'est bien (...) mais l'espère que son attitude sera une attitude de fermeté. Car il n'est pas possible, dans de telles conditions, de dialoguer avec des assassins ».

En mars 1989, lorsqu'il se présente à la tête d'une liste divers gauche, cet ami de la famille de M. François Giacobbi, président MRG du conseil général de Haute-Corse, manie le paradoxe jusqu'à s'associer avec les nationalistes, ennemis jurés des radicaux de gauche insulaires. Sa victoire à l'arraché — quatre voix d'avance sur le maire communiste sortant, M. Marc Sodini, — l'annulation de son élection par le tribunal administratif de Bastia, suivie de l'information récente de cette décision par le Conseil d'Etat et, aujourd'hui, de vives discussions sur le projet de refonte de la liste électorale de la commune ont contribué à envenimer un « climat conflictuel détestable », selon un policier.

La thèse des animosités locales est-elle pour autant satisfaisante pour expliquer le meurtre ? Aurait-on cherché, dans le contexte actuel où certains évoquent des tentatives de « déstabilisation » de la Corse, à frapper une cible symbolique en s'attaquant au collaborateur d'un membre du gouvernement ? L'assassinat de Paul Mariani traumatise une nouvelle fois la Corse, par le mystère qui l'entoure.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

RELIGIONS

Une internationale de la foi

80 000 jeunes chrétiens européens se sont rassemblés à Prague du 28 décembre au 2 janvier, sur l'initiative de la communauté de Taizé

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Le pont Charles grouillait presque sous ces statues vivantes, polyglottes et bruyantes. Les jeans et les anoraks bariolés, les sacs à dos multicolores, débordaient des cafés, aggravaient les queues ordinaires, dévalisaient l'un des rares fast-foods à l'occidentale du centre-ville.

Par petits groupes, ils arpentaient l'asphalte mouillé de la place Venceslas pour carresser (en mémoire) ce « velours révolutionnaire » qui avait abattu l'an passé un pan du rideau de fer.

Comme dans tous les « pays frères », les vendeurs à la sauvette échouaient leurs vieux stocks soviétiques de casquettes et de gabardines militaires et monnayaient les brochures insignes à la gloire de feu le « socialisme réel ». Sur les poitrines, les croix côtoyaient les reliques athées.

Vingt-trois langues, pas moins, ont ainsi résonné, durant une semaine, dans l'air glacé de Prague la Baroque. De Naples à Riga, de Stockholm à Bucarest, de Gdansk à Lisbonne, quatre-vingt mille jeunes, catholiques, protestants et orthodoxes, de quinze à trente ans environ, étaient venus répondre à l'appel de la communauté œcuménique de Taizé et partager, en familles, en paroisses, en prières, leur foi chrétienne.

Vaclav Havel et la « trame des cathédrales »

Effet boule de neige : ils étaient vingt mille en mai 1989 à Pécs en Hongrie, cinquante mille l'an passé à Wrocław, troisième ville de Pologne. À Prague, il y a un mois, il avait fallu des appels radiophoniques et télévisés pour recruter in extremis des familles capables d'héberger trente mille inscrits non prévus.

Cinq lieux de prières (la cathédrale Saint-Guy, le stade des traditionnelles spartakiades, l'esplanade Letna autrefois réservée aux parades militaires, etc.) avaient été aménagés et l'armée tchécoslovaque réquisitionnée pour les repas.

En voisins, les Polonais étaient venus trente-cinq mille à eux seuls, entraînés par la rencontre précédente de Wrocław, et probablement par l'exemple du pape, qui, en avril dernier, avait effectué à Prague un voyage-éclair historique. C'est là qu'en sonnant le glas de l'« idéologie matérialiste » Jean-Paul II avait donné le coup d'envoi de la reconquête de l'« âme européenne ».

C'est là, en Bohême, terre traditionnellement athée et méfiante

envers les structures ecclésiales, que ces jeunes avaient décidé de se rendre afin, comme leur a soufflé le président Vaclav Havel dans un message, de redonner à Prague « la place dans la trame spirituelle tissée par les villes avec leurs cathédrales, leurs habitants, la foi commune qui les lie. Cette trame, fine et forte, qui constitue l'Europe ».

« Je suis venue là pour montrer que nous pouvons surmonter nos différences », explique Piroška, une Hongroise de vingt-six ans. « Pour prouver que des Roumains peuvent parler avec des Hongrois, des Slovaques avec des Serbes, des Litوانيens avec des Russes, des Slovaques avec des Tchèques ».

« Pour dire que l'œcuménisme est une réalité », rouscrist Nana, Géorgienne orthodoxe de Tbilissi,

qui a laissé un mois de son salaire pour venir dans la capitale tchèque. « Nous avons souffert de quelque chose qui est... vrai », remarque pour sa part, en cherchant ses mots, Monika, étudiante slovaque.

Le fondateur de la communauté de Taizé, Frère Roger (qui a toujours entretenu depuis les années 60 des contacts clandestins avec les milieux croyants de Prague), a pris, comme à son habitude, le parti de dire des mots simples : confiance, réconciliation, responsabilité.

Des mots-clés adressés cette fois plus spécialement à l'intention des Tchèques et des Slovaques, qu'il juge « découragés, parfois résignés, après la joie qui a précédé l'année dernière ».

Certains, plus sévères, notamment chez les protestants irrités par les marques d'attention appuyées des autorités tchèques envers le pape, modéraient l'enthousiasme « spirituel » entourant ce rassemblement de Prague. Tout en participant activement à son déroulement, M. Milan Balaban, professeur de théologie, ancien pasteur banni, devenu sous le régime communiste homme de ménage dans un restaurant pragoise, estimait par exemple que Taizé avait tendance à devenir « une drogue, un opium pour les jeunes chrétiens ».

Ce signataire de la Charte 77 se demandait si « cette recherche d'un nirvana chrétien » répondait réellement aux données d'une situation économique et matérielle difficile, autrement dit, si les jeunes Tchécoslovaques n'avaient pas plus besoin d'actions que de prières.

Mais les quatre-vingt mille participants avaient majoritairement le sentiment d'avoir autant agi que prié.

JEAN-MICHEL DUMAY

Pour le centième anniversaire de « Rerum novarum »

Le pape va publier une encyclique sur la doctrine sociale de l'Eglise

Jean-Paul II a annoncé, mardi 1^{er} janvier, la publication prochaine d'une encyclique consacrée à la doctrine sociale de l'Eglise. Le pape, qui célébrait la messe du Jour de l'An en la basilique Saint-Pierre de Rome, publiera ce document à l'occasion du centième anniversaire, le 15 mai 1991, de la célèbre encyclique *Rerum novarum*, du pape Léon XIII. Pie XI avait déjà marqué le quarantième anniversaire, en 1931, de cette encyclique (*Quadragesimo anno*) et Jean XXIII le soixante-dixième (*Mater et magistra*), en 1961. Jean-Paul II a également proclamé l'année 1991 « année de la doctrine sociale de l'Eglise ».

L'encyclique est une lettre solen-

nelle adressée par le pape aux évêques et à tous les catholiques. Aucune précision n'a été fournie par le Vatican sur le contenu de ce nouveau texte, qui devrait également évoquer le développement technologique et ses effets sur l'homme et la planète.

Ce sera la huitième encyclique de Jean-Paul II depuis son élection en 1978, et la troisième consacrée aux questions sociales. La première encyclique sociale du pape, *Laborem exercens*, en 1981, portait sur les droits du travailleur. La deuxième, *Sollicitudo rei socialis*, en 1988, plaidait pour la justice sociale entre pays riches et pays pauvres. (AFP, Reuters)

Quarante mille francs dans une boîte aux lettres à Albi

Etrences-surprises

ALBI

de notre correspondant

Etonnant début d'année pour Valérie, une jeune Albigeoise de vingt-six ans qui a découvert, entre les fêtes de Noël et du Nouvel An, un mot sous sa porte rédigé en ces termes : « Ouvrez la boîte aux lettres le plus tôt possible, il y a un cadeau. » Pas de signature, et plus personne sur le palier...

A l'entrée de son immeuble, dans la boîte aux lettres, Valérie a effectivement découvert un paquet : quarante mille francs,

en billets de banque enveloppés dans du papier journal. Surprise mais méfiante, la jeune femme a porté le curieux cadeau au commissariat d'Albi, craignant une origine suspecte à ces étrences tombées du ciel.

Les services de police ont ouvert une enquête pour tenter d'identifier l'origine des billets qui, s'ils n'appartenaient pas à une série volée, pourraient bien devenir les plus belles étrences de Valérie. Celle-ci, prudente, a préféré conserver, en attendant, l'anonymat.

JEAN-PIERRE BARJOU

SPORTS

FOOTBALL : ancien président du Stade de Reims

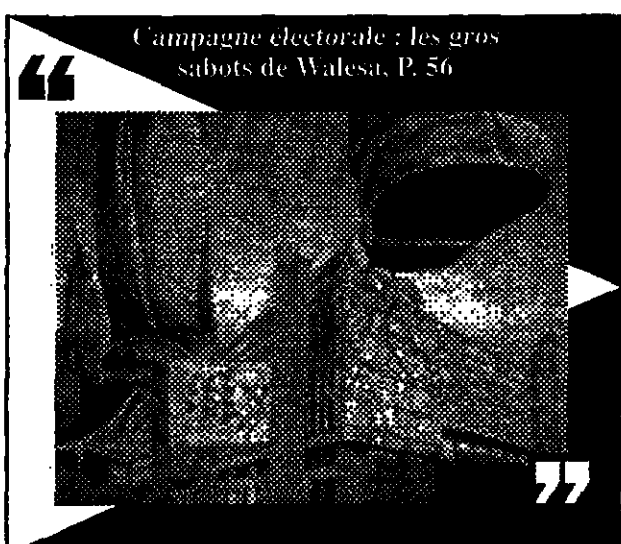
Henri Germain est mort

Henri Germain, le président du Stade de Reims de la grande époque, est mort dimanche 30 décembre à Reims, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il avait été président technique du club entre 1940 et 1952, puis président général entre 1952 et 1966. Son nom reste attaché à la période la plus faste du football français.

Si le Stade de Reims perdit deux finales de Coupe d'Europe des clubs champions face au Real de Madrid (1956 et 1959), il remporta six titres de champion de France (1949, 1953, 1955, 1958, 1960, 1962) et deux victoires en Coupe de France (1950 et 1958). Entraîné par Albert Batteux, l'équipe, où évoluaient notamment Raymond Kopa, Just Fontaine, Roger Piantoni, Robert Jonquet, Jean Vincent et Dominique Colonna, formait également l'ossature de l'équipe de France qui termina troisième de la Coupe du monde en 1958, en Suède.

Né le 16 mai 1906 à Ludes (Marne), diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, l'héritier des Champagnes Germain, propriétaire d'un vignoble réputé à Rilly-la-Montagne, ne semblait guère prédestiné à devenir l'un des derniers maîtres du football français. Mais il avait attrapé le virus du ballon rond, dans sa jeunesse, sur les terrains où lui-même évoluait longtemps.

Dépensant pour le club une partie de son temps et de sa fortune personnelle, cet homme à l'air bonhomme, au sourire permanent, n'hésita pourtant pas, en 1963, à se séparer d'Albert Batteux, alors le plus célèbre entraîneur français. Un an plus tard, l'équipe descendait en deuxième division, et, en 1966, Henri Germain démissionnait de la présidence du club. Il en était resté le président d'honneur et était également vice-président honoraire du groupement du football professionnel.

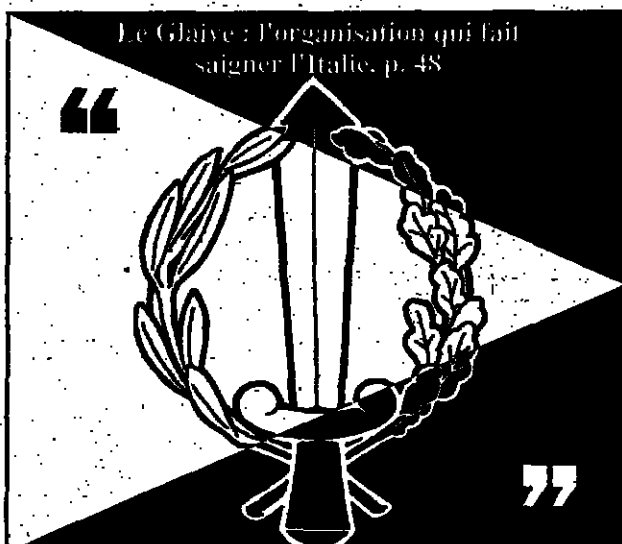


Campagne électorale : les gros sabots de Walesa, p. 56



Une lutte, p. 49

“ J'avais expliqué à ma fille que le commissaire avec lequel je m'enfermais dans ma chambre, venait me donner des leçons d'arabe. ”



Le Glaive : l'organisation qui fait saigner l'Italie, p. 48

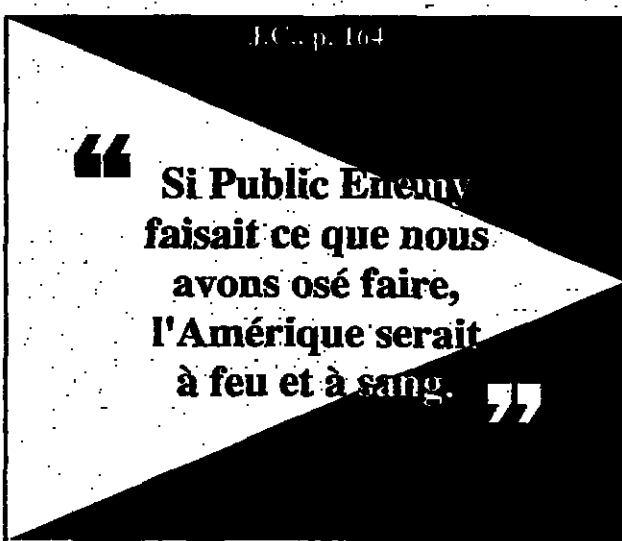


Une lutte, p. 68

“ La politique, en Chine, ressemble à un groupe de petits enfants jouant sous un drap : on voit les mouvements sans savoir qui les fait ni ce qu'ils signifient. ”



Golfe : la guerre est-elle « Game Over » ? p. 24



L.C., p. 164

“ Si Public Enemy faisait ce que nous avons osé faire, l'Amérique serait à feu et à sang. ”

L'AUTRE JOURNAL

Janvier 91 est dans L'Autre Journal

Jeudi 3

AGENDA

CARNET DU Monde

Décès

Michel CHAUVIN, nous a quittés le 23 décembre 1990.

Il a donné son corps à la science.

Une messe réunira ses amis le 8 janvier 1991, à 11 h 30, à Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, Paris-17.

Anne Chauvin, son épouse, Michaël et Bénédicte Chauvin, ses enfants.

12, rue Desrenaudes, 75017 Paris.

M^{me} Stella Cohen-Schep, Patrick et Ely, M. et M^{me} Elie Cohen, M. Jacques Cohen, M. Michel Cohen, M. et M^{me} Jean Cohen, Les familles parentes et alliées, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Alfred COHEN, leur très cher et bien-aimé époux, père, frère, beau-frère, oncle et ami

enlevé à leur tendre affection le 29 décembre 1990 dans sa quatre-vingt-unième année.

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial au cimetière du Montparnasse, le vendredi 4 janvier 1991, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons à la Ligue nationale pour le cancer sont les bienvenus.

Chemin de la Moraine, 18 Saint-Prex, 1162 Suisse, 43, rue Raffet, 75016 Paris.

— Dieu a rappelé à Lui le 24 décembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans,

Adolphe JOURDAN.

L'Evangile de la résurrection a été annoncé, le vendredi 24 décembre, à la Chapelle-sur-Loire.

De la part de M. et M^{me} Emmanuel Jourdan, leurs enfants et petits-enfants, M. Humbert Jourdan, ses filles et son petit-fils.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Démarches faites dans la Foi que nous professons. » (Hébreux IV, 14.)

76, rue Magenta, 92600 Asnières.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Marcelle MATHIEU, dite Dominique Chabrol, journaliste acrobate, à la présidence de la République, à la retraite,

survécu à Neuilly-sur-Seine le 30 décembre 1990 à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 janvier 1991, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue Achille-Peretti, à Neuilly-sur-Seine, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine (rue Victor-Noël).

De la part de Ses enfants, Et petits-enfants.

38, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur la livraison du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Il a plu à Dieu de rappeler à Lui, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le 27 décembre 1990, son fidèle et courageux serviteur,

Jean MOROT, docteur en droit, notaire à Paris, honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, titre militaire.

médaille militaire 1914-1918, croix de guerre avec Palmes 1914-1918.

croix des évadés 1914-1918, commandeur du Mérite italien, chevalier du Mérite allemand.

De la part de M^{me} Jean Morot (née Henriette de Seguin Pazzi d'Aubignan), M. et M^{me} Denis Morot et leur fille Sophie.

M^{me} Anthony Whitney-Costes et son fils Olivier.

M. et M^{me} Grégoire Morot et leurs filles.

M. Benoît Morot, M. et M^{me} Stender de Winkelsbach, M. et M^{me} Jean-Etienne Morot et leurs enfants.

Comtesse Pierre de Seguin Pazzi d'Aubignan, M^{me} André Lambert et ses enfants.

Comtesse Xavier de Seguin Pazzi d'Aubignan, Comtesse Robert de Seguin Pazzi et ses enfants.

M. Nicolas Skrotzki et ses enfants, M^{me} Michel Senis et ses enfants.

Les familles Delaporte, Sanlis, Minelle, Meyer, de Seguin Pazzi d'Aubignan, Villers Granchamps, Châteaufort Randon, Le Hodey, M^{me} Marie-Thérèse Henaff, M^{me} Madeleine Fontaine, M^{me} Georges Bedon, M^{me} Antonette Lacroix-Marie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 janvier 1991, à 13 h 45, en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, Paris-17, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Germain-en-Laye.

137, boulevard Maiesherbes, 75017 Paris.

— Emmanuel et Dinah Rébelle-Borgella, Vincent et Christine Rébelle-Borgella, Philippe Rébelle-Borgella, Pierre Quiviger, Anne de Selve de Bruneton, Les familles Rébelle-Borgella, Valin, De Manol, Léon, Amiot,

font part du décès de

Bertrand RÉBELLE-BORGELLA,

survécu à Paris le 28 décembre 1990.

Un service religieux sera célébré le 12 janvier 1991, à 11 heures, au temple du Luxembourg, 58, rue Madame, 75006 Paris.

131, boulevard Raspail, 75006 Paris.

— M^{me} Pierre Ruyssen, son épouse, Le colonel Jean Ruyssen, M. et M^{me} Jean Ruyssen, La comtesse et la comtesse Christian de Luz de Pélasse, M. et M^{me} Jacques de Lescazes, M^{me} Bernadette de Lescazes, Les familles Ruyssen, Guéin, Imbert-Müller, Müller, Leroy, Chombar, Lescazes, Luz, Tous ses parents et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre RUYSSSEN,

survécu à Saint-Mihel le 1^{er} janvier 1991 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 4 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Etienne de Saint-Mihel.

Union de prières et de prières.

13, rue Jeanne-d'Arc, 55300 Saint-Mihel.

— M^{me} Henri Sadot, son épouse, M. et M^{me} Yves Sadot, M^{me} Paul Nadal, M. François Sadot, M. et M^{me} Etienne de Lacroix de Lavalette, M. et M^{me} Jacques du Bouch, M. et M^{me} Henri Cap, M. et M^{me} Pierre du Bouch, M. et M^{me} Hervé Babine, Ainsi que leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri SADOT, chevalier de l'Ordre national du Mérite, contrôleur général honoraire des services vétérinaires,

survécu à Paris le 30 décembre 1990, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 janvier 1991, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, 194, rue Raymond-Losserand, Paris-14.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

17, rue Copré, 75015 Paris.

Anniversaires

— Le 3 janvier 1889 à Turin, **Frédéric NIETZSCHE** passe de l'autre côté.

« Si ma sagesse un jour m'abandonne, puisse du moins me flatter avec ma folie ! Ainsi parlait Zarathoustra. »

Maurice Mimault, 14, rue de Lorraine, MC 98000 Monaco-Ville.

— Le 3 janvier 1990, s'éteignait **René THÉRON**.

Que ceux qui l'ont connu, aimé ou apprécié aient une pensée pour lui.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), vendredi 15 janvier, à 10 heures, salle C-113, galerie J.-B. Dumas, Sorbonne. M. James A. Cohen : « La légitimité et le colonialisme : Porto-Rico et les États-Unis, de 1898 au présent ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-23-84 ou 40-65-29-86

Les avis peuvent être insérés **LE JOUR MEME** s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du journal, 18, rue Faidherbe, 75015 Paris

Tél. : 206 806 F

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Les lignes en capitales grasses sont insérées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 JANVIER

« Les impressionnistes au musée d'Orsay », 10 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'éclairage.

« Notre-Dame et la crypte archéologique du parvis. Histoire de l'île de la Cité », 14 h 30, entrée crypte (M. Polyer).

« L'Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée.

« Siècle du Vouet », 16 heures, Grand Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jastrow).

« Autour de M^{me} de Sévigné », 14 h 45, 22, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque », 14 h 30, sommet du funiculaire, au faubourg Paris autrichien.

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Saint-Martin », 14 h 30, métro Temple (Paris pittoresque et insolite).

« L'hôtel de Camondo ou le bonheur de vivre au dix-huitième siècle », 14 h 30, 63, rue de Monceau (Arts et spectacles).

« La Conclergerie, de Philippe le Bel à la révolution française », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (C. Merle).

« Les salons dix-septième siècle de l'hôtel Lauzun » (groupe limité à trente personnes), 14 h 30, 17, quai d'Anjou (M^{me} Cazes).

« Saint-Denis : le basilique et les tombeaux des rois », 14 h 30, devant le portail (Connaissance de Paris).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Opéra Garnier », 15 heures, en haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).

« Les salons de l'hôtel de Soult », 15 heures, 80, rue des Francs-Bourgeois (Art et histoire).

« Le mystère des Templiers », 15 heures, église Sainte-Elisabeth, 196, rue du Temple.

« Croyez au musée Marmottan », 15 heures, entrée du musée, 2, rue Louis-Bouilly (Paris et son histoire).

Le Monde Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

Consultant Etudes Marketing International recherche

ASSISTANTE CHARGÉE D'ÉTUDES QUALI JUNIOR

profil : 2^e cycle sc. humaines, marketing, communication. Env. 1 an exp. apprécié. Angl. + all. souhaités.

Env. lettre + CV à L. Rosenthal, 37, r. de Mousbourg, 75008 Paris

COMITÉ D'EXPANSION recrute

ASSISTANT TECHNIQUE A L'INDUSTRIE

3 années d'expérience, bonne connaissance en analyse financière.

SCR. RTT. CONSEIL TOUT 155 82504 RUEI-MALMAISON CEDEX

LYCÉE SPIN (sous contrat d'association) recherche

PROFESSEURS D'HISTOIRE-GEO.

pour assurer un remplacement à temps complet à partir de janvier. Contactez le 45-81-11-08

JEUNE CENTRE SOCIAL DE QUARTIER A BAYONNE recrute

DIRECTEUR (TRICE)

Expérience de 5 ans en gestion de projet social, culture, économique. Sans de l'initiative, compétences de gestion et de mobilisation des ressources humaines en milieu associatif. DTS ou équivalent, 30 ans minimum. CC SNAECSO

CV + lettre manuscrite + photo, au président CS St-Etienne, BP 319 St-Etienne, 42000 Bayonne avant le 22-1-91

Gens de maison

Gouvernantes d'intérieur, nannies, aides-maman, couples, valets, en préparation de 92 et pour préparer votre anglais. Notre agence Basle, Londres.

T. : 15-44 81 8767033 (24 h.), FAX : 15-44 81 8407002. Agence et location Grande-Bretagne SE8591.

Vacances

Tourisme

Randonnées pédestres en Angleterre et Pays de Galles. Les régions visitées seront Devon, Cornwall, Pembrokeshire, le pays wallon du Yorkshire, le région des lacs, Exmoor, etc.

Guides expérimentés parlant anglais, petits groupes, hôtels confortables.

Pour tout renseignement écrire à : Footpath Holidays, c/o Holly Walls, Andover, Hampshire, SP10 3PL, Angleterre.

automobiles

ventes

moins de 5 CV

Vds AUDI 80 Diesel turbo nov. 88, mod. 88, bleu legon rétro, alarme, form. élect., tatouage, 1^{er} main. 118 000 km. 71 000 F. T. : 39-90-06-16, ap. 15 h.

CDPA Ressources Humaines souhaite à tous ses clients et candidats une excellente année 1991.

CDPA LYON DESARDES

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt

REPUBLIQUE, EXCEP. cause départ, STUDIO cul. et s. a/r. 330 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

9^e arrdt

RUE DE BRUXELLES BEAU STUDIO, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

10^e arrdt

METRO REPUBLIQUE Prox. canal BEAU STUDIO 400 000 F. CREDIT tot. poss. 48-04-84-43

11^e arrdt

PRES NATION, BEAU 2 P Cul. TOUT CONFORT REPAIT NEUF. 2^e étage cul. PRIX : 618 000 F. CREDIT POSSIBLE. 42-71-93-00

12^e arrdt

PARIS 12^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

13^e arrdt

PARIS 13^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

14^e arrdt

PARIS 14^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

15^e arrdt

PARIS 15^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

16^e arrdt

PARIS 16^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

17^e arrdt

PARIS 17^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

18^e arrdt

PARIS 18^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

19^e arrdt

PARIS 19^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

20^e arrdt

PARIS 20^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

21^e arrdt

PARIS 21^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

22^e arrdt

PARIS 22^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

23^e arrdt

PARIS 23^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

24^e arrdt

PARIS 24^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

25^e arrdt

PARIS 25^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

26^e arrdt

PARIS 26^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

27^e arrdt

PARIS 27^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

28^e arrdt

PARIS 28^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

29^e arrdt

PARIS 29^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

30^e arrdt

PARIS 30^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

31^e arrdt

PARIS 31^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

32^e arrdt

PARIS 32^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

33^e arrdt

PARIS 33^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

34^e arrdt

PARIS 34^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

35^e arrdt

PARIS 35^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

36^e arrdt

PARIS 36^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

37^e arrdt

PARIS 37^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

38^e arrdt

PARIS 38^e arrdt, cul. s. de b. wc, placard 438 000 F. CREDIT TOTAL POSSIBLE. 42-71-93-00

39^e arrdt

ÉCONOMIE

BILLET

La bataille de Yosemite

L'acquisition de la firme américaine MCA par le japonais Matsushita, annoncée fin novembre, provoque finalement un sursaut de nationalisme aux États-Unis. Non pas parce que, en offrant 6,6 milliards de dollars (33 milliards de francs) pour le rachat de la firme cinématographique MCA, le géant japonais de l'électronique met la main sur une partie du capital artistique américain. Depuis la reprise, l'an dernier, de Columbia par Sony, les Américains ont appris à ne pas s'émouvoir des incursions nipponnes en territoire hollywoodien.

Cette fois Matsushita a avancé, semble-t-il, ses pions un peu loin. En achetant MCA, le groupe japonais met aussi la main sur divers services (hôtels, restaurants, campings, épiceries...) situés dans le célèbre parc naturel de Yosemite, en Californie. C'est cette atteinte au patrimoine national que les autorités américaines ont choisi de dénoncer.

Les propriétés de MCA à Yosemite valent pourtant « seulement » 300 millions de dollars. Somme bien faible comparée aux milliards du Rockefeller Center, autre symbole de la culture américaine également passé l'an dernier sous le coup d'intérêts nippons. Mais il est plus facile, pour l'administration de Washington, de mobiliser son opinion sur une opération touchant à des arbres qui ont au moins l'âge de la nation américaine plutôt qu'à des intérêts industriels ou financiers. Le ministre de l'intérieur, M. Manuel Lujan Jr., a d'ailleurs annoncé mardi 1^{er} janvier sa volonté d'annuler la concession de MCA à Yosemite, en expliquant qu'il avait l'impression que « les Japonais achetaient la totalité des États-Unis ».

L'affaire du parc de Yosemite pourrait marquer le début d'une nouvelle attitude américaine face aux investissements étrangers, japonais en particulier. Restés muets en 1990 sur les 50 milliards de dollars d'achats d'origine nipponne, les responsables américains pourraient hausser le ton prochainement, d'autant que la nippophobie est un thème très porteur outre-Atlantique. Mais tant que les protestations de Washington ne visent pas les opérations japonaises sur des secteurs autrement plus stratégiques pour l'économie du pays, elles resteront de simples accès de mauvaise humeur.

F. L. et C. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ComptaValor

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION

gestion CDC TRESOR, filiale de la Caisse des dépôts et consignations

Pour faire fructifier vos disponibilités.

COMPTAVALOR: UNE VALEUR SUR LAQUELLE VOUS POUVEZ COMPTER A TOUT MOMENT

Une valeur sûre: votre capital est investi essentiellement en titres émis ou garantis par l'État.

Une valeur rentable: sa performance de janvier à novembre 1990 est de 8,99% soit 9,83% en taux annuel.

Une valeur disponible: vous pouvez souscrire quotidiennement, et réaliser votre investissement au rythme de vos besoins.

trésor public

plus de 4000 guichets à votre service

Alors que de nombreux experts craignent une période de déflation

M. Bush estime que la récession américaine sera « d'une ampleur modérée »

Dans un entretien qui devait être diffusé mercredi 2 janvier sur la chaîne de télévision publique américaine PBS, le président George Bush estime que la récession dont souffrent de nombreux secteurs « sera d'une ampleur modérée et que l'ensemble du pays en sortira dans pas trop longtemps ».

Selon le *Wall Street Journal* du 2 janvier, un rapport non publié de l'administration américaine table sur un rétablissement de la croissance économique dès l'été prochain.

Après deux trimestres négatifs (un rythme annuel de croissance de -3,4% au quatrième trimestre 1990 et de -1,3% au premier trimestre 1991), la croissance devrait être nulle au deuxième trimestre pour redevenir positive le reste de l'année.

Certains économistes considèrent pour leur part que l'économie américaine est entrée dans une phase de déflation.

SAN-FRANCISCO
Correspondance

Pour la première fois depuis les années 40, l'économie américaine est confrontée à une baisse des prix qui se propage dans tous les secteurs. Amorcée dans l'immobilier de bureau, le mouvement s'étend à d'autres activités et menace l'ensemble du système financier. Dans une récente étude, la firme d'investissement Solomon Brothers prévoit ainsi que le secteur de l'immobilier va toucher le fond à un niveau inconnu depuis la grande dépression des années 30. « Si la croissance de l'immobilier dans les années 80 a été causée par une forte injection de capitaux, son déclin sera caractérisé par un retrait de ces capitaux », écrit M. David Shulman, l'auteur du rapport. Il note que les trois piliers de l'immobilier dans les années 80, les banques, les investisseurs japonais et les fonds de retraite américains, se retirent actuellement du marché.

Les prix ont diminué de 10%, voire de 30% dans l'immobilier commercial, chiffres inconnus depuis les années 30. En déclin, ce secteur s'était auparavant développé en s'appuyant sur un endettement considérable. Les banques ont dans ce domaine des engagements estimés à 384 milliards de dollars (1 920 milliards de francs). Selon l'enquête annuelle de Solomon Brothers, les rendements des actifs immobiliers pourraient être négatifs (de 2%) cette année aux États-Unis, situation inédite depuis les années 30.

M. Shulman prévoit que la crise va s'aggraver encore. Il existe en effet une surcapacité dans l'immobilier commercial qui, estime-t-il, ne sera pas résorbée avant dix ans. Dans un environnement de faible

demande, le marasme du secteur est en train de se propager sur le reste de l'économie, l'engorgeant dans la voie de la déflation.

Le désengagement des banques et des assurances

En effet, pour couvrir leurs prêts, les banques et agents immobiliers essaient de vendre ces actifs, ce qui entraîne une baisse des prix supplémentaires. Les banques qui détenaient des prêts dévalant sur ce secteur sont obligées de les provisionner; or 14% du portefeuille de leurs prêts ont été réalisés dans le secteur de l'immobilier. Elles sont aussi conduites à restreindre leurs crédits, et cela est largement ressenti par les entreprises, qui retardent leurs investissements.

La Bank of America ramène son taux de base à 9,5%

La Bank of America a annoncé, lundi 31 décembre, qu'elle abaissait son taux de base d'un demi-point, à 9,5%, à compter de mercredi 2 janvier 1991. Bank of America est la première des dix plus grandes banques américaines à réduire son taux de base depuis que la Réserve fédérale a abaissé son taux sur les *federal funds* à

7,25% le 7 décembre. Plusieurs banques de moindre importance ont abaissé leurs taux depuis cette date, notamment la First Chicago National Bank, qui a pris cette mesure le 20 décembre.

D'autres grandes banques devraient également réduire leurs taux de base dans les jours à venir, selon les analystes.

Pour de nombreux experts, le cycle de la déflation est ainsi enclenché. Les prix de l'aluminium

et de l'acier diminuent; au cours du dernier trimestre de 1990, les prix de détail (hors énergie) auraient progressé qu'à un rythme annuel de 3,9%.

Selon l'économiste américain M. Irving Fisher, l'un des pères de la théorie quantitative de la monnaie, la déflation est toujours causée par les hauts niveaux de dettes. Les prêts incoincés dans l'immobilier dans les années 80, le financement des fusions-acquisitions réalisées grâce à des emprunts massifs, ou la création d'un marché de 200 milliards de dollars de *junk bonds* qui perd de sa valeur, tous ces éléments peuvent conduire aujourd'hui à un début de cycle déflationniste.

Ce marasme de l'immobilier se propage sur les acteurs financiers. Dans le scénario de Fisher, les dépenses et les emprunts créent des surcapacités et ne produisent pas de richesses (l'immobilier et l'industrie automobile sont dans ce cas). Le secteur agricole fait face aussi à une baisse des prix du blé qui coïncide avec une demande moindre de l'étranger.

Il reste que, à la différence de ce qui s'est passé dans les années 30, les salaires ne diminuent pas. D'autre part, l'Amérique, avec un dollar compétitif, exporte davantage à travers le monde et va connaître un nouvel excédent avec l'Europe. Ne risque-t-elle pas de la sorte d'entraîner le monde dans sa déflation?

MARC UZAN

Dans un entretien publié par le *Financial Times*

Le chancelier de l'Echiquier exclut une dévaluation de la livre dans le SME

Le nouveau chancelier de l'Echiquier britannique, M. Norman Lamont, entame l'année par un message ferme aux investisseurs britanniques. Dans un entretien publié mercredi 2 janvier par le *Financial Times*, il déclare qu'il n'est pas question de réviser le cours de la livre fixé lors de l'entrée de cette dernière dans le SME, le 9 octobre dernier.

Le chancelier de l'Echiquier, qui est entré en fonctions en novembre, affiche par ailleurs un certain optimisme sur la conjoncture économique britannique: « Il est clair, au regard de notre expérience passée, que l'on peut attendre un retour à la croissance une fois qu'une nette réduction de l'inflation a été observée. Et il devient clair que l'inflation est maintenant en train de diminuer ».

Interrogé sur l'apparition possible d'un déficit budgétaire outre-Manche, M. Lamont affirme que son objectif « est d'équilibrer le budget à moyen terme, pas chaque année ».

À propos de l'Union monétaire européenne, le chancelier rappelle la détermination britannique à faire avancer le projet d'« écu lourd » qui circulerait en parallèle avec les autres monnaies de la Communauté. Il reconnaît cependant que « l'écu lourd pourrait devenir une monnaie unique, si les peuples et les gouvernements le choisissent ainsi ».

La carte à puce entre à la Sécurité sociale

Expérimentée à Boulogne-sur-Mer, la télématique ne modifie pas encore

l'organisation du travail de la caisse primaire

BOULOGNE-SUR-MER

de notre envoyée spéciale

Une carte à puce à la place de la traditionnelle carte d'affiliation à la Sécurité sociale? Cette mini-révolution, la télématique l'intègre, depuis octobre 1990 et à titre expérimental, les quelque 25 000 assurés sociaux de la circonscription d'Outreau de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Dans une région où, grâce à la pratique du tiers payant, 85% des assurés ne supportent pas le coût réel de leurs dépenses de santé, l'introduction de cette carte, appelée « carte Vitale », va obliger les affiliés à s'intéresser davantage à l'état de leur couverture sociale. En revanche, cette première incursion de la télématique ne modifie pas encore le travail des agents de la caisse.

Dans sa forme actuelle, cette carte Vitale, mise en place sous l'égide de la CPAM de Boulogne et de la Mutualité française agricole du Pas-de-Calais, renferme toutes les informations relatives à la situation administrative des assurés de ces deux régimes et de leurs ayants-droit. Des pourparlers sont actuellement en cours pour permettre aux affiliés des régimes spéciaux de la SNCF et des commerçants ainsi qu'aux adhérents de la Fédération nationale de la mutualité française d'en bénéficier également, dans le courant de l'année prochaine.

Pour l'heure, les porteurs de la carte à puce peuvent à tout moment contrôler la régularité de leur situation auprès de l'une des quelque quarante bornes installées dans les lieux publics: mairie, bureaux de poste, hôpitaux... De même, les professionnels de la santé qui pratiquent le tiers payant peuvent consulter les dossiers de leurs clients grâce à l'installation gratuite d'un lecteur de cartes et d'un Minitel.

Cette carte à puce, qui, pour l'instant, ne contient que des renseignements administratifs, comporte encore une large page libre susceptible d'accueillir notamment le « dossier médical portable » de l'assuré. La CPAM de Boulogne ne souhaite pas s'engager dans cette voie avant que les réserves du corps médical ne soient levées et que le problème des risques d'atteinte à la vie privée ne soit résolu au niveau national.

Mais le grand avantage de la carte Vitale qui a une durée de vie de quinze ans, est de pouvoir être mise à jour en permanence: sur simple interrogation du fichier de la CPAM, le microprocesseur de la carte intègre automatiquement les



changements éventuels dans la situation de l'assuré: suspension ou prolongation de droits, prise en charge supplémentaire, naissance d'un enfant.

Or de nombreux assurés qui ont toujours l'habitude d'être « assistés » en ce qui concerne leur couverture sociale semblent incapables d'effectuer eux-mêmes cette mise à jour. Les pharmaciens n'entendent pas, pour leur part, devenir « des annexes de la Sécurité sociale » en prenant à leur charge cette nouvelle démarche, sous prétexte qu'ils sont obligés de vérifier la couverture de leurs clients. « Nous n'avons pas fait six ans d'études pour coller des vignettes... encore moins pour gérer le travail des agents de la caisse », relève, par exemple, ce pharmacien d'Outreau, qui s'inquiète, de surcroît, de cette « dépendance nouvelle vis-à-vis de la télématique ». « Cela ne va pas dans le sens d'une responsabilisation de l'assuré, fait observer un autre. Déjà que sept clients sur dix ne connaissent pas le coût réel de leur santé! » « Nous devons continuer à sensibiliser les assurés à leurs nouvelles tâches », reconnaît, pour sa part, M. Jean-Claude Fourcroy, directeur adjoint de la CPAM, qui a d'ores et déjà doublé le personnel d'accueil du centre d'Outreau et consacré 3 millions de francs à une campagne d'information.

À l'intérieur de la caisse, en revanche, l'introduction de la carte n'a pas sensiblement modifié le tra-

vail des liquidateurs chargés de traiter les feuilles de soins. « Alors même, précise M. Fourcroy, que le volume de ces dernières augmente de près de 10% chaque année et que l'on a déjà réalisé tous les gains de productivité possibles avec la mise en place, en 1985, du système informatique de liquidation LASER ».

On manque de candidats

En fait, l'instauration de la carte Vitale se justifie, selon M. Fourcroy, si elle permet à la caisse de se connecter au futur réseau informatisé Séisme. Testé depuis plusieurs années, expérimenté en grandeur nature, à partir de l'année prochaine, dans six caisses primaires, ce système devrait assurer automatiquement les remboursements des actes simples, supprimant ainsi l'étape encore incontournable des feuilles de soins. Les prescriptions médicales seront, dans le système Séisme, directement enregistrées par les praticiens sur ordinateur, avant d'être télécollectées par le réseau informatique de la caisse qui en assurera ensuite le règlement, via le système LASER.

Reste que, par-delà les délicates négociations que le projet Séisme suppose encore entre la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et les professionnels de

santé, la connexion à ce nouveau réseau ne devrait pas, dans le meilleur des cas, intervenir avant 1992 au sein de la CPAM de Boulogne. Le temps pour la CNAM de réfléchir à la mise en œuvre d'une nouvelle organisation du travail pour les liquidateurs déchargés du traitement des feuilles de soins. Quelques pistes sont déjà explorées: meilleure information des professionnels de santé et des assurés, maintenance du matériel informatique installé chez les praticiens, exploitation de statistiques jusqu'à présent laissées en friche.

Le temps, aussi, de réfléchir, en concertation avec les partenaires sociaux, à « la politique de redéploiement et de formation des effectifs » nécessaire, dans la mesure où la CNAM a d'ores et déjà indiqué que le projet Séisme « ne donnerait pas lieu à des mesures sociales brutales ». Une mobilité des effectifs qui, l'instant, laisse rêveur à la CPAM de Boulogne, où seuls deux des quatre postes créés pour la mise en place de la carte Vitale, ont pu être pourvus par la Bourse de l'emploi de la CNAM, faute de candidats.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Après avoir émis 114,4 milliards d'OAT en 1990

Le Trésor lèvera 100 milliards de francs en 1991

Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a arrêté le programme des émissions d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour 1991. Le montant global de ces émissions « sera de l'ordre de 100 milliards de francs », indique un communiqué du Trésor. Ce chiffre est indicatif, mais apparaît résolument en retrait par rapport aux 114,4 milliards de francs levés en 1990 pour financer le déficit du budget de l'État. Pour le Trésor, la réduction du montant des émissions « reflète la diminution prévue du déficit budgétaire (30,7 milliards de francs en 1991) ». Néanmoins, le même communiqué précise que la « somme du déficit et des amortissements d'emprunts obligataires est évaluée à 107,8 milliards de francs » pour 1991.

BUHANDANSTALT

Société de Privatization de C...

Le-Semier-Strasse 70-72, D-100...

APPEL D'OFFRES

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

Des compagnies américaine et japonaise vont investir en Extrême-Orient soviétique

La maison de commerce japonaise C. Itoh and Co. et la compagnie pétrolière américaine Exxon Corp. ont conclu un accord pour exploiter en commun les ressources en pétrole et en gaz naturel de l'île de Sakhaline, située en Extrême-Orient soviétique au nord du Japon. Le journal japonais *Nihon*, citant des sources informées, annonce que les deux compagnies vont aussi bien rechercher de nouveaux gisements que pomper et raffiner le pétrole de champs déjà découverts dans l'île ou au large de ses côtes. Le montant total des investissements dans ce projet est estimé à plus de 5 milliards de dollars (25 milliards de francs). La compagnie pétrolière américaine escompte aussi coopérer avec l'organisation japonaise, la Sakhalin Oil Development Cooperation Co. Ltd. (SODECO), pour mettre en exploitation deux gisements prometteurs que cette société d'économie mixte a découverts au nord-est de Sakhaline.

SOCIAL

L'application de la loi Evin

Accord sur la prévoyance complémentaire au Crédit lyonnais

La direction du Crédit lyonnais et les syndicats CFDT, CFTC, FO et SNB viennent de signer un accord instituant un régime de prévoyance complémentaire obligatoire garantissant aux salariés ne pouvant temporairement ou définitivement exercer leur activité des ressources égales à 80 % de leur rémunération brute.

Cet accord, qui s'inscrit dans le cadre de la loi Evin de décembre 1989, se traduit par la création d'une Caisse de prévoyance complémentaire du Crédit lyonnais dont le fonctionnement sera paritaire. Il s'agit « d'étendre le bénéfice de la prévoyance à tout le personnel, quel que soit son état de santé, son âge ou son ancienneté ».

En raison du caractère obligatoire

de ce régime, le taux des cotisations baissera et sera déductible du montant de l'assiette de l'impôt sur le revenu. Outre une garantie de ressources, les dispositions contractuelles adoptées par la direction et les syndicats prévoient, en cas de décès, le versement d'un capital égal au minimum à 220 % du salaire annuel brut majoré de 40 % par personne à charge.

Le Crédit lyonnais prendra à sa charge les deux tiers des cotisations. Ainsi, la partie restant à la charge d'un salarié dont la rémunération mensuelle atteint 10 000 francs sera limitée à 35 francs par mois. Ces dispositions, souligne-t-on au Crédit lyonnais, « viennent se substituer à un régime de prévoyance hétérogène et relativement complexe n'assurant pas une couverture suffisante des risques majeurs ».

AUTOMOBILE

M. Sarre critique l'agressivité publicitaire de Peugeot

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, n'est pas content de Peugeot. La firme de Sochaux a diffusé un spot publicitaire télévisé où sa voiture de course, la 905, occupe la vedette et inspire le slogan : « Quand la 905 court, c'est tout Peugeot qui avance ».

Cette référence à la compétition semble au secrétaire d'Etat en contradiction avec les engagements pris par les constructeurs automobiles français et les importateurs de voitures étrangères qui ont promis de ne plus utiliser, dans leurs messages publicitaires, d'arguments fondés sur la vitesse ou l'agressivité.

M. Sarre a déclaré à l'AFP qu'il serait regrettable que ce spot publicitaire favorise le nouveau des rêves de puissance sur la route et contribue à retarder l'avènement de la conduite « apaisée » que le gouvernement voudrait obtenir des conducteurs français.

Le groupe Peugeot-Citroën, que préside M. Jacques Calvet, avait déjà succombé à quelques reprises à la tentation de vanter la vitesse de pointe de ses véhicules ou de flatter le « machisme » des clients potentiels qu'il entend disputer aux Mercedes et autres Porsche.

Lancia : quand la Dedra prend du nerf

Quelque peu déçus par la nervosité relative des Dedra de Lancia - dont l'allure annonçait beaucoup et qui firent leur apparition voici plus d'un an en France - les fidèles de la marque vont être comblés (le Monde du 2 novembre 1989). Deux versions « musclées » arrivent qui vont remettre les pendules à l'heure. Il ne s'agit pas ici de se féliciter des performances de ces nouvelles voitures mais de saluer un retour à une philosophie qui fit la légende du constructeur italien.

Les deux versions (une turbocompressée et une intégrale) adoptent toutes deux le 4 cylindres en ligne de 1 995 cm³ (9 CV) qu'exploite le groupe Fiat pour ses modèles de gamme moyenne. Bien évidemment, Lancia y a mis de son sel : 2 ACT, contre-arbres d'équilibrage, contrôle électronique de l'injection, de l'allumage et du turbocompresseur (Garrett) refroidi par eau. Pour autant les deux engins ne délivrent pas la même puissance quoique les performances soient très proches. Le moteur de la turbo sort 165 ch à 5 500 tours, pour

un couple maxi de 28,5 m/kg (effort de traction) à 3 000 tours, celui de la version à transmission intégrale (agissant donc sur les quatre roues) développe 180 ch toujours à 5 500 tours pour un couple situé à 29 m/kg à 3 000 tours. Dans les deux cas la souplesse a été privilégiée et les ressources en réserve de puissance complètes par rapport aux autres modèles de la gamme, qui apparaissent du coup encore plus sages. La version à transmission intégrale comprend trois différentiels avec un visco-coupleur intégré au centre et blocage sur commande du dispositif arrière.

Pour les non-initiés indiquons qu'il s'agit là de « détails » bien proches de ceux que l'on peut trouver sur les véhicules de compétition. D'autant plus que, côté boîte et suspensions on retrouve d'autres raffinements de même souche.

De bien belles mécaniques à conduire avec modération, toutefois, sur les routes ouvertes. (Prix non fixés.)

C. L.

Au sommaire du « Monde de l'éducation » de janvier

Ingénieurs, le deuxième souffle

Le monde des ingénieurs est en ébullition. Des dizaines de projets de nouvelles formations sont aujourd'hui à l'étude. Les promotions devraient doubler d'ici à 1993, pour aboutir aux quelque trente mille nouveaux ingénieurs dont le pays a besoin chaque année.

Mais les gros bataillons ne sont pas tout ! La France ne manque pas tant, en effet, d'ingénieurs « classiques », comme savent en fournir les écoles confirmées, que d'hommes de terrain, d'ingénieurs « production ». Pour répondre à ce double défi, l'enseignement supérieur s'est mobilisé, et l'université davantage encore, a observé Martine Vail dans son enquête « Ingénieurs : le second souffle », que publie le Monde de l'éducation de janvier. Dans cinq

ans arriveront ainsi sur le marché les premiers produits des nouvelles et déjà fameuses « filières Decompe ». Pour les lycéens d'aujourd'hui, cette diversification est évidemment une aubaine, puisqu'elle augmente d'autant leurs chances de décrocher un titre si convoité.

Egalement au sommaire de janvier : - **Évaluation** : Le télé-enseignement universitaire ; - **École au quotidien** : « Lycées, le réajustement après le séisme » - le point sur les premières mesures prises en application du « plan d'urgence » du 16 novembre, avec des reportages et des analyses ; - **Politique éducative** : « Ces 20 % de jeunes qui n'auront pas le bac » sont déjà des écoliers et des collégiens à la traîne. Et

« Pour inciter les jeunes à la lecture, vive les contemporains » ; - **Université** : Du nouveau pour les bourses et les prêts aux étudiants ; - **Culture** : Six pages de critiques de livres et d'analyses de revues ; - **Société** : « Tel fils, tel père », une enquête sur l'enfance maltraitée ; - **Étranger** : Un mois dans les journaux américains, britanniques, belges, néerlandais, luxembourgeois ; - **Et nos rubriques** : Cinéma, Télévision, Théâtre, Parents-enfants, A. Paris/Journaux, Ecole mode d'emploi, Recherches, Agenda, Publications, etc.

► « Le Monde de l'éducation » n° 178, janvier 1991, 20 F. En vente chez tous les marchands de journaux.

Pompistes et banquiers recherchent un accord sur le règlement des factures de carburant

Une réunion aura lieu jeudi 3 janvier entre les représentants des pompistes, des banquiers et des pouvoirs publics pour tenter de trouver une solution au conflit qui oppose les distributeurs de carburants aux banques sur les moyens de paiement (cartes bancaires et chèques).

Après avoir annoncé qu'ils refuseraient désormais les chèques de plus de 100 francs, non garantis, les pompistes ont en effet menacé de boycotter tout règlement de l'essence par carte de paiement pour protester contre les hausses qu'ils jugent « abusives » des taux de commission prélevés par les banques.

Cette table ronde aura lieu à l'initiative de M. François Duboin, ministre du commerce et de l'artisanat. Y assisteront des représentants du ministère de la justice, les responsables de la monétique des grands groupes bancaires, un représentant du ministère des finances, un représentant du conseil national du commerce et des délégués des pompistes. Selon M. Jean-Luc Dubrana, président du Syndicat national des distributeurs de carburants (SNDC), cette réunion a pour but « de faire cesser les augmentations abusives et injustifiées des taux de commission appliqués par les banques ».

En attendant, les pompistes, selon le SNDC, refuseront comme ils l'ont annoncé tout chèque d'un montant supérieur à 100 francs et tout paiement par carte de crédit d'un montant inférieur à 200 francs à partir de mercredi 2 janvier.

□ Du tricycle De Dion-Bouton-Trépardoux qui remporta, le 28 avril 1887, la première course pour « voitures mécaniques » jusqu'aux derniers engins que mirent à la piste et sur les pistes Peugeot et Renault, quarante véhicules de compétition sont exposés

à la Défense à Paris. Ces voitures qui témoignent de leur temps retracent ainsi plus de cent ans de l'histoire du sport automobile français.

► Jusqu'au 6 janvier de 11 h à 20 h au CNIT à Paris, huit véhicules de compétition sont exposés

(Publicité)

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE

ROCADE OUEST DE NANTES

Section Moulin-Neuf - Autoroute A 821
Communes de SAINT-HERBLAIN et ORVAULT
Avis d'ouverture d'une enquête publique relative au projet d'aménagement de la section Nord de la Rocade Ouest de Nantes comprise entre l'échangeur du Moulin-Neuf et l'autoroute A 821

Une enquête portant à la fois sur l'utilité publique de cette opération, l'attribution du caractère de route express à cette voie et la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune d'ORVAULT se déroulera pendant 33 jours consécutifs du 21 janvier 1991 à au 22 février 1991.

La commission d'enquête sera constituée par

PRÉSIDENT :
- M. Jacques d'UTRUY, chef des services techniques EDF, en retraite, demeurant 24, boulevard Pierre-de-Coubertin à Nantes (44000).

COMMISSAIRES ENQUÊTEURS :
- M. Maurice BROSSARD, ancien administrateur de la France d'Outre-Mer, chargé d'affaires au CEPME en retraite, demeurant 9 A, rue André-Clement à Nantes (44100).
- M. Claude BOUCHE, lieutenant-colonel du génie en retraite, demeurant 20, rue du Coudray à Nantes (44000).

COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUPPLÉANT :
- M. Roger CHAMPAGNE, officier principal du corps technique et administratif de l'armement en retraite, demeurant 31, rue Jean-Mermoz, à La Montagne (44620).

Le siège principal de l'enquête sera situé à la Préfecture de Loire-Atlantique à Nantes.

Le dossier d'enquête y sera mis à la disposition du public, bureau porte 111, du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Un dossier d'enquête sera mis également à la disposition du public :

- A la mairie de Saint-Herblain, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30.
- A la mairie d'Orvault, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.

Sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres d'enquête déposés dans les lieux sus-mentionnés, soit les adresser par écrit au président de la commission d'enquête, à son domicile précédemment indiqué.

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête aux jours et heures suivants :

- A la Préfecture de Loire-Atlantique, bureau porte 111, les 21 et 22 février 1991, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
- A la mairie de Saint-Herblain, les 21 et 22 février 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30.
- A la mairie d'Orvault, les 21 et 22 février 1991, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.

A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions. Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la Préfecture de Loire-Atlantique à Nantes.

Toute personne concernée pourra demander communication de ces conclusions, ainsi que les réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées lors de l'enquête.

L'information du public sera également assurée par l'affichage du présent avis dans les mairies concernées et en des lieux voisins des travaux projetés et visibles de la voie publique.

TREUHANDANSTALT BERLIN

GPH - Société de Privatisation du Commerce - mbH
Hans-Beimler-Strasse 70/72. 0-1020 Berlin

APPEL D'OFFRES

En vue de la privatisation du commerce, il est procédé à la publication du présent appel d'offres relatif à des projets de commerce de détail avec des points de vente dépassant les 100 mètres carrés, ainsi qu'à de moyennes et grandes exploitations de restauration. Cet appel d'offres inclut également les petits projets n'ayant pu être pris en considération dans l'appel d'offres clôturé le 3-12-1990.

Dans les établissements de la Treuhandanstalt, les listes des projets sont exposées en fonction des (anciens) Bezirk (départements administratifs) de la RDA.

Les contrats modèles et les directives d'évaluation peuvent être consultés à partir du 2-1-1991 sur les lieux en question, la documentation y relative ne pouvant être expédiée.

Les établissements se trouvent dans les localités suivantes :

Berlin	1055, Schneeglöckchenstrasse 26
Cottbus	7500, Gubener Strasse 24
Dresden	8010, Budapest Strasse 5
Erfurt	5010, Bahnhofstrasse 37
Frankfurt/Oder	1200, Am Forum
Gera	6500, Puschkinplatz 7
Halle	4010, Alter Markt 1 - 2
Chemnitz	9006, Henriettenstrasse 16 - 18
Leipzig	7010, Friedrich-Engels Platz 5
Magdeburg	3010, Otto-v.-Guericke Strasse 27 - 28
Neubrandenburg	2000, Leninstrasse 120
Potsdam	1581, Am Bürohochhaus 2
Rostock	2500, Freiligrathstrasse 1
Schwierin	2750, Karl-Marx Strasse 18
Suhl	6016, Strasse der DSF 3, PSF 220

Seuls les établissements commerciaux sont mis en vente. Cependant, les immeubles et les bâtiments ne seront vendus en aucun cas.

Les offres doivent être adressées jusqu'au 21-1-1991 à 12 heures (la date d'entrée du courrier seule faisant foi) à l'établissement correspondant, conformément aux directives exposées dans les établissements.

Le Monde ÉDITIONS

Les mutations de l'économie mondiale 1975-1991

par le Service économique du Monde et Alain Gélédan

Les inégalités des années 90

Club Vauban

Préface de Jean-Marie Colombani

MARCHÉS FINANCIERS

Après l'accord avec Volkswagen dans l'automobile

GEC-Alsthom, Siemens et ABB s'intéressent aux locomotives de Skoda

Quelques semaines à peine après avoir conclu un très disputé accord de partenariat avec Volkswagen pour son secteur automobile (le Monde du 11 décembre dernier), Skoda est à nouveau partie à la recherche d'un partenaire étranger, pour ses activités ferroviaires, cette fois. Cette alliance prendrait la forme d'une prise de participation minoritaire dans le capital de l'entreprise de construction mécanique Skoda K. P. Plzen, firme d'Etat qui figure parmi les plus gros constructeurs de locomotives en Europe de l'Est.

Le groupe franco-britannique GEC-Alsthom (détenu à 50 - 50 par le français Alcatel-Alsthom et le britannique General Electric) qui entretient de longue date des liens de coopération technique avec Skoda serait sur les rangs, tout comme son grand rival allemand Siemens ainsi que le suédois Asea Brown Boveri. Chez GEC-Alsthom, on se borne à constater qu'il n'y a pas « d'actualité brûlante » sur ce dossier. Les dirigeants de Skoda sont attendus à Paris les 9 et 10 janvier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRESOR PLUS



SICAV OBLIGATAIRE DE CAPITALISATION
essentiellement en VALEURS DU TRESOR

gestion CDC TRESOR
filiale de la Caisse des dépôts et consignations

Pour faire fructifier votre épargne à moyen long terme,

TRESOR PLUS:
UN PLACEMENT JUDICIEUX POUR DONNER
DE L'ELAN A VOTRE CAPITAL

Un placement qui repose sur des bases solides: l'actif est
composé de 85 % minimum de valeurs du Trésor.

Un placement dynamique: sa performance de janvier à
novembre 1990 est de 7,51 % soit 8,23 % en taux annuel.

Un régime fiscal favorable: celui de la capitalisation.

QUAND VOTRE PLACEMENT BÉNÉFICIE
DE NOTRE ENGAGEMENT,
C'EST PLUS

tresor public

plus de 4 000 guichets à votre service

LBI Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

INVESTISSEZ DANS LES ENTREPRISES
FRANÇAISES PERFORMANTES

Conformément aux dispositions de la loi n° 89-935
du 29 décembre 1989, l'assemblée générale extra-
ordinaire du 22 mars 1990 a modifié les statuts de
votre Sicav. Ceux-ci offrent à l'assemblée générale
ordinaire annuelle la faculté de choisir entre la
capitalisation ou la distribution des revenus.

Le Conseil d'administration de la Sicav à l'intention
de proposer à la prochaine assemblée générale
ordinaire le maintien de la politique antérieure de
distribution d'un dividende annuel.

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE, TRESOR PUBLIC

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

numéro
de janvier

LES PARADIS FISCAUX

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

JEAN-CLAUDE ROUYERAN

MÉMOIRES ET THÈSES

L'art et les méthodes

PRÉPARATION-REDACTION-PRÉSENTATION
POUR RÉUSSIR MÉMOIRES ET THÈSES
Un volume 15x21, 200 pages 98 F

En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation
(en millions de francs)

20 décembre 1990

Total actif	703 855
dont	
Or	169 964
Disponibilités à vue à l'étranger	125 507
Escomptes	54 111
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 322
Or et autres actifs de réserve à l'usage du Fonds de stabilisation des changes	55 732
Concours au Trésor public	38 520
Titres d'Etat (hors obligations)	40 581
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	665
Effets privés	116 141
Effets en cours de recouvrement	63 277
Total passif	703 855
dont	
Billets en circulation	266 518
Comptes courants des établissements financiers à la constitution des réserves	79 587
Comptes courants du Trésor public	60 840
Reprises de liquidités	13 667
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Con- sistance des allocations de droits de change	8 020
Escomptes à l'usage du Fonds de stabilisation des changes	54 457
Reserve de réévaluation des avances publiques en or	191 340

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

20 décembre 1990

PARIS, 2 janvier

Nouvelle baisse

Mauvais départ mercredi à la Bourse de Paris où, pour la première séance de la nouvelle année, les valeurs françaises ont enregistré leur quatrième baisse consécutive. En net repli de 0,9 %, des premières transactions, l'indice CAC 40 accusait son retard au fil des transactions, pour s'inscrire au total de 1,9 % en fin de séance. En début d'après-midi, les valeurs françaises s'étaient dépréciées, en moyenne, de 1,4 %. Plus tard dans la journée, peu avant le début des transactions à la Bourse de New-York, l'indicateur de la place parisienne abandonnait 1,57 %.

A l'image des autres places européennes, Paris, elle aussi, a pâti en ce début d'année des inquiétudes grandissantes suscitées par la crise du Golfe, à mesure que s'approchait le début du 15 janvier. La faiblesse du volume des transactions a aussi été l'un des communs dénominateurs de cette journée. Que ce soit à Londres ou à Francfort, les baisses se sont effectuées dans la vie. Le soutien apporté à la cote vendredi, après la baisse exagérée de la veille lors du dénouement des contrats sur indice, a, semble-t-il, fini d'exercer ses effets. En conséquence, l'indice CAC 40 a « fêlé » avec ses plus bas niveaux (1 471,71 points en séance), enregistre le 26 septembre dernier. Au milieu de ce courant d'affaires très faible, on pouvait noter, malgré tout, une application portant sur 800 000 titres de la SCI de M. Jean-Marc Varnes effectuée, mercredi dans le cadre d'une réorganisation du groupe.

L'or a suscité un certain regain d'intérêt. A la première cotation, le rapport a grimpé de 9,5 % pour s'élever à 470 francs avec un volume d'échanges très nettement accru (7 000 onces) soit quatre fois supérieur à la moyenne.

TAIWAN

Ouverture du marché
aux investissements
étrangers directs

Le gouvernement de Taïwan a approuvé l'ouverture, dès le mois de janvier, du marché boursier local aux investissements directs des institutions étrangères. En vertu de cette réforme attendue depuis longtemps, un maximum de 2,5 milliards de dollars (13 milliards de francs), en provenance de vingt-cinq institutions étrangères au plus (banques, compagnies d'assurances, fonds d'investissement mutualistes), pourra être investi. Taïwan avait déjà autorisé des investissements étrangers indirects depuis 1983, par l'intermédiaire de quatre fonds mutualistes.

L'indice de la Bourse de Taïwan, particulièrement volatil, avait plafonné à 12 496,34 points le 10 février dernier, avant de plonger à 2 560,47 points le 1^{er} octobre, soit de presque 80 %, sous l'effet de la dévaluation économique et de la crise du Golfe. Le gouvernement a pris diverses mesures pour ranimer le marché boursier, supprimant notamment, en octobre dernier, le monopole de la firme Fu Hwa Securities Finance Co. (contrôlée par le Kuomintang) sur les transactions boursières, en ouvrant ce secteur d'activité aux courtiers privés.

FAITS ET RÉSULTATS

Le groupe Magneti Marelli (Fiat) et à 99,12 % du capital de Jacqet et 93,98 % des droits de vote. L'OPA simplifiée porte sur le reste des actions sur le marché et se fera au prix de 125 francs le titre, du 3 au 25 janvier 1991 inclus.

Un Méridien à Bruxelles. - La chaîne française Méridien, filiale d'Air France, va construire un hôtel de luxe de 226 chambres, avec un octroie dernier la monopole de la firme Fu Hwa Securities Finance Co. (contrôlée par le Kuomintang) sur les transactions boursières, en ouvrant ce secteur d'activité aux courtiers privés.

Damez construit un hôtel à Levallois pour Marriott. - Damez Immobilier (filiale du groupe Lyonnais des caisses d'épargne) a remporté un appel d'offres international pour la réalisation d'un hôtel à 4 étoiles de plus de 300 chambres pour la chaîne américaine Marriott à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). L'hôtel, construit sur le front de Seine réaménagé, doit ouvrir en septembre 1992.

L'OPA d'UFIMA sur le restant du capital de Jacqet déclaré recevable. - Le Conseil des Bourses de valeurs a déclaré recevable le projet d'offre publique d'achat de la société UFIMA sur les actions de la société Jacqet (équipements automobile). UFIMA, composée à 65 % par le

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalco Assurances	300 10	...	DAI	302 80	300
Ayrol	105	...	Immo	133 80	135
B.A.C.	174	...	L.M.S.	830	820
B.C.M.	820	840	L.P.M.	120	120
Boulogne	306 80	306	Loisirs	288	282
Boulogne (Soy)	175	...	Locaux	86	82 20
Cable de Lyon	3130	3051	Midi Comm.	104	107
C.A.L. de St. (C.C.I.)	760	780	Molay	103 10	106
Céramique	314	...	Orléans Languet	590	589
Céramique	442	425	Orléans	425	424
CEGEF	182	...	Publi-Presse	220	228 80
C.F.P.	268	280	Rail	607	608
CALM	778	778	Rhône-Alpes (S.I.)	317	...
Codinter	273	281	St-H. Méditerranée	182 20	177
Commerç.	286	283	St-H. Méditerranée	106	106
Commerç.	894	894	St-H. Méditerranée	425	424
Commerç.	205	212 30	S.M.T. Group	186	185 10
Commerç.	350	...	Sopre	172	...
Dalme	651	650	Sopre	110	...
Danachy Worms Co.	419	430	Thomson R. (S.I.)	233	228
Danachy et Gir.	234 70	229	Unilog	176	170
Danachy	525	525	Unilog	380	346 80
Danachy	300	300	Unilog	78 70	77 70
Danachy	180	178 50	Y. St-Laurent Group	805	800
Danachy	210	201 80			
Danachy	301	300			
Danachy	180	145 50			
Danachy	146	146			
Danachy	288	288			
Danachy	305	305			
Danachy	167	167			
Danachy	470	466			
Danachy	861	...			
Danachy	209	215			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 28 déc. 1990

Nombre de contrats : 18 056.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Banque CCE	400	...	...	17	...
BNP	520	42,50	...	16	...
BNP	380	10,20	...	26	...
BNP	36	4	5	3,40	5
BNP	106	3,50	...	30	...
BNP	440	25,10	...	16	...
BNP	300	34	...	4,30	6,90
BNP	60	8,70	...	12	14
BNP	1 000	...	62	...	...
BNP	1 000	...	24	...	...
BNP	400	48,50	...	24	...
BNP	240	15	...	31,10	...
BNP	300	15	...	33,25	...
BNP	1 100	16	...	5,20	...
BNP	400	32	...	...	...
BNP	260	32	...	...	...
BNP	110	14	...	...	...

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 28 déc. 1990

Nombre de contrats : 52 301.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	100,06	100,13	100,06
Précédent	100,04	100,26	100,26

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

Options de vente

Options d'achat

BOURSE DU 2 JANVIER

Règlement mensuel

Réglement mensuel																	
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%
360	CALTEX	3750	3800	3850	+ 3.22	Compagnies <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent</td> <td>Précéder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>210</td> <td>Eastman Kodak</td> <td>216</td> <td>210</td> <td>210</td> <td>+1.36</td>	VALEURS	Cours précédent	Précéder cours	Dernier cours	%	210	Eastman Kodak	216	210	210	+1.36
365	ULF-T.P.	920	925	930	+ 0.54	360	Shell	100	100	100	0.00	215	East. Steel	216	210	216	+2.86
370	Oxygen T.P.	950	950	950	0.00	365	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	220	East. Steel	216	210	216	+2.86
375	Thomson T.P.	1225	1250	1275	+ 1.80	370	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	225	East. Steel	216	210	216	+2.86
380	Am. Cyan.	1250	1250	1250	+ 0.41	375	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	230	East. Steel	216	210	216	+2.86
385	Shell	1400	1410	1420	+ 0.71	380	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	235	East. Steel	216	210	216	+2.86
390	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	385	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	240	East. Steel	216	210	216	+2.86
395	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	390	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	245	East. Steel	216	210	216	+2.86
400	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	395	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	250	East. Steel	216	210	216	+2.86
405	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	400	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	255	East. Steel	216	210	216	+2.86
410	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	405	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	260	East. Steel	216	210	216	+2.86
415	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	410	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	265	East. Steel	216	210	216	+2.86
420	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	415	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	270	East. Steel	216	210	216	+2.86
425	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	420	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	275	East. Steel	216	210	216	+2.86
430	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	425	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	280	East. Steel	216	210	216	+2.86
435	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	430	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	285	East. Steel	216	210	216	+2.86
440	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	435	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	290	East. Steel	216	210	216	+2.86
445	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	440	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	295	East. Steel	216	210	216	+2.86
450	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	445	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	300	East. Steel	216	210	216	+2.86
455	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	450	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	305	East. Steel	216	210	216	+2.86
460	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	455	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	310	East. Steel	216	210	216	+2.86
465	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	460	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	315	East. Steel	216	210	216	+2.86
470	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	465	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	320	East. Steel	216	210	216	+2.86
475	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	470	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	325	East. Steel	216	210	216	+2.86
480	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	475	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	330	East. Steel	216	210	216	+2.86
485	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	480	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	335	East. Steel	216	210	216	+2.86
490	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	485	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	340	East. Steel	216	210	216	+2.86
495	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	490	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	345	East. Steel	216	210	216	+2.86
500	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	495	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	350	East. Steel	216	210	216	+2.86
505	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	500	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	355	East. Steel	216	210	216	+2.86
510	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	505	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	360	East. Steel	216	210	216	+2.86
515	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	510	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	365	East. Steel	216	210	216	+2.86
520	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	515	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	370	East. Steel	216	210	216	+2.86
525	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	520	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	375	East. Steel	216	210	216	+2.86
530	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	525	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	380	East. Steel	216	210	216	+2.86
535	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	530	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	385	East. Steel	216	210	216	+2.86
540	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	535	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	390	East. Steel	216	210	216	+2.86
545	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	540	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	395	East. Steel	216	210	216	+2.86
550	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	545	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	400	East. Steel	216	210	216	+2.86
555	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	550	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	405	East. Steel	216	210	216	+2.86
560	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	555	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	410	East. Steel	216	210	216	+2.86
565	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	560	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	415	East. Steel	216	210	216	+2.86
570	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	565	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	420	East. Steel	216	210	216	+2.86
575	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	570	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	425	East. Steel	216	210	216	+2.86
580	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	575	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	430	East. Steel	216	210	216	+2.86
585	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	580	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	435	East. Steel	216	210	216	+2.86
590	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	585	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	440	East. Steel	216	210	216	+2.86
595	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	590	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	445	East. Steel	216	210	216	+2.86
600	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	595	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	450	East. Steel	216	210	216	+2.86
605	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	600	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	455	East. Steel	216	210	216	+2.86
610	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	605	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	460	East. Steel	216	210	216	+2.86
615	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	610	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	465	East. Steel	216	210	216	+2.86
620	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	615	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	470	East. Steel	216	210	216	+2.86
625	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	620	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	475	East. Steel	216	210	216	+2.86
630	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	625	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	480	East. Steel	216	210	216	+2.86
635	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	630	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	485	East. Steel	216	210	216	+2.86
640	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	635	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	490	East. Steel	216	210	216	+2.86
645	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	640	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	495	East. Steel	216	210	216	+2.86
650	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	645	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	500	East. Steel	216	210	216	+2.86
655	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	650	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	505	East. Steel	216	210	216	+2.86
660	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	655	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	510	East. Steel	216	210	216	+2.86
665	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	660	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	515	East. Steel	216	210	216	+2.86
670	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	665	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	520	East. Steel	216	210	216	+2.86
675	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	670	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	525	East. Steel	216	210	216	+2.86
680	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	675	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	530	East. Steel	216	210	216	+2.86
685	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	680	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	535	East. Steel	216	210	216	+2.86
690	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	685	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	540	East. Steel	216	210	216	+2.86
695	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	690	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	545	East. Steel	216	210	216	+2.86
700	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	695	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	550	East. Steel	216	210	216	+2.86
705	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	700	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	555	East. Steel	216	210	216	+2.86
710	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	705	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	560	East. Steel	216	210	216	+2.86
715	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	710	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	565	East. Steel	216	210	216	+2.86
720	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	715	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	570	East. Steel	216	210	216	+2.86
725	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	720	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	575	East. Steel	216	210	216	+2.86
730	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	725	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	580	East. Steel	216	210	216	+2.86
735	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	730	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	585	East. Steel	216	210	216	+2.86
740	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	735	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	590	East. Steel	216	210	216	+2.86
745	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	740	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	595	East. Steel	216	210	216	+2.86
750	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	745	Am. Cyan.	100	100	100	0.00	600	East. Steel	216	210	216	+2.86
755	Am. Cyan.	1450	1450	1450	0.00	750	Am										

COMPTANT (selection)

[illegible]

862	843	Specimen M	170	...
849	...	SCAC	799	78
862	843	Specimen M	170	...

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	Paris S.A. (E)	1154	1120	United Bankings...	350	321
			Paris, Par. Reun.	357	St. Paul (E)	650	631
			Genève	278	278	Stein	280	280
			Ginevra	151	S.I.P.R.	285	290
			G.F.C.	401	401 20	S.M.C.I.	218 20	228 90
			S.F.I.	288 30	283	Sohi	403	427
			Ed. de la Presse Paris	1400	1400	Sohi	338	338
			Genève Viciosa	520	Sohi	1080	1170
			G.T. (Transport)	350	350	Solag	1315
			Immob.	180	655	Sophie-Rol	388	383
			Immob.	5330	5120	Soprag	184	154
			Immob.	370	395	Southern Amalgam.	793
			Immob.	435	435	Suavel	400
			Immob. (St. C)	3620	3700	Suavel C.P.	225
			Immob.	3000	Talberg	3580	3588
			Immob. Polon.	380	Télécommunications	2800	2750
			Life Insurance	1000	Telco-Asiat. Elect.	703
			Life-Expatriation	235	235	Terr. Edif.	282
			Localisations	482	482	U.T.A.	613
			Local.	274	279	U.T.A.	213	2050
			Local. Valais	3650	3400	Vicat	320	320
			Local.	1650	1640	Vielat	1600	1600
			Marathon Ind.	32	32	Vicat	146
			Mag. Distrib.	180 20	Mar. del. Bransco.	300	22 60
			Mag.	600	600			

Cote des Changes				Marché libre de l'or			
MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	2/1	COURS DES BILLETS à court à long	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COUR 2/1	
Etats-Unis (1 unit)	5 129	5 082	5 900	5 350			
France	6 580	6 580	390 600	390 600	64300	64300	
Allemagne (100 dm.)	340 250	340 220	322 500	322 500	64650	64400	
Allemagne (100 Pf.)	16 474	16 490	15 500	15 500	423	452	
Pays-Bas (100 fl.)	301 510	301 510	288 500	288 500	420	420	
Italie (1000 lire)	89 220	89 300	84	92	451	454	
Italie (1000 lire)	8 804	8 840	10 180	10 180	395	396	
Grèce (100 dr.)	3 256	3 235	4 060	4 060	481	487	
Grèce (100 dr.)	398 080	398 080	413	413	2440	2500	
Suisse (100 fr.)	90 630	90 520	85 500	85 500	1230	1250	
Norvège (100 kr.)	48 370	48 375	48 750	48 980	730	740	
Suède (100 kr.)	5 324	5 330	5 085	5 085	2445	2500	
Portugal (100 pes.)	5 628	5 621	4 220	4 220			
Portugal (100 pes.)	1 416	1 416					

SICAV (sélection)

VALUES	Cours p.c.	Dernier cours	VALUES	Emislon Frans Inc.	Rachet net	VALUES	Emislon Frans Inc.	Rachet net	VALUES	Emislon Frans Inc.	Rachet net
Etrangers											
A.E.R.	780	790	A.A.A.	942 95	919 95	Frank-Association	31 35	31 35	Placements	1847 43	8394 76
Alco Inc. S&P	22	22	A.G.	182 70	181 70	Frank Int.	381 65	381 65	Placements Premier	578 65	578 65
Alcan Aluminium	301	301	Alcan	229 28	229 28	Frank Corp.	124644 72	124644 72	Placements	117 18	117 18
Alcan Brandy	131	131	Alcan	103 10	103 10	Frank Corp.	231 43	228 01	Prime Gascon	57545 13	57545 13
Armstrong	472	461	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	11021 80	11010 87
Ascania Mines	158		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Banco Popular Esp.	480	65	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
B.C. (Banco de Chile)	25480		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Can Pacific	80	80	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Chrysler Corp.	84	84	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
C.I.F.	9 80	10 30	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Comcast	750	750	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Comcast	157	157	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Dow Chemical	219	219	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Dow Chemical	515	512	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Genent	950		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Shaw Holdings Ltd.	80 50	80 50	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Shawcat Inc.	80 50	86	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Shawcat Inc.	123	121	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
GTE Corp.	150		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Hayward Inc.	450		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Johnson & Johnson	24 50	24 50	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Kubota	310	310	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Laborale	18	17	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Midland Ref.	68	68	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Marshall Mines	150		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Marshall Mines	582	576	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Midland Ref.	413	405	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Plaza Inc.	425	404	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Procter Gamble	383	383	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Shawcat Inc.	25 70		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Shawcat Inc.	258 20	258 20	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Shawcat Inc.	182 70	182 70	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Shawcat Inc.	340 80	243 30	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Shawcat Inc.	450	467	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
S&P Adolpheberg	58 20	55 50	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Tenneco Inc.	238		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Tenneco Inc.	68 50	68 50	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Tony Inc.	21		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Vitali Monogram	3000		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Wayne Inc.	1155	100	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
West Road Cons.	12 90		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Hors-cote											
Row Hydro Energy	251		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Row Hydro Energy	815		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
C.G.H. Capiton	210		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
C.G.H. Capiton	52	53	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
C. Ocoit. Fortemore	180		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Commodity B&B	576		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Cashier B&B	360		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Comcast	578		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Dow Chemical	367		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
AT Energy	1500		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Energy. Acum	65		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	69	68	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	70	75 80d	Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	448		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	297		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	235		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	226		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	235		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230		Alcan	108 10	108 10	Frank Corp.	28 27	28 27	Prime Gascon	1012 12	1012 12
Ench&S. S.A.	230										

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

La lutte contre le tabagisme

Interdiction de fumer dans les trains de la banlieue parisienne

Depuis le mardi 1^{er} janvier à 0 heure, il est interdit de fumer dans les trains de la banlieue parisienne. Les contrevenants sont passibles d'une amende forfaitaire de 200 francs, éventuellement alourdie de 120 francs de frais de procédure au cas où ils refuseraient de payer séance tenante.

Pourtant, les « agents » commerciaux de trains, autrement dit les contrôleurs, ne devraient pas immédiatement sanctionner les fumeurs inciviles qui ne respecteraient pas la nouvelle consigne. Il semble qu'ils aient reçu des consignes pour jouer, d'abord, la carte de la persuasion.

En chassant le tabac des trains de la banlieue parisienne, où l'affluence et le confinement peuvent rendre insupportable, la SNCF se conforme à la tendance internationale qui évince peu à peu la fumée des transports collectifs.

Rappelons que la RATP avait banni, en 1981, la cigarette des rames du RER où elle était encore autorisée. Air Inter a définitivement interdit de fumer dans ses avions en avril 1990.

Aux États-Unis comme au Canada, la réglementation se renforce chaque jour pour lutter contre le tabagisme dans les transports en commun, les bureaux et les restaurants.

Le 1^{er} janvier
Lancement
d'une radio
et d'une télévision
à Andorre

La principauté d'Andorre ne recevait plus que des radios et télévisions étrangères, après avoir hébergé des radios « périphériques » : Sud Radio, aujourd'hui installée en France, et Radio Andorre tombée en faillite en 1981. Cette lacune est maintenant comblée : la principauté pyrénéenne a lancé, mardi 1^{er} janvier, sa première station d'Etat, Radio Andorre, et sa première télévision nationale, TVA. Tous les programmes sont diffusés en langue catalane, langue de la principauté, « en Andorre, pour l'Andorre et sans idéologie », selon M. Manel Sansa, le responsable de l'ORTA, l'organisme de la radio-télévision andorrane.

Première radio d'Etat, Radio Andorre a diffusé l'hymne national le Grand Charlemagne dès les premières secondes de l'année 1991. Une dizaine de journalistes animeront des programmes sans publicité. TVA a démarré quelques heures plus tard avec une brève allocution du chef du gouvernement et du syndic général (le président du Parlement). Cette télévision hertzienne proposera quatre heures de programmes par jour. La publicité ne pourra pas dépasser 30 % du budget sans redevance.

Le voyage du président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

M. Vauzelle justifie son déplacement à Bagdad par l'espoir de « jouer un rôle exploratoire fort utile »

Avant de quitter Paris pour Bagdad, mercredi 2 janvier en début d'après-midi, M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a fait diffuser la déclaration suivante.

« Je souhaitais mon voyage en Irak le plus discret possible. Mais j'ai appris, ce matin, que mon départ avait été divulgué. Dans ces conditions, je crois préférable de définir moi-même le cadre de ma démarche. Je ne suis porteur d'aucun message, ni chargé par quiconque d'aucune mission, ni d'aucun mandat. Je n'en ai d'ailleurs nul besoin pour me rendre à Bagdad. Je suis parlementaire et libre de mes mouvements. »

« Pour des raisons évidentes, je n'aurais certainement pas effectué un tel déplacement à l'époque où des otages étaient retenus en Irak. Pas davantage, je ne me serais permis une telle initiative avant la fin de la période qui s'achève, où tout contact était interdit pour ne pas gêner la diplomatie américaine. A partir de maintenant il m'a paru, au contraire, de mon devoir, en tant que parlementaire français, de ne pas demeurer

inerte alors qu'il ne reste plus que quelques jours avant l'expiration de l'ultimatum décidé par le Conseil de sécurité des Nations unies.

« Si par malheur la guerre devenait inévitable, il ne faudrait pas que l'on puisse reprocher aux Français de n'avoir pas travaillé jusqu'au bout au service des chances de la paix. A la suite de mes récentes rencontres avec les dirigeants turcs, saoudiens, émiratis, syriens, iraniens et palestiniens, il est évident que je me refuse à parler avec les Irakiens. De plus, étant de longue date pour la constitution d'un espace euro-méditerranéen de sécurité et de coopération, j'ai assez de raisons pour effectuer cette visite à titre strictement personnel. »

« Les bouleversements que connaît la scène internationale offrent un champ considérable à une diplomatie parlementaire grâce à laquelle les représentants de la nation peuvent, sans gêner ou engager l'Etat, jouer un rôle exploratoire fort utile. Bien entendu, mon voyage n'aura d'intérêt, dans la conjoncture présente, que si les propos que je tiendrai aux dirigeants irakiens et ceux que je rapporterai aux responsables de la politique de la France ne sont connus que d'eux seuls. »

Série noire pour les chasseurs

L'année 1990 s'est mal terminée pour la chasse dans le Sud-Est : trois chasseurs tués dans la même journée. Le dimanche 30 décembre, près de Brignoles (Var), au cours d'une battue au sanglier, un homme de cinquante-quatre ans a été tué par un de ses compagnons de chasse.

Egalement dans le Var, un homme de trente et un ans a été tué au cours d'une chasse à la grive. Enfin, un chasseur s'est tué accidentellement à Besençon-de-

Peruis (Vaucluse) en rangeant son fusil dans sa voiture.

Cette série noire rappelle que la chasse en France entraîne encore la mort d'une trentaine de personnes par an. C'est moins qu'il y a dix ans, où l'on comptait en moyenne une centaine de victimes. On attribue cette baisse à la diminution du nombre des chasseurs, passé de plus de deux millions à 1 700 000 aujourd'hui, et à l'insécurité d'un examen pratique pour l'obtention du permis de chasser.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Adoption de résolutions

C'EST dur, la vie ! C'est vraiment la chienne. J'avais pourtant bien démarré l'année. J'avais pris plein de bonnes résolutions. Et pour commencer plus une goutte d'alcool. Ça, je me l'étais déjà promis le 31 décembre 1989, et puis bon... Mais là, croix de bois, croix de fer ! Vos bafouilles sont brenn et s'accumulent au fond de mon bocal depuis des semaines, vu que j'ai personne pour m'aider à les trier, je vais les repêcher et me rouler à vos pieds en vous demandant pardon de ma négligence et de ma paresse.

La succession du Monde, tant pis, je laisse tomber. J'arrête d'interroger dans les couloirs, je n'ouvre plus radio-moquette et je me démissionne des résultats de nos AG. Quant à mes chefs, puisqu'ils ont bien voulu m'offrir le collier, je dirai rien au lieu d'interrompre la lecture de mes billets à chaque paragraphe ils attendent la chute pour aller pêcher de rire.

La-dessus, ce matin, à peine débarquée au journal, après mes huit jours de congé, je croise un collègue consterné : t'es déjà rentrée ? C'est pas vrai ! On croyait que tu ferais le point jusqu'à Pâques. On a eu tellement de lettres de lecteurs se réjouis-

sant de ton absence qu'on a rédigé une réponse-type : Ayez pas peur, elle reviendra pas avant trois mois. D'ailleurs on envisage de pousser plus loin la modernisation de l'entreprise en remplaçant sa loge par un interphone. Tiens, puisque t'es là, voilà une pile d'enveloppes, t'as qu'à les distribuer toi-même aux copropriétaires.

Et puis quoi encore ? Ras-le-bol, de tout ce courrier ! Je le flanque dans mes poubelles et j'accroche un écriteau à ma lucarne : le concierge est dans l'escalier. J'y vais. Et sur qui je tombe ? Sur trois de mes partisans en train de comploter contre ma candidature, sans savoir, j'avais pas eu le temps de leur annoncer, que j'allais la retirer ! Furibardé, je commence à les engueuler : Bande de faux-dorches ! Ça m'apprendra à vous promettre tout un tas de trucs !

Alors eux : Parlons-en ! Ça va faire une semaine que t'arroses plus. T'espérais quand même pas que... Bon, ça va, j'ai compris. Je les ai emmenés à la cafétéria : Champagne ou whisky ? Allez, on trinque : A ma patronne, à votre future patronne ! Entre nous, comme c'est parti, va falloir que je pioche jusqu'au 1^{er} janvier 2010 !

■ M. Pasqua : « le gouvernement a fait fausse route en Corse ». — M. Charles Pasqua, ancien ministre RPR de l'intérieur, a déclaré, mercredi 2 janvier, à Toulon, près de Cannes (Alpes-Maritimes), que « le gouvernement a fait fausse route en Corse et devra en répondre ». Les événements de ces derniers jours démontrent, selon lui, « l'abaissement de l'Etat et le refus des responsabilités ». M. Pasqua a ajouté : « Le gouvernement a privilégié le dialogue avec une infime minorité au détriment de la majorité. Le premier devoir du gouvernement est d'assurer l'ordre public. Depuis trois ans, il n'est plus assuré. »

EXTREMITÉ
SOLDES ANNUELS
à tous nos rayons
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel : 43 29.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS
BENJAMIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde des LIVRES

L'ESSENTIEL

Débats

Algérie : « Des témoignages aux intégrations », par François Burgat ; Liban : « La francophonie menacée », par Louis Hage 2

ÉTRANGER

La tension dans les territoires occupés

Quatre nouveaux morts en Cisjordanie et à Gaza 3

Les mafias italiennes

Deux mille victimes pour l'année 1990 4

L'exode des Albanais

Plus de 3 500 Albanais se seraient réfugiés en Grèce en quelques jours 4

SOCIÉTÉ

Football :

Mort d'Henri Germain
Le président du stade de Reims de la grande époque 8

Une encyclopédie sociale

Le pape la publiera à l'occasion du centenaire anniversaire de « Rerum novarum » 8

Légion d'honneur

La promotion du 1^{er} janvier 9

ÉCONOMIE

La récession aux États-Unis

M. Bush calme le jeu 12

Sécurité sociale et télématique

Une expérience à Boulogne-sur-Mer 12

Pompistes et banquiers

Le conflit à propos de l'utilisation de la Carte bleue 13

ARTS • SPECTACLES

La sortie américaine du « Parrain 3 », un film de Francis Ford Coppola • Le retour de Julien Gréco à l'Olympie pages 17 à 24

Services

Abonnements 2
Carnet 11
Marchés financiers 14-15
Météorologie 10
Mots croisés 11
Radio-Télévision 10
Légion d'honneur 9
Annonces classées 11

La télématique du Monde : 3615 LEONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 janvier 1991 a été tiré à 369 572 exemplaires.

Mort de l'architecte italien Giovanni Michelucci

L'architecte italien Giovanni Michelucci est mort, lundi 31 décembre, à Fiesole, près de Florence, alors qu'il allait avoir cent ans dans deux jours.

Après un parcours déconcertant et malgré les aléas de sa « fortune critique », Giovanni Michelucci s'était véritablement imposé comme l'un des plus grands architectes italiens, et continuait de travailler malgré son grand âge. Entouré de ses collaborateurs, il préparait ainsi au cours des derniers mois les projets de rénovation de plusieurs quartiers de Florence.

Collé dans les dictionnaires d'architecture entre Michel-Ange et Mies Van der Rohe, Giovanni Michelucci, qui était né à Pistoia en 1891, parvint à trouver un langage qui dépassait les ruptures conventionnelles entre modernité et tradition, entre les impératifs successifs du goût, bon pour les uns, mauvais pour les autres.

Il avait su imposer la modernité en gagnant le concours pour la gare de Florence, à deux pas de la célèbre église Santa-Maria-Novella (1933-1936). Il avait su traverser le fascisme en participant à la construction de la cité universitaire de Rome (1932-1935). Il sut aussi, dans l'après-guerre, renouveler son vocabulaire pour l'église de Larderello, près de Pise (1959), et surtout pour l'église Saint-Jean-Baptiste, au bord de l'autoroute du Soleil, avec son long toit vert.

recourbé en forme de proue. Tous jours près de Florence. Car la Toscane restera son principal, sinon son unique client.

Fils d'un artisan en ferronnerie, Michelucci avait fait ses premières armes dans le style « liberty », créant, au cours des premières années de ce siècle, des meubles en fer dans l'atelier de famille. Après avoir suivi les cours de Ristoni, à l'Académie de Florence, il obtint en 1911 son diplôme d'architecte, avant d'enseigner le dessin à l'université de Pise. Sa première construction, une chapelle à Caporetto, lui fut inspirée par son expérience des années de guerre, sur le front autrichien. Michelucci s'affirmait alors comme l'un des chefs de file de l'école toscane d'architecture, à travers notamment la revue Nuova Casa, dont il fut le directeur. Il est professeur à la faculté d'architecture de Florence jusqu'en 1948, lorsqu'il démissionna à la suite de la polémique qui suivit le refus de son projet de restauration du quartier du Ponte-Vecchio, à Florence.

« Restituer une ville véritable »

C'est lors de l'inauguration de ce qui est généralement considéré comme son chef-d'œuvre, l'église Saint-Jean-Baptiste, qu'il résuma le mieux sa philosophie de l'architecture, une science qu'il voyait profondément liée à la nature et vouée « au service de l'homme ». « La nature ne suggère pas les formes

architecturales », disait-il, mais celles-ci doivent permettre à notre pensée de ne pas interrompre son chemin et de se nourrir de tout ce qui est dans le monde. »

Se référant volontiers à saint François d'Assise, dont il affirmait que la pauvreté était le « symbole de la totale liberté des formes », Michelucci consacra ses travaux, à partir des années 70, à l'étude des grands thèmes sociaux et à des projets pour réhabiliter des villes « souvent trop proches des structures carcérales ». « Seule la pauvreté pourrait nous restituer une ville vivable », aimait-il à répéter.

Florence venait d'envisager de rendre hommage à l'architecte à travers une exposition qui retraçait l'évolution de son œuvre et rassemblait des éléments de travail de quelques-uns de ses plus beaux projets. Michelucci venait d'achever le texte qu'il devait faire lire mercredi à l'inauguration de cette exposition. Mais les habitants du CCI du Centre Pompidou, à Paris, avaient déjà eu l'occasion de découvrir, en 1987, les étonnantes dessins de l'architecte.

FRÉDÉRIC EDELMANN

■ La sortie du film d'Andrzej Wajda Korczak est repoussée. — La sortie du film d'Andrzej Wajda Korczak, qui devait avoir lieu le mercredi 2 janvier, est repoussée jusqu'à une date qui n'est pas encore fixée, mais qui se situera avant la fin du mois, pour ne pas perdre le bénéfice des publicités et des articles déjà parus. Cette décision est liée au refus de l'aide à la distribution, et au désistement de l'UGC qui s'en est suivi. La date, encore près des fêtes, choisie pour la sortie de ce film en noir et blanc, pouvait paraître sujette à contestation : en effet, Korczak, projeté hors compétition au dernier Festival de Cannes (Le Monde daté 13-14 mai 1990), a provoqué malaise et polémiques. Le buse du scénario est l'histoire d'un personnage réel, un médecin qui a soigné les enfants du ghetto de Varsovie, et les a accompagnés jusqu'aux chambres à gaz de Treblinka où il est mort.

FAITS MAIN TAPIS PERSANS 50%
points noués, soldés à

REPARAK laine et soie 181 x 207 34.000 F = 16.000 F.
MAIN laine et soie 192 x 113 23.000 F = 11.500 F.
TERREK laine 209 x 145 19.000 F = 9.500 F.
KAMEDAN laine 197 x 127 5.000 F = 2.500 F.
KAMEDAN laine 158 x 96 4.000 F = 2.000 F.
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (6^e)

SCIENCE & VIE MICRO

SVM
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

MICRO-INFORMATIQUE LES PRIX D'EXCELLENCE

43 coups de cœur de l'équipe de SVM !
Tous sortis en 1990, ces matériels, périphériques et logiciels ont enthousiasmé les journalistes. Innovation, qualité/prix, puissance... SVM vous en parle avec passion.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- DÉCOUVERTE : initiation à Windows 3.
- COMPARATIF : les portatifs à moins de 10.000 F.
- ESSAI COMPLET : l'Atari TL.
- PRATIQUE : Manipuler de très gros documents avec Word.
- Maîtriser les graphiques avec Excel.

N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Jeudi 15.00

... Le Monde • Jeudi 3 janvier 1991 17

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



Al Pacino est Michael Corleone, le parrain n° 3, et Andy Garcia, Mancini, son neveu.

SORTIE AMÉRICAINE DU « PARRAIN 3 », UN FILM DE FRANCIS FORD COPPOLA

Ce noir appétit de tragédie

Ceux qui avaient su lire la trajectoire du dernier grand héros qu'avait dessiné Francis Ford Coppola à l'écran, Preston Tucker, ne seront pas vraiment étonnés du retour du réalisateur à la saga des *Parrain*. Qu'avait voulu dire le cinéaste en s'emparant de la vie d'un constructeur automobile oublié ? Que tant qu'un homme se contente de produire une image brillante de lui-même et du rêve à bon compte, il est possible qu'il suscite l'admiration. Qu'il tente d'agir concrètement, qu'il fasse donc acte de création, il sera voué aux gémonies, cet escalier infernal, et pourtant bien romain, qui, métaphoriquement, ressemble assez au cinéma de Coppola.

Or le metteur en scène, une nouvelle fois, était au bord de la faillite : financière – sa société avait été mise en règlement pendant le tournage du *Parrain 3* – et professionnelle – Coppola trop cher, trop long, trop tard,

disait-on volontiers dans les studios, où s'est perdu de longtemps le sens de la mesure artistique, sinon à l'aune du dollar. Des années de création dans ou hors les normes hollywoodiennes ne lui avaient valu que des échecs commerciaux, à l'exception de *Peggy Sue*. Message reçu.

Les studios, la critique et le public avaient aimé ses *Parrain*, qui lui avaient permis de soigner son image et d'imposer son talent, salué par une pluie d'oscars, dont celui du meilleur film pour chacune des deux œuvres – distinction sans précédent ; beaucoup voulaient croire encore en un troisième épisode ; Coppola a replongé. Mais le créateur est passé par là et, une nouvelle fois, a imposé ses exigences, son exigence, celle d'un cinéaste qui a su entretenir les quelques feux indispensables à la renaissance du cinéma américain qui, après l'âge d'or

et avant Coppola, avant Scorsese, avant Lucas, avant Spielberg, s'était décomposé.

Si la critique américaine est restée dubitative, le public a plébiscité *le Parrain 3* dès sa sortie, le jour de Noël. Francis Coppola n'en finit pas de se raconter dans ses films. La famille Corleone, du nom du « parrain » de fiction créé il y a vingt ans par Mario Puzo, est, par bien des côtés, la sienne, en quête perpétuelle de légitimité. Il continue d'en raconter les heurs avec ce don de la provocation, ce sens du drame, ce noir appétit de tragédie que l'on avait passionnément aimés à la vision du *Parrain 2*. Ce qui émeut le plus aujourd'hui, peut-être, est que la solitude de Michael Corleone/Al Pacino, à la fin de ce troisième épisode, est la sienne, malgré tout. (Lire pages 18 et 19 l'article d'Henri Béhar.)

OLIVIER SCHMITT

BROADWAY

42ND STREET

AU CHATELET

DERNIERE LE 20 JANVIER

40 28 28 40

BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE

MAIRIE DE PARIS

CINÉMA

SORTIE AMÉRICAINE DU « PARRAIN 3 », NOUVEL ÉPISODE DE LA SAGA

La famille au prix du sang,

La sortie américaine du *Parrain 3*, le 25 décembre dernier, a relevé de la corrida. Le taureau Coppola sera-t-il abattu ou survivra-t-il au triumvirat des matadors que constituent le public, la critique et le studio ? Un film aussi mythique (et aussi cher) peut-il être écrit, tourné, monté et diffusé en moins de dix-huit mois ? Avec le *Parrain 3*, Coppola jouait son va-tout. Malgré une critique mitigée, le film a pulvérisé tous les septicismes : 33 millions de francs de recette le jour de Noël, nouveau record dans l'histoire du cinéma. « J'ai toujours tenu le *Parrain* pour un « home movie », dit le cinéaste, l'histoire d'une famille italo-américaine qui, bien qu'il s'agisse de gangsters, ressemble à la mienne. » Il est vrai que, à de nombreux moments, la saga des Corleone rejoint celle des Coppola.

DANS une industrie du cinéma qui satisfait son appétit d'argent en multipliant les « suites », le *Parrain 2* a fait figure d'exception. Remportant en 1974, comme le premier épisode, l'oscar du meilleur film — et cinq autres distinctions lors de la même cérémonie — les deux *Parrain* (que l'on surnomme couramment *P1* et *P2* dans la profession) sont tenus aujourd'hui encore pour l'apogée de la carrière tourmentée de Francis Ford Coppola. Seize ans plus tard, la Paramount et le metteur en scène ont décidé de remettre ça : voici sur les écrans américains, trois mois avant la sortie française le 27 mars prochain, le *Parrain 3* ou *P3*, résurrection du plus grand et plus bel empire de fiction qu'ait jamais imaginé l'Amérique.

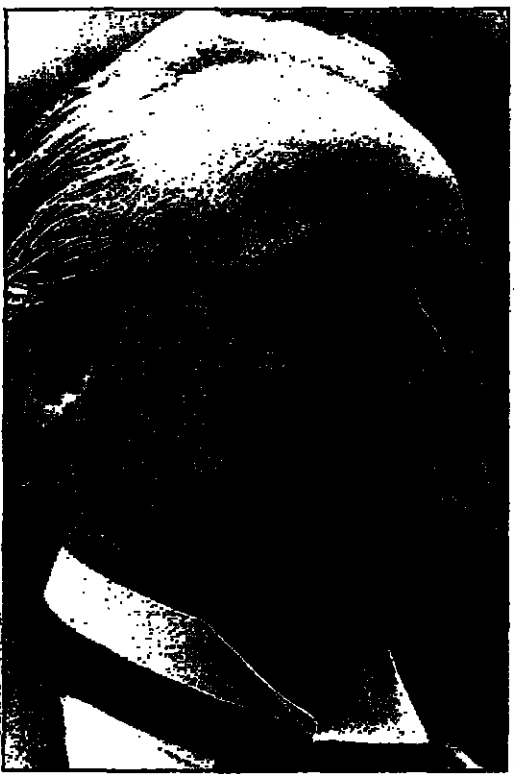
Avec les Kennedy, les Corleone sont en effet les seuls monarches que se reconnaissent les Américains. Coppola confirme : « Le *Parrain 3* est l'histoire d'une famille royale américaine qui tente d'accéder à la légitimité. » Les thèmes des deux premiers films demeurent. Après la description violente d'un empire, la Mafia, déchiré par les révolutions de palais et les épisodes sanglants (*P1*), après la confrontation entre deux époques, deux caractères, un père et son fils, la naissance d'une puissante organisation et sa consolidation au prix du sang (*P2*), *P3*, sur fond d'aspiration à la rédemption, continue d'enquêter sur le poids des valeurs traditionnelles héritées de l'Europe méditerranéenne, le pouvoir, la vengeance, les rapports filiaux (ceux qui ont manqué les épisodes précédents liront l'encadré ci-dessous).

La plupart des acteurs, et donc des personnages, sont de retour : Al Pacino (Michael Corleone), Talia Shire (sa sœur Connie), Diane Keaton (Kay, son ex-femme). Estimant son cachet beaucoup trop insuffisant, Robert Duvall n'est plus le conseiller Hagen et il est évoqué seulement par son père de fils, rôle interprété par John Savage. Une place est faite aux nouveaux venus : Andy Garcia (Vincent Mancini, fils illégitime de Sonny, frère de Mike exécuté lors de *P1*) et Sofia Coppola (Mary, la



▲ Le *Parrain 1* : Al Pacino incarne Mike, futur chef de la « famille ».

Marlon Brando, le patriarche, Don Vito Corleone.



Le *Parrain 2* : Robert de Niro

Si vous avez manqué le début

Le *Parrain 1* :

Don Vito Corleone (Marlon Brando) est le chef de l'une des cinq familles de la Mafia new-yorkaise. Il a trois fils : Sonny (James Caan), Freddy (John Cazale) et Michael, dit Mike (Al Pacino), qui n'a jamais pris jusqu'alors aucune part aux activités du clan. Il revient de son service militaire au bras d'une jeune femme, Kay Adams (Diane Keaton). Tous sont rassemblés pour le mariage de la cadette, Connie (Talia Shire) avec Carlo Rizzi (Gianni Russo), mafioso lui aussi. Pour l'occasion, Corleone reçoit ses affidés, en compagnie de son homme lige, Tom Hagen (Robert Duvall).

Plus tard, tous les dirigeants des familles pressent Corleone de prendre part au trafic lucratif de la drogue, ce qu'il refuse. Sonny prend alors violemment parti contre son père tandis que Salvo (Al Lettieri), le chef de l'une des familles, tente de faire assassiner Corleone. Celui-ci survit aux blessures de cinq balles.

A l'hôpital, il reçoit la visite de Mike. Celui-ci découvre qu'un nouveau complot a été mis en place pour tuer son père. Il se débarrasse des conjurés et se réfugie en Sicile. Aux États-Unis, Sonny est à son tour trahi par Rizzi et assassiné. Mike revient bientôt à New-York, épouse Kay et succède à son père. A l'occasion du baptême de son neveu, il fait supprimer ses ennemis et les familles lui font allégeance.

Le *Parrain 2* :

1901. Afin d'échapper à la vindicte d'un parrain de la Mafia sicilienne, un jeune garçon de neuf ans est envoyé à New-York où il est enregistré sous le nom de Vito Corleone (Robert de Niro, Brando ayant été refusé par la Paramount). Il grandit dans le quartier de la Petite-Italie, se débarrasse du chef des racketteurs, se lance dans l'import-export et met en place un système de « protection » de ses voisins.

1958. A Lake-Tahoe, Mike Corleone, nouveau parrain, donne une fête pour la communion de son fils Anthony. Il échappe de justesse à une fusillade, commanditée par son frère Freddy (John Cazale) et Hyman Roth (Lee Strasberg), ami du dictateur cubain Batista. C'est le prélude à une longue suite d'ennuis professionnels et familiaux. Dénoncé par ses ennemis, dont Frankie Pentangeli (Michael V. Gazzo), Mike doit répondre de ses actes devant une commission du Sénat. Sa femme Kay, épuisée par les scandales, se fait avorter et menace de le quitter.

Peu après le décès de Mamma Corleone (Morgane King), constatant que toute réconciliation est impossible, Mike chasse son épouse, pousse Frankie au suicide, fait éliminer son frère Freddy et Hyman Roth... Il se reconstruit seul, une nouvelle fois.

filie de Michael et Kay), choix qui a fait de *P3* le casting le plus discuté de l'année.

Comme *P1* (mariage) et *P2* (communion), rite religieux de passage obligatoire pour le personnage principal (et figure imposée pour Coppola), *P3* s'ouvre sur une cérémonie, une sorte de couronnement : s'étant défilé de ses activités illégales et ayant cédé à la philanthropie, Michael Corleone est décoré par un représentant du pape. Le *Parrain* rencontre le Saint-Père, en quelque sorte.

« J'ai toujours été fasciné par les effets de la fortune et du pouvoir », dit Coppola. Les Corleone recherchent la légitimité : pour un catholique, quoi de plus légitimant que le Vatican ? C'est aussi un Etat à part entière qui déplace des masses de fonds à travers le monde. Le contrepoint ironique est immédiat : Michael Corleone n'est pas plus tôt béni que la Banque du Vatican frôle la faillite. Un « don » de Don Michael (en échange d'un intéressement dans les affaires immobilières de l'Eglise) la tirera d'affaire. Mais les rivaux des Corleone lancent contre lui une attaque concertée, le pape meurt, les banquiers du Vatican s'avèrent encore plus corrompus que les gangsters. « Plus je monte dans la hiérarchie, plus ils sont triés », dit Michael dans *P3*.

Les premiers spectateurs italiens de *P3* se disent troublés par la description faite des liens financiers entre la Mafia et le Vatican, et, surtout, choqués que ces liens soient d'une ampleur telle qu'il serait nécessaire d'assassiner le pape (il s'agit de Jean-Paul I^{er}, pape pour vingt-six jours). Toutefois, en elle-même, l'idée est dramaturgiquement forte et permet, dans *P3*, ce cri de Michael

Corleone : « Chaque fois que je veux m'en sortir, ils me forcent à y renoncer. » Ce pourrait être aussi le cri du cœur d'un Coppola face à la Paramount, aux *Parrains*, et à ses légendaires emus financiers.

Coppola, quel que soit son désir, ne semble pas pouvoir échapper aux *Parrains*, source de fierté et de malaise : aucun de ses films « personnels » — de *Rain People* à *Rumble Fish* en passant par *la Conversation* — n'a connu le succès de la saga des Corleone qu'il tient, un peu péjorativement, pour des « films de studio ». Ce qu'ils ont toujours été, comme le rappellent Michael Pye et Lynda Myles dans leur livre *The Movie Brats* (Les Enfants terribles du cinéma américain, 272 pages, éditions de l'Age d'homme).

Au début des années 70, Frank Yablans, président en charge de la production à la Paramount, envisageait un « film-événement » par an. But de l'opération : trouver un grand sujet qui allie l'émotion, la trahison, la romance et l'action, envelopper le tout dans une structure narrative satisfaisante, limiter le budget de production (à 6 millions de dollars) mais lancer une grande campagne promotionnelle et en profiter pour augmenter le prix des places. Pour *P1*, le prix des places passait de 3 à 4 dollars.

Bien qu'elle renâcle à l'idée d'un film sur la Mafia (à l'époque, la « Famille » ne se vend pas), sur la foi des cent premières pages, la Paramount cofinance (pour 30 000 dollars) l'écriture du roman par Mario Puzo. Le livre est un best-seller, la Paramount sourit. Mais afin d'éviter le piège financier du « film à costumes », la première mouture du scénario situe l'action dans le Saint-Louis des années 70.

ES CORLEONE IMAGINÉE PAR MARIO PUZO ET FILMÉE PAR COPPOLA

Le prix du l'amour et des larmes



bientôt le «cycle Coppola» : il dépense trop, il fait n'importe quoi, il est trop lent, il loupe ses dates de sortie. Le début du tournage de *P1* dans les rues de New-York est chaotique. Coppola multiplie les prises et le chef-opérateur, Gordon Willis, menace de démissionner. Le studio envisage de remplacer Coppola par Elia Kazan et impose des restrictions budgétaires. L'audition de Brando pour le rôle de Vito Corleone appartient désormais au folklore d'Hollywood. Mais la méfiance du studio s'est étendue aussi à Pacino, James Caan, Talia Shire.

Le film terminé coûtera un million de dollars de plus que son budget initial. Le montage prendra aussi plus de temps que prévu. *P1* rate effectivement sa sortie de Noël – et les rumeurs fusent : la Paramount a accouché d'une souris, Brando est inaudible, le film insupportable, Coppola irresponsable. Dès sa sortie, *P1* est un triomphe : 1 million de dollars de recettes et 350 000 spectateurs chaque jour. Coppola est «hot» à nouveau. Le 22 juin 1972, il signe un contrat fort avantageux pour le *Parrain 2*.

Dans l'esprit de Coppola, *P2* doit rectifier le tir de *P1*, détruire cette aura romantique dont on l'accuse d'avoir paré les Corleone. Dans *P2*, écrivent Michael Pye et Lynda Myles, Coppola tente un diagnostic de ce que Kay Corleone appelle « cette chose sicilienne » qui dure « depuis deux mille ans ». Il tente d'isoler un virus et d'en montrer la progression. Ainsi, le jeune Vito qui échappe à l'homme qui a décimé sa famille et se voit aux portes d'Ellis Island surnommé Corleone (du nom de son village natal) est aussi porteur de maladie conta-

par Mario Puzo, qui ne tient pas à voir dénaturation son œuvre et ses personnages.

Jusqu'à la dernière tentative de Frank Mancuso, nouveau patron de la Paramount. Le studio, dit-il à Coppola, est prêt à envisager le troisième film « à votre manière ». Le personnage central doit être Michael Corleone, répond Coppola, « c'est là que se situe la tragédie ». Il est certain aussi que la proposition financière de la Paramount est alléchante : carte blanche, 3 millions de dollars pour la réalisation, 1 million pour écrire le scénario, 15 % des recettes brutes. Une bonne façon, espère Coppola, de financer son *Metropolis* inspiré par la conjuration de Catilina, où il fera le parallèle entre l'ancienne Rome de Cicéron et la politique de la ville de New-York aujourd'hui.

Au printemps de 1989, Mario Puzo et Francis Coppola s'enferment à Reno (Nevada) pour écrire le scénario. Le studio ayant fixé la sortie du *Parrain 3* à la fin de novembre 1990, ils abattent la tâche en six semaines quand il aurait fallu six mois – ce qui entraînera de coûteuses révisions pendant le tournage.

Avec *P3*, Coppola a plus à gagner qu'à perdre que quiconque. Il est toujours et encore considéré comme un outsider. Il est au bord de la ruine – sa société sera mise en redressement judiciaire au moment du tournage. *Apocalypse Now* a mis quinze ans à récupérer sa mise. *Coup de cœur*, *Rumble Fish*, *les Jardins de Pierre*, *Tucker* sont des échecs cuisants. Son seul succès commercial dans les années 80 est *Peggy Sue*, film de studio. Le troisième *Parrain* constitue le test ultime tant de

ses qualités artistiques que de son jugement financier. Il a beau expliquer que, sur la vingtaine de films qu'il a réalisés, seize ont été tournés dans les délais et dans les budgets, que les productions «ruineuses» ont été financées par lui seul, son image négative est trop forte.

Pourtant, le premier tour de manivelle de *P3* est donné le 27 novembre 1989 à Cinecittà. Plus qu'un tournage, c'est un compte à rebours. La Paramount, qui tient la date de sortie pour immuable, a prévu une distribution massue : 1 800 salles le même jour. Le type même de situation qui fait grimper les budgets, lorsque – commençons par la fin – on doit engager une armée de monteurs qui travailleront vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans des délais très courts. Le budget passe de 44 à 54 millions de dollars, montant relativement raisonnable quand on doit déplacer toute une équipe entre Rome, la Sicile et New-York et quand le seul poste «salaires» dépasse 20 millions – 5 pour Pacino, 5 pour Coppola, 2 pour Keaton, etc.

Fin décembre 1989, l'actrice Winona Ryder (*Beetle-juice*), qui doit incarner Mary, tombe malade le jour de sa première scène. Elle est rapatriée aux États-Unis. Panique. On songe un instant à Madonna (qui avait failli être choisie quand De Niro devait interpréter Vincent), on pense à Julia Roberts, on parle de Laura San Giacomo (*Sexe, mensonge et vidéo*).

A la surprise – sinon l'horreur générale – Coppola choisit sa propre fille Sofia, venue à Rome passer des vacances de Noël en famille. Agée de dix-huit ans, Sofia n'a aucune expérience de la comédie (elle a seulement co-écrit avec son père un épisode de *New York Stories*). La Paramount s'affole : Andy Garcia est un jeune premier sexy et une star qui monte, il lui faut une partenaire «hot». Même le clan Coppola est contre, Eleanor en tête, estimant qu'il serait inutile d'exposer leur enfant au feu de la critique. Coppola tient bon : plus évidemment encore que les deux premiers, *P3* traite moins de violence, de vengeance, de crime, de capitalisme, de l'Amérique que de rapports semi-incestueux. «*La seule richesse au monde, c'est les enfants*», dit la première réplique de *P3*. «J'ai toujours tenu le *Parrain* pour un «home movie», insiste Coppola, une famille italo-américaine qui, bien qu'il s'agisse de gangsters, ressemble à la mienne. » D'une certaine façon, le choix de Sofia (c'est en pensant à elle qu'il a écrit le rôle) renforce le côté «home movie» du triptyque du *Parrain*. Sofia n'était-elle l'enfant que l'on baptisait à la fin du premier *Parrain*? Engager sa propre fille permet aussi de ne pas suspendre la production pendant trois semaines.

Le film sortira cependant avec un mois de retard – mais à temps pour les Oscars – et la Paramount soutient que Coppola-le-dispendieux s'est montré parfaitement responsable de son budget.

Le clan Coppola ne se trompait pas : la performance de Sofia a été férocement accueillie par la critique américaine, presque autant que celle de Talia Shire, «une sorte de *Cassandre à mi-chemin entre Lady Macbeth et Lucrèce Borgia*». Si, pour certains, la répétition des formules narratives entre les trois films frise le tic nerveux, les autres estiment le plus souvent que *P3* est à la mesure de ses devanciers. Le film abonde en morceaux de bravoure : la récréation de la procession de San Gennaro sur Elizabeth Street, la rencontre au sommet des parrains à Atlantic-City et surtout la dernière demi-heure du film qui alterne entre une représentation de *Cavalleria Rusticana* et une orgie baroque de sang, de violence et de meurtre. Unanimité autour de l'interprétation d'Al Pacino et le *Parrain 3* devrait faire d'Andy Garcia une star de première grandeur (ce que fit *P1* pour Pacino et *P2* pour De Niro). La Paramount se frotte déjà les mains : elle voit en Andy Garcia le héros du *Parrain 4*.

HENRI BÉHAR



Le *Parrain 3* Talia Shire est Connie (ci-dessus). Al Pacino, seize ans plus tard, en digne héritier de Don Vito Corleone.

◀ 1974 : Francis Ford Coppola reçoit l'Oscar du meilleur film à Hollywood.

Premier engagé, le producteur Al Ruddy soutient que le glissement d'époque serait nuisible au projet ; il suggère de resituer le film dans les années 40, et même campagne pour en accroître le budget. La protestation des milieux italo-américains contre le livre de Mario Puzo pour «l'équation abusive qu'il établit entre Italien et Mafia» fait grimper au plus haut les chiffres de vente. La Paramount débloque le budget.

Il reste à trouver un réalisateur. Une douzaine de noms est envisagée dont Franklin Schaffner (*Patton*), Peter Yates (*Bullitt*) et Costa-Gavras. Al Ruddy suggère le nom de Coppola. Cela tombe à pic. Celui-ci est accablé par les dettes de son studio, American Zoetrope, qu'il a créé en 1969 avec George Lucas. Il vient de produire *THX 1138* que la Warner déteste et refuse de diffuser. Il a mis en chantier *Apocalypse Now* et *American Graffiti* qui n'ont pas encore trouvé preneur. Tempérant son esprit d'indépendance, le cinéaste iconoclaste est prêt à accepter un projet de studio.

LE FILM PRÉFÉRÉ DE FIDEL CASTRO

Habile manœuvrier, Coppola déclare que «son» *Parrain* sera avant tout «la chronique d'une famille» et obtient le job. Dans ses entretiens, il ne manque jamais de souligner que Michael Corleone, héros devenu gangster, puis homme de pouvoir, représente l'Amérique. «*La Mafia*, dit-il, n'est pas très différente de toute autre grande corporation où le gain et l'acharnement au profit. » Cette condamnation du capitalisme fait du *Parrain* l'un des films préférés de Fidel Castro.

Mais *P1* installera le mythe de ce qu'on appellera



général (la petite vérole). Cet enfant qui porte en lui le germe de la vendetta deviendra le Brando de *P1*.

Dès la sortie de *P2*, la Paramount réclame une suite. Coppola est réticent, le studio revient plusieurs fois à la charge, ce qui ne l'empêche pas, à chaque refus de Coppola, d'offrir le projet à Sylvester Stallone (pour lui et John Travolta), à Andrei Konchalovski, et même à Eddie Murphy. La poussière s'accumule sur les dizaines de scénarios que commande la Paramount et qui mêlent les Corleone à des complots montés par la CIA, aux cartels colombiens de la drogue, à l'assassinat de Kennedy. Coppola les rejette tous, soutenu en cela

LE REGARD LITTÉRAIRE

PIERRE MERTENS

L'agent double

Sur Dumas, Gabor, Zola, etc.

On n'écrit que pour être hanté par son propre fantôme

EDITIONS COMPLEXE

FONDATION L'ARCHE DE LA FRATERNITÉ

France des libertés

France des étrangers

DU 11 SEPTEMBRE 1990

AU 31 MARS 1991

LE TOIT DE LA GRANDE ARCHE

TOUS LES JOURS DE 9H À 17H

RER LIGNE A STATION LA DEFENSE

TELEPHONE : (1) 49.07.26.26

Journal

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

L'Aide-mémoire

de Jean-Claude Carrière, mise en scène de Christine Aron, avec Ours Carrière et Yves Jouffroy.

Elle arrive chez lui : elle est à la fois séduisante, collante, capricieuse, irascible. Il ne résistera pas, elle non plus. Théâtre de Neuf, 8, rue de Neuf, 8. A partir du 2 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-34-61-04. 70 F et 100 F.

Alice ou De l'autre côté du miroir

d'après Lewis Carroll, mise en scène de Laurent Carbonnet, avec Cécile Falzine, Nicky Brethes, Loïc Savina et Olivier Schneider.

L'incapable séduction de l'éternelle Alice. Amphithéâtre Pablo-Picasso, 10, rue Louis-Pérou, 92000 Le Plessis-Robinson. A partir du 2 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-30-45-23. 40 F et 60 F.

Casimir et Caroline

de Odén von Horvath, avec Isabelle Caubère, Anne Cunéo, Anne-Marie Delbart, Stéphane Delbart, Georges Gré, François Ha Van, Nathalie Jotin, Anne Martini, Jacques Michel et Jacques Peller.

Au temps de la grande dépression allemande, une histoire d'amour impossible, dans les flonflons de la fête. Une pièce qui raconte le monde, un spectacle à pour donner des souvenirs. Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. A partir du 8 janvier. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-50-18-68. 30 F et 110 F.

Le Cercle de craie caucasien

de Bertolt Brecht, mise en scène d'Alain Behar, avec Romain Barillet, Paul Borne, Philippe de Brugada, Remy Carpentier, Frédéric Dier, Christian Enay, Emmanuelle Gaborit, Florence Himmaburg, Virginie Lazard et François Machery.

Fable ironique et satirique sur cette question apparemment simple, mais sur laquelle depuis toujours, et particulièrement aujourd'hui, les hommes se déchirent, pour laquelle ils s'inventent des guerres saintes : la terre appartient-elle à celui qui y est né ou à celui qui la fait fructifier ?

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Garibaldi, 20. A partir du 8 janvier. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 45. 30 F et 110 F.

La Chute de l'ange rebelle

de Roland Fichet, mise en scène de Claude Stankov, avec Valérie Deville.

Les autres le prennent pour un ange, et lui pense qu'il est humain. Il n'est pas encore né, déjà il a tué, à moins qu'il soit mort. L'histoire se passe dans le monde de la fantasia persane.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6. A partir du 8 janvier. Du mardi au dimanche à 18 heures et 21 heures. Tél. : 43-25-70-32. 45 F et 65 F.

L'Echelle des vertus

de Victor Siffert, mise en scène de Dominique Dauba, avec Jérôme Compagnon, Corinne Bernard et voix off Talla Chalton.

Dans la solitude des cœurs, les sentiments s'exacerbent jusqu'à la folie, jusqu'à la cruauté, jusqu'à la déraison. Théâtre du Tambour royal, 92-94 rue du Faubourg-du-Temple, 11. A partir du 2 jan-

vier. Du mardi au samedi à 21 h 15. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-05-72-34. Durée : 1 h 30. 60 F et 80 F.

L'Ecole des maris

de Molière, mise en scène de Vincent Taverrier, avec Pierre-Guy Chazeau, Marc Segala, Claudia Botz, Nicolas Cambois et Jean-Luc Gasquière.

Le pendant de l'Ecole des femmes. Moins souvent joué, et moins subtil. Mais avec de succulents passages. Cité internationale universitaire, 81, bd Jourdan, 14. A partir du 8 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 45-88-38-69. De 40 F à 100 F.

La Femme sans nom

d'Inès Cagnati, mise en scène de Françoise Biaz, avec Françoise Biaz.

Monologue tiré d'un livre d'Inès Cagnati qui a eu le prix de l'Académie française. La littérature romanesque nourrit le théâtre.

Arcane, 168, rue Saint-Maur, 11. A partir du 7 janvier. Les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 43-38-18-70. 60 F et 80 F.

Les Hommes de neige, trilogie allemande

mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Cyril Rothel, Yann-Yves Collin, Catherine Fourty, Isabelle Gozard, Flora Lafont des Noëttes, Eric Lott, Gilbert Maccartney, Alexandre Schick, Agnès Sourdis et Nadia Vonderheyden.

Trois pièces pour dire la violence et le rite de la violence, de la violence au théâtre. Trois pièces qui vont d'une unité de siècle à l'autre, par un metteur en scène berrichon talentueux et qui ne manque pas d'audace. Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 8 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 80 F et 110 F.

Jeanne et les juges

de Thierry Maunier, mise en scène de Marie-Claude Tessier, avec Sabine Paturel, Hervé Bellon, Alain Robert, Chantal Robin, Olivier Baer, Fred Descomps, Lara Rogeon, Jean-Paul Richépin, Jean-Paul Legallier et Michel Robin.

Après son succès au Théâtre Montancier de Versailles, ce deuxième volet (après *Antigone*) des grands procès politiques de l'histoire, vus par Thierry Maunier, vient à Paris. Jeanne d'Arc est un personnage populaire qui fait tous les patriotes.

Edouard-VII Sacha Guitry, 10, place Edouard-VII, 9. A partir du 5 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-42-59-32. De 60 F à 180 F.

Le Long Retour

d'Engene O'Neill, mise en scène d'Yvan Garsuel, avec Dominique Economides, Yvan Garsuel, Chantal Dupuy, Thomas Erik et Henri Delorme.

Quatre pièces en un acte d'Engene O'Neill tirées de son « théâtre de la mer ». « Celui dont la récompense est un espoir déçagé est celui qui se rapproche le plus des étoiles », écrivait-il. Bateau-Théâtre (face au 3, qui Malacou), passerelle des Arts, 9. A partir du 8 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-51-84-53. De 75 F à 120 F.

Lucrèce : la nature des choses

mise en scène de Jean Jourdhauil et



MARC ENGLERAND

Jean-François Peyrot, avec Françoise Degorgues, Lila Greene, Philippe Harsant, Benoît Régent, Jojo Silva Melo, André Wilms, Mohamed Achoui et Boucif Benmehadj.

Voir la photo légendée ci-dessus.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 8 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45. 90 F et 120 F.

Monsieur l'ambassadeur revient du Japon

d'après des textes de Claude Yassin, mise en scène de Mariane Sainte-Marie Perin, avec Philippe Jacquet.

Claudel est redevenu à la mode. Ce qui amène à porter ses regards sur les textes dramatiques, et des extraits de son abondante correspondance. C'est plus facile et moins coûteux que de chercher parmi ses pièces. Centre Mandapa, 6, rue Wurtz, 13. A partir du 7 janvier. Les lundi et mardi à 21 heures. Tél. : 45-89-01-60. 60 F et 80 F.

L'Ours blanche

de Daniel Bernhardt, mise en scène de Claude Yassin, avec Florence Garguet, Laurent Gréville et Fabienne Monseigneur-Braz.

Une comédie riche, son amant pauvre, une jeune juive en fuite se retrouvent sur le même bateau, partant vers le Nouveau Monde, au début du siècle. Leur histoire se raconte par saccades, comme une suite de flashs sur des comédiens merveilleux.

Paris-Ville, 211, av. Jean-Jaurès, 19. A partir du 4 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 45. De 60 F à 120 F.

Le Seuil du roi

de William Butler Yeats, mise en scène de Jean Botary, avec Elizabeth Lamas, Claude Thervin, Jean Botary, Brigitte Barmel, Nathalie Bédou, Stéfanie King, Laurent d'Oca, Patrick Palmiero et Thierry Pilon.

Le poète face au pouvoir. Lut-tant contre le matérialisme, les idéologies étroites, l'agressivité et la guerre. Le poète

Le tandem Jean Jourdhauil-Jean-François Peyrot, metteurs en scène associés de la maison de la culture de Bobigny, avait créé la *Nature des choses*, de Lucrèce, au printemps de cette année avec un succès qui lui vaut d'être repris aujourd'hui. Jamais on avait entendu comme cela ces 7408 vers qui font un sommet de la littérature classique et d'éloge de la physique atomique inventée par Epicure. Les comédiens, André Wilms, Jorge Silva Melo, Benoît Régent en tête, sont dans la salle. Le public, ravi, sur la scène.

« cet insensé sublime », disait Paul Valéry, qui mourut pour la poésie. Yeats est irlandais, et l'Irlande est toute entière dans son œuvre.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14. A partir du 2 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-88-38-69. De 40 F à 100 F.

Le Clowns de Leningrad

avec Liouda.

Parodié, mimé par cette troupe soviétique, la vie bouillonne d'émotion et de burlesque. Une fête. Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Macour, 12. Le samedi à 15 h 30 et 19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

Love Letters

de A.-R. Gurney, mise en scène de Lars Schmidt, avec Anouk Aimée et Bruno Cremer.

Anouk Aimée et Bruno Cremer sont deux merveilleux enfants terribles. On attend patiemment parce qu'ils ont vécu ensemble sans s'apercevoir que tous leurs mots, toutes leurs lettres étaient tissés d'amour. Et maintenant, il est trop tard.

Marigny (Petit), caré Marigny, 8, rue de Valenciennes, vendredi et samedi à 21 heures, le samedi à 18 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-25-20-74. Durée : 1 h 30. De 20 F à 220 F.

Le Voyage de Mozart à Prague

d'après Miroslav, mise en scène de Nicolas Bataillon.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 30. De 100 F à 140 F.

Une femme

d'Annie Ernaux, mise en scène de Micheline Uzan, avec Micheline Uzan.

Monologue d'une femme qui se souvient de sa mère, récemment décédée. Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 9. A partir du 8 janvier. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. 65 F et 90 F.

SÉLECTION PARIS

42nd Street

d'après le roman de Bradford Ropes.

Mise en scène de George Martin, avec Patrick Watzel, Dean Crocker, William Gilinsky, Karen Francick, Elizabeth French, Art Ostrin, Oliver Woodall, Catherine Wyder, Neva Leigh Edington et Amlee Turner.

Claquettes, danses et chansons enlevées par des choristes survolés, costumes et décors kitsch : Broadway continue de faire les beaux jours du Châtelet.

Châtelet-Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, 1. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 42-28-28-40. De 180 F à 335 F.

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Marc Billour, Jérôme Deschamps, Philippe Duquenne, Françoise Morel et Philippe Roubaud.

Sur un chœur pétaradant, un *hex ag* du monde brocol, bouffon et acrobate de Jérôme Deschamps. Quand les frères Zénith se mettent au turbin, il est très difficile de leur résister.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 30. De 100 F à 140 F.

Agamemnon, d'Eschyle

Mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Abkarian, Silvia Ballei, Karen Francick, Elizabeth French, Art Ostrin, Oliver Woodall, Catherine Wyder, Neva Leigh Edington et Amlee Turner.

Restitués dans une forme simple, austère, les mots d'Eschyle et d'Eschyle vont droit au cœur. Le travail d'Ariane Mnouchkine sur la tragédie grecque est bien plus qu'un retour aux sources, c'est l'intelligence même du théâtre. On attend d'ailleurs avec impatience, les deux dernières parties de l'*Oresteie*, pour voir ce spectacle dans son intégralité et, sans aucun doute, sa splendeur.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Macour, 12. Le samedi à 15 h 30 et 19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

Le Vrai Classique du vide parfait

de Liu Tsou, mise en scène de Dominique Cahech, avec Emmanuelle Maysignac, Aloïse Nizier et Cong Shan.

L'un des plus beaux textes de la Chine ancienne pour la première fois sur une scène française. Un instant de poésie précieuse habilement agencé par Dominique Quehec et dit par trois acteurs dont une idole du cinéma chinois au talent évident.

Théâtre Renaud-Sarraute, av. Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-25-20-74. De 80 F à 220 F.

Zone libre

de Jean-Claude Grumberg, mise en scène de Maurice Béthoux, avec Raphaëlle Goupillon, Aloïse Nizier, Ralf Hoffmann, Monique Mélinand.

Le théâtre ANTOINE annonce que les 2 DERNIÈRES représentations de « UNE JOURNÉE CHEZ MA MÈRE » avec CHARLOTTE DE TURCKHEIM auront lieu le samedi 5 janvier à 17 h 30 et 21 heures. Location 42-08-77-71.

Geneviève Melch, Brigitte Wouder, Jérôme Nicolini, Benjamin Rataud, Jean-Paul Roussillon et Georges Tillat.

Souvenirs d'enfance, souvenirs des temps de pour, servis par des comédiens épatants, et une mise en scène rondement menée.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 10. 130 F.

RÉGIONS

Lille

Courage (4 fois), ça presse

de Dominique Sarrazin, mise en scène de l'auteur, avec Marie Botol, Annick Gernaz, Fernand Kint, Liliane Lachon, Hugues Martel, Philippe Peltier, Violaine Pillot, Frédéric Porty, Dominique Sarrazin et Eva Vallejo.

En allemand, quatre pièces sur le bonheur : le *Sens de la vie* (savoir aimer, aimer savoir). *Dimanche prochain* (recommencer à vivre, toujours). *La Méridienne de Montaigne* (faire quelque chose de simple dans un monde compliqué). *Les Oracles* (boum sur la bicyclette).

Théâtre Roger-Salengro, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Le mardi à 19 heures. Tél. : 20-40-10-20. 80 F et 100 F.

Villeurbanne

Les Fourberies de Scapin

de Molière, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Eric Emmanouil, Philippe Uchan, Daniel Autuau, Laurence Cortadellas, Jean-Paul Féré, Marie-Germaine, Etienne Lafont, Isabelle Candellier, Manonella Gallard et Romain Duverne.

Scapin à roulaquettes plus débrouillé que canaille, virant voltairien, les toits de Naples. Daniel Autuau met Geronio, l'argent et le public dans sa poche.

Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 78-03-30-50. Durée : 1 h 45. 110 F et 140 F.

Dijon

Masques nus

de Luigi Pirandello, mise en scène de Gino Zampieri, avec Jean-Frédérique Ducasse, Sophie Gardez, Robert Pagès et Jacqueline Payelle.

Quatre pièces en un acte de Pirandello, quatre interrogations sur le malaise de vivre, auquel chacun peut apporter la réponse qui lui convient.

Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Les 4, 5 et 8 janvier, 20 h 30 ; le 6, 16 heures (et le 9 janvier). Tél. : 80-30-12-12. 70 F et 80 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard et Bénédicte Mathieu

Le théâtre ANTOINE annonce que les 2 DERNIÈRES représentations de « UNE JOURNÉE CHEZ MA MÈRE » avec CHARLOTTE DE TURCKHEIM auront lieu le samedi 5 janvier à 17 h 30 et 21 heures. Location 42-08-77-71.

théâtre de la bastille

du 8 janvier au 3 février 21h - dimanche 17h - relâche lundi

EMBALLAGE THÉÂTRE NO MAN'S MAN

CREATION

Alpha Franc

76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS 43 57 42 14



ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

Art et publicité

Des photos d'Ajet et Seebert témoignent des formes de la publicité urbaine vers 1900, aux artistes d'aujourd'hui qui détournent les idées et le langage publicitaire, l'histoire d'une relation d'excitation-fascination. En 1200 œuvres rassemblées au Centre Pompidou par le musée, la CCI et le BPI. Non sans quelque confusion.

Centre Georges Pompidou, grande galerie 6^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991.

Artistes tchèques et slovaques

Que font les peintres tchèques, moraves et slovaques depuis les années 60? Une triple exposition, au musée du Luxembourg, sous le coupole du Printemps Haussmann et à la Défense, permet de s'en faire une idée. Elle réunit une quarantaine d'artistes, qui parfois ont quitté le pays. Certains, comme Václav Bostik, Jiri Kolar, Miloslav Moudry ou Vladimír Skoda, sont connus, les autres, à découvrir.

Le Printemps - couple Haussmann - 7^e étage, 64, boulevard Haussmann, Paris 8. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1991.

Musée du Luxembourg, 15, rue de Valenciennes, Paris 6. Tél. : 42-34-25-55. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 janvier 1991.

Jacques Charlier

Pour résumer en deux mots l'œuvre de Jacques Charlier, artiste belge d'aujourd'hui (figurant d'ailleurs dans le panorama du Musée d'Art Moderne), on pourrait dire qu'elle est le produit finaliste et détonnant d'un peintre qui aime la peinture plus que peindre.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris 16. Tél. : 47-23-36-83. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 janvier 1991.

Ferracci

Hommage à un affichiste de cinéma (1927-1982), dont on ne connaît pas forcément le nom, mais sûrement quelques-unes de ses meilleures créations, par exemple pour Le charme discret de la bourgeoisie, Providence, Dix ou Cassandre. L'exposition réunit près de 130 affiches.

Musée de la Publicité, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf samedi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 janvier 1991.

Louis Hine

Voir votre photo légendaire et descent. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 40, jeudi, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 janvier 1991.

Il y a cent ans ils ont donné l'Olympia

Le Musée d'Orsay fête l'entrée, en novembre 1890, de l'Olympia de Manet dans les collections nationales. Cette entrée n'allait pas de soi. Un dossier rappelle « l'affaire » : la souscription à l'initiative de Monet, et le don accepté à regret. Parallèlement, sont exposés soixante-dix dessins et pastels du peintre.

Musée d'Orsay, entrée qui Anstole-France, pl. Henri-de-Montcaumon, Paris 7. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 9 heures à 18 heures, dimanche de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Visite de groupes, au 45.48.45.46, jusqu'au 20 janvier 1991, 25 F (dimanche : 16 F). Billet joint à l'exposition musée : 40 F.

Josep Maria Jujol

Encastré par l'ombre puissante de la Sagrada Família, l'architecture catalane est souvent réduite au génie d'Antonio

Gaudí. La CCI fait ici découvrir un de ses collaborateurs. Architecte, mais aussi coloriste et sculpteur, ferronnier, mosaïste, Jujol (1879-1949) travailla pour le Parc Güel, à Barcelone, et déploya son imagination et son talent sur de nombreux bâtiments de Catalogne.

Centre Georges Pompidou, galerie contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 6. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991.

La photographie japonaise de l'entre-deux-guerres

En deux cents photographies, en majorité présentées en France pour la première fois, ce superbe ensemble composé uniquement de « vitrages » (tirages d'époque) rend hommage à trois figures majeures de la photographie japonaise de l'entre-deux-guerres : Nijima et ses nus fastueux, Yasui et Nakayama.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-36-83. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 4 février 1991, 25 F (comprenant l'entrée des expositions).

L'art en Belgique Flandre et Wallonie au XX^e siècle

Un point de vue sur l'art du vingtième siècle en Flandre et Wallonie, dans la foulée de Wiertz, Rops, Knapff et Ensor. On le surréalisme fait poids et loi, où dans la foulée de Magritte, la subversion des images est de mise.

Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 42-23-61-27. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30, jeudi au 10, mars 1991, 15 F.

Les dessins de la ville

Les sous-sols de Paris ont toujours été un objet de fascination et de mythes, un lieu d'excitation et de littérature. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été explorés, mesurés, cartographiés, ni même d'être surveillés de près. Entre savoir et légende, l'exposition traite du chapeau manquant. Une occasion, par les Parisiens, d'apprendre les règles et obligations qui régissent cet univers plus proche d'eux qu'ils croient.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morand, Paris 4. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 mars 1991.

Les vanités dans la peinture au XVII^e siècle

Où le crâne occupe une place d'honneur sur les tables, parmi les fleurs, les bijoux, les portraits et les miroirs... en des compositions savantes, invitant l'homme à réfléchir sur sa destinée, la brièveté de la vie, l'insanité des biens terrestres. Une exposition conçue par le Musée des Beaux-Arts de Caen, qui l'a présentée cet été.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, jusqu'au 15 janvier 1991, 28 F.

Mémoires d'Egypte

Trois cents pièces en provenance des plus grands musées, pour une exposition tout aussi savante que spectaculaire, scientifique aux débuts, à été confiée aux décorateurs de Clés-Cinés. Tel s'annonce à Paris l'hommage de l'Europe à Champollion, qui remporta cet été, à Strasbourg, un vif succès.

Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne, Paris 2. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures, dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mars 1991, 35 F.



Gina Pansé

Déjà proposé à Troyes, un hommage à l'artiste disparue en mars dernier. Il retrace son parcours depuis la fin des années 60, moment où Gina Pansé accorde ses recherches dans l'art corporel. Son engagement quasi mystique d'elle-même comme écriture à part entière, c'est-à-dire comme moyen de communication, peut alors aller jusqu'à la blessure ou la brûlure.

Centre d'Art Contemporain Palais de la Ville, 22, rue Marcel-Cachin, Carheil-Essonne, 91000. Tél. : 60-88-00-72. Tous les jours sauf lundi de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 h 30, dimanche de 16 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 janvier 1991.

Peintres points panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur papier peint. Presque du cinémascope, en somme.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1991, 20 F.

Photos de famille

Collections d'individus anonymes, les clichés sagement réunis par plus de trois cents familles forment une vaste fresque qui révèle les constantes et la diversité de la photographie populaire. Elle fait l'objet d'un dispositif particulier, respectueux et gai, qui complète l'œuvre d'opérateurs singuliers comme Ralph Eugene Meatyard ou l'envoûtante et subtilement perverse Sally Mann.

Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès, Paris 19^e. Tél. : 42-45-77-22. Tous les jours sauf lundi, de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 février 1991, 30 F.

Picasso, une nouvelle dation

Une nouvelle dation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies

des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, le génèse des Demoiselles d'Avignon ou des Femmes et un formidable papier collé de Baque : Théo le cinéma de 1913.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8. Tél. : 42-69-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 janvier 1991, 25 F (dim. : 16 F).

Centre Georges Pompidou, galerie du Ciel, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991, 16 F.

Concubinage, Palais de Saint-Louis, 1, quai de Tolbiac, Paris 13^e. Tél. : 43-54-30-08. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Visites-conf. 9 et 23 janvier, 8 et 22 février. Rendez-vous à 14 h 30 1^{er}, qui de l'histoire. Jusqu'au 28 février 1991, 30 F.

Concubinage, Palais de Saint-Louis, 1, quai de Tolbiac, Paris 13^e. Tél. : 43-54-30-08. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Visites-conf. 9 et 23 janvier, 8 et 22 février. Rendez-vous à 14 h 30 1^{er}, qui de l'histoire. Jusqu'au 28 février 1991, 30 F.

Concubinage, Palais de Saint-Louis, 1, quai de Tolbiac, Paris 13^e. Tél. : 43-54-30-08. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Visites-conf. 9 et 23 janvier, 8 et 22 février. Rendez-vous à 14 h 30 1^{er}, qui de l'histoire. Jusqu'au 28 février 1991, 30 F.

Jean Prouvé

Prouvé, le grand Prouvé dont chacun se réclame aujourd'hui, aura eu le bonheur de mourir avant de voir le CNIT, auquel fut associé son talent d'ingénieur, défiguré par les lois du marché. De son vivant on avait un peu tendance à en faire un martyr de l'indifférence, un artiste maudit. Le CNIT lui restitue la lumière et la gloire, dans un espace signé Renzo Piano.

Centre Georges Pompidou, galerie du Ciel, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991, 16 F.

Saint Bernard et le monde cistercien

Pour le neuvième centenaire de Saint Bernard, la Caisse des monuments historiques a monté cet impressionnant ensemble, à la fois hommage, réflexion et presque spectacle sur celui qui fut à l'origine d'une des plus belles lignes de l'architecture monastique : l'art cistercien. Pas un son de vaine bigoterie dans cette exposition, justement austère et pourtant émouvante.

Concubinage, Palais de Saint-Louis, 1, quai de Tolbiac, Paris 13^e. Tél. : 43-54-30-08. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Visites-conf. 9 et 23 janvier, 8 et 22 février. Rendez-vous à 14 h 30 1^{er}, qui de l'histoire. Jusqu'au 28 février 1991, 30 F.

Daniel Tremblay

Un jeune artiste des années 80, disparu dans un accident de voiture, il y a cinq ans. Dans ses œuvres à base d'objets ordinaires, qui tiennent du relief et de la peinture, modestement, il a mis de la poésie, sans faire béte.

Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 45-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991.

Simon Vouet

Ce n'est pas à une mince entreprise que se sont attelés les responsables de cette exposition Vouet. L'essentiel de son œuvre décorative : aisé par et nombre des tableaux sortis de son atelier ont été peints par des élèves auxquels

il savait insuffler son propre talent. Soixante tableaux autographes ont toutefois pu être réunis, qui rappellent le séjour en Italie de Vouet et son inspiration caravagesque, ou qui relèvent de la veine française, plus légère, de ce peintre favori de Louis XIII.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8. Tél. : 42-69-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 11 février 1991, 33 F.

Enrico Baj

Enrico Baj est décidément un artiste singulier. A preuve ces deux ensembles de peintures récentes inspirées, parait-il, par l'explosion démographique. Constitués chacun de trente-trois tableaux, collés les uns aux autres, ils font l'effet d'une grande mascarade kitsch qui effectivement ne manque pas de figurants.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1991.

Václav Bostik

Václav Bostik, qui est né en 1913, est le vétéran de la culture « inofficielle » en Tchécoslovaquie. C'est un abstrait qui, dans le recueillement de son atelier praguois, pratique depuis longtemps une peinture de méditation en tramant de fines couleurs-lumières. L'exposition complète le panorama de l'art contemporain tchèque, morave et slovaque

actuellement proposé à Paris. Galerie Lemaître Saint-Germain, 43, rue de Saintonge, Paris 3^e. Tél. : 48-04-59-44. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1991.

Alan Charlton, Gerhard Richter, Michel Verjux

Des simples lignes (anciennes) d'Alan Charlton à l'opération lumineuse de Michel Verjux mettant en évidence l'acte même d'exposer, en passant par une série de photos peintes de Gerhard Richter : trois expositions, et trois aspects de la recherche plastique contemporaine exigeante et dépouillée.

Galerie Durand-Dessart, 3, rue des Haudriettes, Paris 3^e. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1991.

Jacques Doucet

Un peintre dans le genre vêtement, resté fidèle à l'esprit du mouvement Cobra auquel il a participé dès 1948. Un choix de tableaux depuis cette période et des gouaches récentes le montre, chez Boulakia (rive gauche, pour les tableaux ; rive droite, pour les gouaches).

Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 43-26-56-79. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 janvier 1991.

André Masson

Quarante-deux huiles de

1922 à 1966, 24 pastels et dessins, 11 sculptures pour une exposition qui doit, après Paris, aller en Suisse et au Japon. Parmi les œuvres les plus importantes : la « Vue emblématique de Tolède » de 1936-1939, un tableau apocalyptique avec feu, sang, cristal et Minotaure, lourd de toutes les mythologies développées par André Masson au fil de sa vie.

Galerie Odermatt-Cazeau, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42-66-32-58. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1991.

Arnulf Rainer, Alberto Giacometti

Le corps à corps avec la peinture d'un artiste autrichien, qui applique la couleur directement, à main nue, les fait déborder sur ses tableaux en forme de croix, ou par-dessus des photos. Outre les œuvres récentes de Rainer, la galerie Lelong propose une exposition Giacometti, cet autre déchiré, à l'occasion de la publication de ses écrits (chez Hermann).

Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 45-63-13-13. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 janvier 1991.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Brocette « Photo » : Patrick Roegiers « Architecture » : Frédéric Edelmann

Galerie H. Odermatt-Ph. Cazeau
85 bis, fg St-Honoré 75008 Paris - (1) 42 66 92 58

ANDRÉ MASSON
Œuvres Maîtresses

5 DÉCEMBRE - 2 FÉVRIER

MUSIQUES

JULIETTE GRÉCO REVIENT À L'OLYMPIA

Elle est comme elle est

Juliette Gréco n'est pas tout à fait une chanteuse de variétés. Ni absolument une « diseuse », ni tout à fait une comédienne. Elle symbolise l'insolence de la liberté et son mystère. Elle est magnifiquement elle-même : « *Je suis comme je suis* », dit-elle. Elle le chante, elle le vit sur scène et dans son jardin privé. Telle qu'en elle-même, Juliette Gréco retrouve Paris.

ELLE a chanté « *Si tu t'imagines, ça va va durer toujours, ce que tu te goudaill...* ». Elle ne s'était pas gourée, ça dure. Voilà un bon bout de temps que Gréco chante et elle continue. Elle maintient une tradition qui résiste aux modes, peut-être parce qu'elle a toujours été en état de « démode », dans le sens que donne au mot Sonia Rykiel. Hors mode en quelque sorte. Comme le 5 de Chanel, les pulls en cachemire, Molière, le foie gras pour les fêtes...

Du classique, du basique dont on ne peut se passer, qui fait partie de la vie quotidienne, de la culture la plus générale. Quand, sur la scène du Casino de Paris, Yvette Horner a chanté *le Petit Vin blanc* ou *Etoile des neiges*, ou même *Nini peau de chien*, qui date carrément du début de siècle, tous les spectateurs, des plus branchés aux plus chics en passant par les vrais fans, tous ont repris en chœur, avec les paroles. On ne savait même plus qu'on les connaissait.

A vrai dire, Juliette Gréco n'a jamais abordé ce type de répertoire. Chanteuse à texte, elle interprète aussi du populaire, mais retravaillé par Guy Béart ou Serge Gainsbourg, Jacques Brel ou Léo Ferré. Par exemple, dans *Jolie Môme*, elle est magnifiquement canaille en dépit de sa robe de scène noire, longue, très « grande dame de la chanson ». Elle n'a pas l'élégance coincée et n'est jamais si bien que lorsqu'elle laisse parler sa vitalité, son humour voyou. Elle n'est pas Piaf non plus, ne vient pas de la rue, et si elle y a prodigé sa beauté du diable au temps de la légende Saint-Germain-des-Prés, c'était en compagnie de l'intelligentsia et de la noblesse du jazz, de Vian, de Sartre, de Queneau, de Miles Davis... Ses légionnaires dansaient le bop et la biguine, sentaient l'encre d'imprimerie plus que le sable chaud.

Gréco est quelqu'un de tout à fait moderne dans le sens où elle joue sur les oppositions, les décalages. Sur l'ambiguïté de son demi-sourire, de son regard rêveur, prometteur. Sur le contraste de son prénom d'héroïne amoureuse, de son nom de peintre fiévreux. Elle est toute en entre-deux. Entre chic et gavroche, entre demain et hier, entre douce et cynique, entre gaillarde et sophistiquée. Entre Yvette Guilbert et Marlène, elle détaille les paroles des chansons à la façon des « diseuses », puis laisse traîner sa voix avec des inflexions de lassitude, démenties tout aussitôt par une énergie que l'on pressent redoutable, dans le rire ou la colère.

Elle a raconté qu'à sa première rencontre avec Michel Piccoli, ils ont beaucoup ri ensemble, et que c'était un bon départ pour l'amour et le mariage. Ils se sont séparés quand ils n'ont plus ri ensemble. L'estime avait remplacé la passion, c'était juste assez pour « rester bons amis ».

On imagine bien que Gréco ne doit pas être comode à vivre, ne l'a jamais été. Son aura de rebelle n'est pas volée, même si elle a su habilement en jouer



Virtuose de l'entre-deux : chic et gavroche, douce et cynique, gaillarde et sophistiquée.

pour mieux faire reconnaître, par contraste, sa sensibilité. Cocteau ne s'est pas trompé sur elle et sur son image quand il l'a engagée pour être une Eriqye dans son film *Orphée*. Un petit rôle, mais elle est alors suffisamment médiatique – comme on ne le disait pas encore – pour qu'on s'intéresse à ses débuts cinématographiques. Interviewée à la radio, elle crache, sale gosse, au journaliste qui se pème sur sa jeunesse : « *Et alors, il faudrait s'excuser ?* »

C'était une histoire formidable d'être jeune dans l'immédiat après-guerre. C'était comme passer directement du Moyen Âge au siècle des Lumières, un virage des mœurs à 180 degrés. Avant la guerre, c'était l'enfance, l'obéissance. Et puis l'horreur absolue a pu s'installer dans la peur et le silence. On

n'était pas tellement fiers de l'héritage. Le bien, le mal avaient changé de frontières. Les valeurs les plus dignes, travail-famille-patrie, étaient devenues odieuses. Mais la liberté se savourait à chaque instant. Finies les rafles. Les vitrines des magasins n'étaient plus garnies de boîtes vides, on rattrapait le retard en films américains, on fumait des blondes, on dansait au Lorientais, on lisait des dizaines de journaux... Ce n'était pas la société de consommation, peu importe. Les derniers liens avec une certaine éducation éclairaient. On était comme aujourd'hui sont les jeunes gens de l'ex-bloc socialiste, éternelles et impatientes, déçus aussi parfois, par impatience justement, et par besoin de justice.

De Prévert à Fanon

Grande interprète, Juliette Gréco est de celles qui laissent leur empreinte comme une griffe, marquant de leur style les compositeurs les plus variés, pour les réunir en un répertoire unique. La carrière discographique de Juliette Gréco commence en 1951, chez Philips, où elle restera jusqu'en 1972, le temps d'une quarantaine de disques. 33 et 45 tours. En 1972, Juliette fait un détour naturel chez Barclay (deux albums, en 1972 et en 1974), puis chez RCA (en 1975 et 1977) et enfin aux disques Neys (1982 et 1983). Philips/Phonogram ressort aujourd'hui une compilation assez complète, qui va de 1951 à 1975 (*Je suis comme je suis*, six disques compacts, cent-cinquante-quatre titres), doublée d'une version raccourcie (un coffret de deux CD de ses meilleures chansons).

L'année 1951 est marquée du sceau de Prévert, en tandem avec Joseph Kosma (*les Enfants qui s'aiment*, *les Feuilles mortes*), mais on y trouve aussi Aznavour (*Je hais les dimanches*, *Aznavour/Veran*), Bertolt Brecht (*Barbara Song*, B. Brecht/K. Weill). André Gressi dirige l'orchestre. Dans les années qui suivent, il y aura Francis Blanche, Brel, Trenet, Brassens, Bécoud. En 1955 apparaît, de Raymond Queneau et Joseph Kosma, *Si tu t'imagines* (composée en 1949). En 1956,



Juliette, à Paris

Françoise Sagan entre dans la ronde (*le Jour*, avec l'orchestre de Michel Legrand, *Sans vous aimer*, avec Michel Magne qui signe les musiques sur des arrangements de Claude Bolling). Il y en aura bien d'autres. 1957, Béart (*les Lunettes*, *Qu'on est bien*, *Il n'y a plus d'après date* de 1960). 1959, Gainsbourg (*les Amours perdues*; Gréco chantera l'*Accordéon* et la *Javanaise* en 1962 et 1963). Le début des années 60 sera marqué par les chansons de Pierre Mac Orlan, le *Pont du Nord*, *Tendres promesses* (musique de P. Gérard). Gréco continue bien sûr d'inclure les poètes à son répertoire : Aragon, Seghers, Desnos, Allais, Eluard, Verlaine (souvent sur des musiques de Spanos). 1968 nous donnera *Déshabillez-moi* (Nyl/Veritas), 1970, *Trois Petites Notes de musique* (Colpi/Delerue), 1972, *l'Embellie* (Fanon/Jouannest).

Juliette Gréco est apparue pour la première fois au cinéma dans *du royaume des cieux* de Julien Duvivier (1949). On la verra dans une vingtaine de films, de *Quand tu liras cette lettre*, de Jean-Pierre Melville, à *Lily, aime-moi*, de Maurice Dugowson, en passant par la *Nuit des généraux*, d'Anatol Litvak, sans oublier la télévision avec *Belphegor*, de Claude Barma.

V. Mo.

D'une certaine manière, Gréco, la sulfureuse, incarnait cet insolent esprit d'indiscipline, sinon de liberté. Elle habitait l'hôtel, vivait la nuit, Sartre lui écrivait *la Rue des Blancs-Manteaux*, Jean Wiener l'accompagnait au piano, on allait l'écouter au Bouff sur le toit – la Rose rouge est venue ensuite – et puis elle était belle, même si elle n'avait pas encore fait raboter son nez. Elle séduisait, donnait l'impression de faire ce qu'elle voulait. Elle chantait *Je suis comme je suis*. C'est ce qu'elle dit encore. Elle assume.

On l'a vue, il y a une dizaine d'années, les cheveux coupés, tirés en arrière, et très roux – rien de facile à porter – chanter avec arrogance « *Non monsieur, je n'ai plus vingt ans* », et, dans le même spectacle, reprendre son tube *Déshabillez-moi*. Elle ose. Elle peut.

On se dit qu'elle sait vieillir, et on l'envie. On se dit qu'elle a eu de la chance, parce qu'elle est arrivée au bon moment. Elle a débuté pendant la grande vogue des cabarets rive gauche, avec leurs chanteurs pacifistes à guitare, Barbara qui interprétait Brassens, et Catherine Sauvage, Léo Ferré, et Germaine Montero, Pierre Mac Orlan... On allait « écouter » des chansons différentes.

D'un autre côté, l'époque était puritaine, ne craignait pas un peu de démagogie. On pouvait faire scandale avec *Je hais les dimanches*. Gréco a fait scandale, s'excusant toutefois auprès de ceux qu'elle aurait pu blesser, faisant remarquer qu'elle chantait seulement l'histoire triste d'une femme abandonnée tous les dimanches.

UN MODÈLE DE LA CHANSON « TYPIQUEMENT FRANÇAISE »

Elle ne s'était pas pour autant adoucie, Juliette. Elle menait toujours son existence à la « je suis comme je suis », négligeant, ou refusant d'exploiter ses chances, toutes ses chances, ou ne sachant pas le faire. Ainsi Zannuck. Le modèle du super-producteur hollywoodien. Une légende, une blague entre comédiens : « *Tu attends un téléphone de Zannuck ?* »... Non seulement il a téléphoné à Gréco, il l'a aimée. Elle a tourné pour lui *Le soleil se lève aussi*, il en fait la vedette de la *Rivière des alligators*, un film qui n'a pas marqué l'histoire, et basta. Elle est partie. Elle a fait un peu de cinéma, de théâtre, sans jamais devenir une star. Peut-être s'en fiche-t-elle, mais ce n'est pas certain. Pour tenir dans ce métier, il faut aimer la gloire.

Pourquoi, comment tient Gréco ? Elle aime les chansons, et aime les chanter, aime la scène, en a besoin, et dit avec tous ceux qui reçoivent en direct le plaisir du public : « *C'est comme une drogue* ». Un cliché, oui, mais la vérité, le « pourquoi » qui motive. Le « comment » est moins simple. Juliette Gréco a son public, quel est-il ? On sait qu'au Japon, loin de son image canaille et libérée, elle symbolise une certaine idée de la Dame de France, charmeuse, comme on pu le faire Michèle Morgan, Edwige Fenech, Lucienne Delyle, Lucienne Boyer... Elle représente un modèle de chanson « typiquement française » avec mélodie raffinée, refrain nostalgique, paroles composant un petit scénario dramatique, langoureux, coquin.

En France, l'image est obligatoirement différente, celle de la ravageuse, avec le label « qualité et force ». La personnalité de Gréco, sa vie, ou ce qu'on en sait, comptent autant que son répertoire dans l'engouement de son public et sa fidélité. Pour la première génération téléphile, elle reste la mystérieuse schizophrène de *Belphegor*, glissant dans la nuit. Après plus de trente ans, on parle encore de la muse de Saint-Germain-des-Prés, de la sauvage en pull et pantalons noirs, qui traumatisait le bourgeois. Après l'épisode rouquin, elle a finalement repris la couleur de ses cheveux longs, coiffés en frange. Elle garde sur les affiches son demi-sourire entendu, la gravité de son regard prometteur. On exige d'elle qu'elle inquisite et envoûte, qu'elle utilise toutes les ressources de ses ambiguïtés.

Avec ses belles histoires à mélodies écrites par les meilleurs, et qui maintiennent la tradition, Gréco a traversé les vagues yéyé, rock, punk, rap, etc. Elle ne vise pas le Top 50, ne chante pas en play-back, ne loue pas le Zénith, encore moins Bercy. Elle retrouve Paris à l'Olympia et elle a peur. On exige d'elle de rassurer sur le sort de la chanson qui touche au cœur et s'installe dans la tête, de se montrer intransigeante, de ne pas céder au malheur comme sa vie en a montré l'exemple. Car des coups, elle en a reçu, encaissés, restant groggy un moment, se retirant dans sa tanière, submergée par la souffrance avant de repartir, fidèle à ce qu'elle symbolise : l'enfant d'une époque qui a enseigné le prix de la liberté.

COLETTE GODARD

* Du 8 au 20 janvier à l'Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49.

Golf : les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position

Les Dames d'une position